

## Bosnie : contradictions allemandes

LA mise en œuvre, annoncée pour le 13 avril, de la résolution 816 du Conseil de sécurité des Nations unies, visant à faire respecter, au besoin par la force, la zone d'exclusion aérienne en Bosnie divise profondément la coalition au pouvoir à Bonn. Le gouvernement du chancelier Kohl vient en effet de décider, avec les seules voix des ministres chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux bavarois, de maintenir les équipages allemands à bord des appareils d'observation AWACS de l'OTAN engagés dans ces opérations.

Les ministres libéraux du FDP, avec à leur tête le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, se sont opposés à cette décision, et le groupe parlementaire de ce parti s'est joint à l'opposition social-démocrate pour porter le différend devant le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. Les juges suprêmes, à qui il est demandé de se prononcer sur la constitutionnalité de cette mesure, ne semblent pas disposés à trancher dans la hâte une querelle qui leur paraît relever du premier chef de la responsabilité du pouvoir politique. Dans l'état actuel des choses, les hommes de la Luftwaffe devraient donc rester à bord des AWACS, quitte à ce que le gouvernement soit désavoué dans quelques mois par le tribunal.

PRENANT le risque d'une grave crise au sein de la coalition, le chancelier Kohl veut par ce « coup libérateur » mettre fin à la paralysie de son pays face à la crise yougoslave. S'appuyant sur une opinion publique majoritairement favorable à un engagement plus intense de la RFA dans les actions militaires de protection des populations menacées par l'expansionnisme serbe, M. Kohl met ses partisans libéraux en position inconfortable. Ces derniers se déclarent en effet « politiquement » favorables à une participation de la Bundeswehr aux actions engagées hors de la zone couverte par l'OTAN sous l'égide des Nations unies, mais estiment, comme le SPD, qu'une modification de la Constitution est nécessaire pour l'autoriser. Les byzantines querelles de juristes, dont l'Allemagne se délecte en temps ordinaire, sont hors de saison dans le contexte dramatique de la situation en Bosnie.

M. KINKEL est sans doute l'un des meilleurs spécialistes allemand de droit constitutionnel, mais il manque visiblement du flair politique de son prédécesseur Hans-Dietrich Genscher. Il s'était signalé, peu après sa prise de fonctions, par des propos très fermes revendiquant pour l'Allemagne un rôle accru au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. En s'opposant aujourd'hui à la décision majoritaire du gouvernement, il prend le risque de se voir accuser d'inconséquence.

Le chancelier Kohl, pour sa part, semble avoir tiré les leçons des critiques adressées à la politique de l'Allemagne au début de l'écroulement de la Yougoslavie, poussant les Occidentaux à une rapide reconnaissance des nouvelles Républiques sans avoir les moyens juridiques de participer aux actions militaires de la communauté internationale.

Lire nos informations page 4

Les Serbes de Bosnie ont rejeté le plan Vance-Owen

Page 4

M0146 - 0404 0 - 7,00 F



Tandis que Bill Clinton annonce un plan important

## L'opinion américaine reste hostile à l'aide à la Russie

Malgré la publication de sondages montrant que 80 % des Américains sont hostiles à l'augmentation de l'aide à la Russie, M. Clinton a déclaré, à la veille de sa rencontre, le 3 avril, à Vancouver (Canada), avec le président Eltsine, que son pays accorderait une aide « régressive et spécifique ». Son impact sera « rapide et important », a ajouté le secrétaire d'Etat, Warren Christopher. De son côté, la CEE devrait proposer lundi à Moscou un accord de partenariat.



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

Alors que M. Jospin quitte ses instances dirigeantes

## Le PS tente de se transformer sans aggraver ses divisions

Le PS a réuni samedi 3 avril son comité directeur pour analyser les raisons de son échec et les moyens de sa transformation. Pierre Mauroy et Michel Rocard devaient présenter un projet d'états généraux pour le début de juillet prochain, scénario refusé par Laurent Fabius, premier secrétaire. Pour sa part, Lionel Jospin, constatant l'absence d'une « volonté réellement commune » de tirer les leçons de la défaite, a annoncé sa démission des instances dirigeantes du parti.

### Perte d'identité

par Patrick Jarreau

La plupart des responsables du PS attribuent l'écrasement de celui-ci à son échec, lors des élections législatives, au décalage entre les objectifs qui sont normalement ceux d'un parti social-démocrate et la politique qu'il a pu mettre en œuvre au pouvoir. Ils observent que tous les partis semblables, en Europe, se heurtent aux mêmes difficultés (le Monde du 3 avril). « Les instruments politiques qui étaient ceux des partis

sociaux-démocrates ont éclaté au début des années 80, résume le rocardien Alain Bergounioux. Il y a eu, partout en Europe, une crise des politiques keynésiennes nationales. »

Henri Weber, fabiusien, ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne la « contradiction entre le caractère international de l'économie, de la finance, des entreprises, de la communication, et le caractère national du pouvoir politique. »

Lire la suite et nos informations page 8

### Le triomphe de Philippe Séguin

Le député (RPR) des Vosges a été élu à une très forte majorité à la présidence de l'Assemblée nationale.

Lire pages 6 et 7 les articles d'OLIVIER BIFFAUD, FRÉDÉRIC BOBIN et GILLES PARIS

M. Séguin sera dimanche, à 18 h 30, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde ».

## Zambie : une jeune démocratie en péril

Le nouveau régime renoue avec l'autoritarisme d'antan

LUSAKA

de notre envoyé spécial

« La Zambie est menacée. Notre jeune démocratie est en péril. Le climat politique est empoisonné par quelques-uns de nos compatriotes qui veulent plonger la nation dans le chaos. » C'est en ces termes que le président Frederick Chiluba a publiquement justifié l'instauration de l'état d'urgence, le 4 mars. Les

Zambiens ont accueilli avec consternation et inquiétude cette décision, qui ravive de mauvais souvenirs.

L'état d'urgence, ils connaissent. Ils ont vécu pendant vingt-sept ans, sous cette juridiction d'exception, imposée par le président Kenneth Kaunda, au lendemain de l'indépendance du pays, en 1964. C'est en partie pour cette raison qu'ils avaient massivement voté pour le chan-

gement, le 1<sup>er</sup> novembre 1991, lors des premières élections multipartites, et porté Frederick Chiluba, « le champion des libertés », à la présidence de la République. Aussitôt élu, le chef du Mouvement pour la démocratie multipartite (MMD) teneur sa promesse, levait l'état d'urgence décrété par son prédécesseur.

Las de l'eustérité et de conditions d'existence de plus en plus

difficiles, dont ils rendaient le régime Kaunda responsable, les Zambiens se mirent alors à espérer. Le nouveau gouvernement s'appliquait, du reste, à faire oublier les affres du parti unique et ceux induits par une économie centralisée. Et dix-sept mois de pouvoir, l'équipe Chiluba a fait beaucoup.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 3

## Les mécomptes de la retraite à 60 ans

Entrée en vigueur en avril 1983, cet « acquis social » est aussi un pari perdu sur l'emploi

par Jean-Michel Normand

Dix ans après son apparition, le 1<sup>er</sup> avril 1983, le droit à la retraite à soixante ans reste un « acquis social » qu'aucune formation politique ne s'est hasardée à remettre en question. Symbole du premier septennat de François Mitterrand, son maintien figure explicitement dans la plate-forme de la nouvelle majorité RPR-UDF. Pourtant, l'avenir paraît incertain. Structuellement déficitaires et lourdement handicapés par la montée du chômage, les régimes de retraite éprouvent des difficultés croissantes à assumer la charge de cette réforme à double face : indiscutable progrès social, mais, aussi, pari perdu sur l'emploi.

Salué par les syndicalistes comme l'aboutissement d'une revendication séculaire - mais critiqué par la droite, estimant

que ce dispositif était moins avantageux pour les cadres que les anciennes garanties de ressources (1) - le droit à la retraite à taux plein des soixante ans au lieu de soixante-cinq est, ironie de l'histoire, entré en application une semaine après l'annonce du plan de rigueur de mars 1983. Introduite sans que son impact sur la Sécurité sociale ne fasse l'objet d'un financement précis, cette réforme « pèse » un peu plus d'un point de cotisation d'assurance-vieillesse par an, soit plus de 15 milliards de francs.

En revanche, la prise en charge de ce surcoût pour les régimes complémentaires a été, dès le début, programmée. Depuis 1983, l'ASF (Association pour la structure financière) compense auprès de l'ARRCO (régimes complémentaires de l'ensemble des salariés du secteur privé) et de l'AGIRC (caisses de cadres)

l'impact de l'abaissement de l'âge de la retraite. Alimentée par une subvention de l'Etat et une cotisation prélevée par l'UNEDIC, l'ASF a versé ces dix dernières années 85,9 milliards de francs à l'ARRCO et 45,3 milliards à l'AGIRC, soit l'équivalent de 15 % du total de leurs prestations. Mais le compte n'y est plus. Débordée par la montée du nombre de demandeurs d'emploi, l'assurance-chômage ne peut plus honorer ses engagements, et les impayés devraient atteindre 11 milliards de francs fin 1993, lorsque la convention de l'ASF arrivera à échéance.

Les discussions s'annoncent difficiles.

Lire la suite page 16

(1) La garantie de ressources offrait aux salariés 70 % de leur dernière rémunération brute. Ce pourcentage est passé à 65 % en 1983.

### Un Observatoire

international des prisons

Installé à Lyon, il veille aux conditions de détention des prisonniers de droit commun

page 9

### Bruxelles contre

la pornographie à la télévision

La Commission européenne vient d'autoriser le gouvernement britannique à suspendre des émissions

page 10

### Chronique des marchés

page 17

Le sommaire complet se trouve page 18





# ÉTRANGER

La rencontre entre M. Clinton et M. Eltsine à Vancouver

## Une large majorité des Américains est hostile à une aide accrue à la Russie

L'aide des États-Unis à la Russie sera «pragmatique et concrète», son impact sera «rapide et important», a déclaré, samedi 3 avril, à Vancouver, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, avant l'ouverture du sommet réunissant le président Bill Clinton et son homologue russe, Boris Eltsine, dans cette ville de l'Ouest canadien. Toutefois, selon des sondages, la volonté politique de Washington se heurte à l'opposition d'une large majorité des Américains, hostile à une assistance accrue à la Russie. De son côté, Ottawa a annoncé l'octroi d'une aide de 180 millions de dollars à la Russie, sous forme de coopération technique et de livraisons de blé.

VANCOUVER

de notre envoyé spécial

Bill Clinton, qui a toujours un œil sur les sondages, n'aura pas manqué de prêter attention à celui-ci : 80 % des Américains sont opposés à une aide accrue des États-Unis à la Russie. C'est ce qui ressort d'une estimation *USA Today/CNN/Gallup* publiée, vendredi 2 avril, veille du premier sommet entre le président américain et son homologue russe, Boris Eltsine.

Ces chiffres peuvent paraître de mauvais augure quand on sait que l'intention de M. Clinton était, précisément, de réaffirmer le soutien

des États-Unis à son interlocuteur, sous forme d'un «programme d'aide agressive et spécifique» dont l'administration espère qu'il donnera un coup de pouce à un camp réformateur russe en situation difficile. M. Clinton trouvera peu de réconfort dans un autre sondage, publié par le *New York Times*, qui établit que 60 % des Américains estiment que l'Occident n'a pas à dispenser d'assistance économique à la Russie pour assurer la stabilité de M. Eltsine au pouvoir.

Ces sondages, en forme d'avertissements, laissent entendre que les deux présidents ont en commun une opinion intérieure des plus scepti-

ques sur le thème du sommet de Vancouver : durant quarante-huit heures, la réunion devait permettre à MM. Clinton et Eltsine de débattre de la question de l'aide. Ils entendront y consacrer l'essentiel de sept à huit heures de discussions avant d'évoquer le désarmement nucléaire, la Bosnie ainsi que quelques autres sujets de l'après-guerre froide.

M. Clinton est conscient des réticences de son opinion, tout comme M. Eltsine n'ignore pas que le thème de l'aide occidentale ne rencontre pas un écho unanimement favorable en Russie. Sur la scène intérieure américaine, le sommet a été soigneusement orchestré avec une préoccupation prioritaire : faire comprendre aux Américains que l'aide à la Russie réformatrice n'est «pas de la charité mais un investissement» dans un avenir plus sûr et pacifique.

Jeddi, dans une allocution prononcée devant l'Académie de marine d'Annapolis, M. Clinton avait observé : «Beaucoup d'entre nous se demandent pourquoi diable devons nous aider un pays aussi lointain alors que les temps sont durs,

ici, chez nous.» Et le président d'expliquer que l'aide à la Russie se soldera «en dividendes» très tangibles, entre autres sous forme de réduction des budgets militaires. Si M. Clinton avait en un instant la tentation de sous-estimer la grogne de beaucoup de ses concitoyens devant les coupes budgétaires en cours, et la perspective d'un accroissement parallèle de l'aide américaine à la Russie, son emploi du temps de vendredi l'en aura très vite dissuadé.

Soutien

de MM. Nixon et Bush

Avant de rencontrer M. Eltsine à Vancouver, le président faisait étape dans l'Oregon, à Portland, pour présider une conférence de la forêt qui, bien plus que le sommet de Vancouver, faisait les gros titres de la presse dans tout le nord-ouest du pays. Le président a été accueilli par des centaines de manifestants et de contre-manifestants qui, tous, réclamaient une aide accrue du gouvernement fédéral (lire page 18). A quelques heures de Vancouver, le président a pu constater à quel point l'humeur du pays était plus au repli

sur les difficultés intérieures qu'à la prise de conscience de ce qui est en jeu à Moscou. Or, pour M. Clinton, l'enjeu est de taille : de la réussite du camp réformateur à Moscou dépend non seulement l'avenir des relations américano-russes mais aussi, sans doute, le succès de sa présidence.

«Il se voit vraiment comme le premier président de l'après-guerre froide», explique, dans le *Wall Street Journal*, le politologue Michael Mandelbaum. Lui, le président qui a échappé à la conscription et a été élu pour s'occuper «de l'Amérique d'abord», sait pertinemment que son programme économique, et son profil politique personnel, s'accommoderaient mal d'une période de tension renouvelée avec Moscou. «Bill Clinton avait compris que la condition nécessaire à son élection était la fin de la guerre froide et, pour lui, Michael Mandelbaum, il comprend [aujourd'hui] que le retour à une forme de guerre froide pourrait faire dérailler son programme et sa présidence.»

Dans ses efforts pour convaincre l'opinion américaine de l'impérieuse

nécessité d'aider la Russie, M. Clinton a reçu le soutien de ses prédécesseurs à la Maison Blanche, de Richard Nixon à George Bush. Sa tâche est facilitée sur au moins un point : la plupart des fonds que le gouvernement fédéral entend déboursier cette année au titre de l'assistance à la Russie ont déjà été votés. Ils n'ont pas été utilisés faute pour la Russie d'avoir mené une politique adéquate, notamment en matière monétaire, et faute pour ses miliaires d'avoir voulu collaborer avec les États-Unis pour le désarmement de certains des armements nucléaires.

Moins que de chiffres, MM. Clinton et Eltsine devaient, à Vancouver, discuter des formes nouvelles que pourrait prendre l'aide ; les grandes masses de l'assistance occidentale seront décidées les 13 et 14 avril lors de la réunion à Tokyo des ministres des finances et des affaires étrangères des deux pays les plus industrialisés (le G7).

ALAIN FRACHON

(Lire aussi, page 15, l'article de FRANÇOISE LAZARE sur le réajustement de la dette russe.)

## AFRIQUE

### Zambie : une jeune démocratie en péril

Suite de la première page.

Le nouveau pouvoir a restauré la confiance des institutions financières internationales et celle des bailleurs de fonds, ébranlée par l'attitude des gouvernements précédents, qui ne respectaient pas les engagements pris avec le FMI et la Banque mondiale.

Presque de faire bonne impression, Frederick Chiluba se lançait, dès son élection, dans un ambitieux programme de redressement économique : libération des prix, privatisation du secteur nationalisé, licenciements dans la fonction publique, incitation à l'investissement étranger, renforcement des marchés financiers. Ce train de mesures ne pouvait manquer de séduire la communauté internationale, qui s'était engagée à soutenir le processus de démocratisation. L'enthousiasme, suscité par la transition pacifique d'un régime de parti unique au multipartisme et à l'économie de marché, s'est concrétisé lorsque la Zambie a obtenu, l'an passé, le 1,6 milliard de dollars qu'elle demandait au Club de Paris.

Promesses

«trahies»

Tout aurait été pour le mieux, si la Zambie n'avait été, au même moment, frappée par la terrible sécheresse, sévissant alors en Afrique australe. Le spectre de la famine se profilait, menaçant les couches les plus défavorisées. Le gouvernement continuait une cellule de crise et, avec l'aide des bailleurs de fonds, importait un million de tonnes de céréales. La nourriture fut distribuée, gratuitement, aux plus pauvres, ou échangée, contre des travaux d'intérêt collectif, tandis que les fermiers sinistrés recevaient des indemnités, leur permettant de préparer la campagne agricole 1993. Sage décision : grâce aux bonnes conditions climatiques, la récolte s'annonce excédentaire. Les diplomates occidentaux s'accordent d'ailleurs à reconnaître que les Zambiens «ont parfaitement géré la crise».

Mais le gouvernement, qui avait prévu une série de mesures sociales pour adoucir les effets du programme de redressement économique, a dû changer son fusil d'épaule et consacrer son énergie - et une bonne part du budget - à modérer les conséquences de la sécheresse.

L'application, au pas de charge, du plan de redressement, approuvé par le FMI et la Banque mondiale, sans contreparties sociales, a lourdement pénalisé les Zambiens. «Autrefois, tout le monde mangeait trois fois par jour, maintenant ceux qui peuvent faire un repas doivent s'estimer heureux», constate, plein de dépit, l'ancien président Kenneth Kaunda.

«K. K.» comme l'appellent encore les Zambiens, critique sévèrement le nouveau régime. «De mon temps, un sac de 25 kilos de farine de maïs coûtait 250 kwachats. Pendant la campagne électorale, ils ont promis d'en baisser le prix à 50 kwachats. Mais aujourd'hui, avec la levée des subventions et la libération des prix,

le sac est rendu jusqu'à 4 000 kwachats. Comment voulez-vous que les gens s'en sortent ?», explique-t-il. A l'en croire, les hommes d'affaires du MMD ont constitué «un gouvernement de riches, pour les riches, qui ne s'intéresse pas au peuple».

De leur côté, les Zambiens sont de plus en plus mécontents et le font savoir. «Nous avons le sentiment d'avoir plus de liberté, mais les conditions de vie sont devenues trop difficiles», se plaint Manson, un jeune chauffeur de taxi qui n'arrive plus, avec son salaire de 10 000 kwachats par mois, à subvenir aux besoins de sa famille. Outre ses trois enfants, il a la charge de ses frères et sœurs. «Nous sommes obligés de tricher pour nous en sortir», explique-t-il, en admettant ne pas donner à son patron «l'intégralité» de ses recettes.

«La Zambie a atteint la limite de rupture sociale», considère un jeune diplomate européen, arrivé à Lusaka au moment où le gouvernement Chiluba entrait en fonction. «La corruption est galopante, l'insécurité et la criminalité augmentent de façon inquiétante», souligne-t-il. Cette situation explosive, le Parti unifié pour l'indépendance (UNIP, ex-parti unique) ne manque pas de l'exploiter. «Nous sommes favorables au multipartisme, mais de facto nous sommes à nouveau en régime de parti unique, puisque nous n'avons que 24 sièges au Parlement, où le MMD jouit d'une écrasante majorité», affirme Kebby Musokotwane, l'actuel président de l'UNIP.

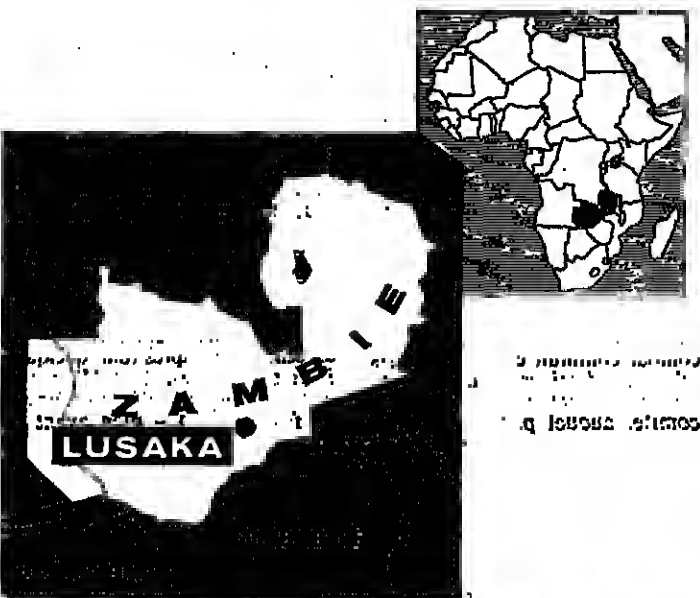
«Le MMD avait promis de veiller au bien-être de tous, mais le peuple est de plus en plus malheureux alors que le salaire officiel annuel de chacun des ministres a été porté à 2,4 millions de kwachats, l'année dernière», constate Kebby Musokotwane, qui accuse le régime d'avoir «trahi ses promesses» en déclarant l'état d'urgence. Pas plus que M. Kaunda, le nouveau patron de l'UNIP ne trouve la mesure justifiée.

C'est pourtant un plan détaillé de déstabilisation de la société et des structures de l'Etat, émanant de l'UNIP, qui est à l'origine de la mesure gouvernementale. Ce plan, baptisé «Option Zéro», décrit par le menu la marche à suivre pour renverser le gouvernement Chiluba, avant les prochaines élections générales de 1996.

Arrestations

arbitraires

On y préconise la désobéissance civile, l'entrave dans les syndicats, l'agitation sur les campus, la mobilisation des chômeurs et des voyous, en utilisant les «compétences» d'anciens policiers, de fonctionnaires licenciés et de membres des services secrets, nostalgiques de l'époque Kaunda. Les comploteurs, selon le texte de l'«Option Zéro», publié par la presse locale, devaient chercher les moyens de financer leur projet auprès des pays «amis», comme l'Irak, l'Iran, la Libye, ou encore auprès de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat.



Frederick Chiluba, soutenu par l'ailé dure du MMD, a pris la menace au sérieux. Outre l'imposition de l'état d'urgence, il a rompu les relations diplomatiques avec l'Irak et l'Iran. Cette décision n'a pourtant pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre de la justice, M. Tshongwe, et le général Myamba, ministre sans portefeuille, ont publiquement exprimé des doutes sur la nécessité d'une telle mesure.

Le ministre de l'information, Dipak Patel, admet, de son côté, qu'il s'agit d'un point noir dans le processus de transition, entreprise depuis un an et demi. Mais il est persuadé qu'au bout des auteurs de l'«Option Zéro» traduits devant la justice, l'état d'urgence, proclamé pour quatre-vingt-dix jours, sera levé. «Nous pourrions de nouveau consacrer notre énergie à résoudre les problèmes économiques et aider nos compatriotes les plus touchés à faire face aux épreuves que nous leur imposons, à cause de l'incompétence du régime précédent», estime-t-il, souhaitant à haute voix que les Occidentaux continuent d'aider le président à «conforter la démocra-

tie». Le souhait du ministre traduit, en fait, l'inquiétude du gouvernement.

Le Club de Paris doit, en effet, se réunir les 6 et 7 avril, pour décider du montant de l'aide financière à accorder, cette année, à la Zambie. Déjà ébranlés par l'ampleur de la corruption, les pays donateurs s'interrogent sur l'opportunité de l'état d'urgence et s'inquiètent des arrestations arbitraires, des accusations de torture dans les prisons, et, plus généralement, du manque de respect des droits de l'homme.

L'enjeu est de taille pour Frederick Chiluba. Il n'est plus aujourd'hui l'enfant chéri des Zambiens. L'état de grâce, qui a suivi son accession au pouvoir, s'effiloche. Pour affronter la crise qui s'annonce, il lui faut absolument pouvoir compter sur le soutien occidental. Pour ce faire, il devra d'abord regagner leur confiance. Le temps est un facteur déterminant, qui jouera contre Frederick Chiluba, tant que celui-ci n'aura pas levé l'état d'urgence.

FREDÉRIC FRITSCHER

o ALGERIE : les otages retenus lors de l'attaque d'une banque ont été libérés. - Les forces de sécurité ont libéré, dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril, les dix otages détenus pendant plus de cinquante heures dans la succursale de la Banque nationale d'Algérie, à El Affroun, au sud-ouest d'Alger. Les cinq hommes qui avaient tenté un hold-up, des islamistes selon les autorités, ont été tués «après un accrochage de près d'une heure», a rapporté l'agence officielle de presse APS. Deux femmes avaient été relâchées vendredi par les agresseurs. - (AFP, Reuters.)

o ANGOLA : Washington invite à reconnaître le gouvernement de M. Dos Santos. - Réunis à Harare, au Zimbabwe, les pays d'Afrique australe de la «ligne de front» ont engagé, vendredi 2 avril, les États-Unis à reconnaître le gouvernement actuel de l'Angola, faisant valoir qu'une telle démarche contribuerait à faire progresser le processus démocratique dans le pays. Les

États-Unis s'étaient engagés, avant les élections libres des 29 et 30 septembre, à reconnaître «tout gouvernement démocratiquement élu». Le parti du président Dos Santos avait nettement remporté le scrutin législatif tandis que le chef de l'Etat était arrivé largement en tête au premier tour du scrutin présidentiel. Les sept pays de la «ligne de front» ont estimé que Washington avait maintenant l'obligation morale de reconnaître le gouvernement en place. - (Reuters.)

o CENTRAFRIQUE : nouveau calendrier électoral. - La Commission électorale mixte (CEM) a fixé au 30 mai le premier tour de nouvelle élection présidentielle et législatives. Le second tour est prévu le deuxième dimanche qui suivra le jour de la proclamation des résultats du premier tour. Les premières élections, qui avaient eu lieu le 25 octobre, avaient été annulées pour fraudes. - (AP, Reuters.)

o LIBYE : M. Juppé se prévaut

RWANDA : lançant un appel à la conciliation

### La France redoute une reprise des combats

En raison du regain de tension au Rwanda, la France a lancé, vendredi 2 avril, un appel aux différentes parties concernées, notamment aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), Paris craignant une reprise, la semaine prochaine, des combats avec l'armée régulière. Cet appel, qui s'adresse aussi à l'ONU, s'accompagne, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est intervenu après une réunion présidée, à l'Élysée, par François Mitterrand et rassemblant - outre le premier ministre Edouard Balladur - le ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, et le ministre de la coopération, Michel Rousin. La France maintient au Rwanda deux compagnies et un détachement d'assistance militaire, soit quelque quatre cents hommes, principalement basés à Kigali.

«Devant l'urgence de la situation, a indiqué le Quai d'Orsay, la France entreprend des démarches auprès du secrétaire général de l'ONU et des pays les plus impliqués dans la recherche d'une solution pacifique pour otiter leur attention sur les risques de violence au Rwanda. Elle en appelle aux parties, notamment au FPR, dont la position à Arusha (une ville de Tanzanie où les deux parties discutent, entre autres sujets, de la composition de la future armée rwandaise) est intransigeante, pour qu'elles témoignent de leur volonté d'arriver à une solution négociée de la crise.»

Selon des analystes français du renseignement, le FPR est toujours présent dans la zone qu'il aurait dû évacuer alors qu'il avait signé, le 7 mars, les accords de Dar es Salaam lui prescrivant de se retirer sur les positions qu'il

occupait avant l'attaque du 8 février. Il aurait même tendance à se renforcer, avec l'arrivée sur le terrain de matériels lourds et de munitions supplémentaires. On noterait, en effet, la présence, au total, de vingt-deux bataillons du FPR équipés notamment de mitrailleuses de 37 mm, de lance-roquettes de 107 mm ou de mortiers, et pouvant recevoir l'appui de cinq bataillons ougandais d'artillerie sur la frontière entre les deux pays.

La prudence

de M. Boutros-Ghali

Au 25 mars, la France avait retiré deux compagnies du Rwanda (trois cents hommes), pour les répositionner en Centrafrique, en vertu des accords de Dar-es-Salaam. Outre le détachement d'assistance présent, en application de l'accord du 18 juillet 1975, deux autres compagnies françaises sont au Rwanda, autour de l'aéroport de Kigali, prêtes à évacuer les ressortissants étrangers.

Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU invite son secrétaire général à étudier le déploiement, dans le pays et à la frontière avec l'Ouganda, d'une force internationale d'observation et d'interposition (le *Monde* des 17 et 20 mars). Boutros Boutros-Ghali, sans doute par prudence, n'a toujours pas pris de décision, tandis que, de son côté, le FPR avance des exigences que le gouvernement rwandais rejette, en demandant en particulier que ses troupes puissent entrer à hauteur de 50 %, voire 60 %, dans la nouvelle armée unifiée du pays.

J. I.

sation, à la suite du «traitement barbare» qu'ils ont subi, pendant près de vingt ans, dans cet ancien «bague-mouvoir». Ils affirment également que les promesses, en matière d'emploi notamment, qui leur avaient été faites, à leur libération, n'ont pas été tenues. - (AFP.)

o ZAIRE : M. Birindwa a formé son gouvernement. - Faustin Birindwa, nommé premier ministre par le président Mobutu, a présenté, vendredi 2 avril, à Kinshasa, son gouvernement, «fort» de 26 ministres, trois vice-premiers-ministres et quinze secrétaires d'Etat. Nguz Karl I Bond occupe le poste de vice-premier ministre, chargé de la défense, aux côtés de Kasulu Djuma et Cléophas Kamitatu, ancien membre de l'opposition. A ce jour, ni le gouvernement de M. Birindwa ni celui de l'opposition, formé par Etienne Tshisekedi, n'ont été reconnus par le Haut Conseil de la République (HCR), qui fait office d'instance d'arbitrage. - (AFP.)



## EUROPE

Le rejet par les Serbes bosniaques du plan de paix Vance-Owen



Devant la Cour de La Haye

## Belgrade dément toute participation à la guerre en Bosnie

La Cour internationale de justice a achevé, vendredi 2 avril, l'examen de la requête présentée par la Bosnie accusant la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de génocide. Elle rendra son ordonnance aussi vite que possible.

LA HAYE

de notre correspondant

Le chef de la délégation yougoslave devant la Cour, Ljubinko Zivkovic, chargé d'affaires aux Pays-Bas de la République fédérative de Yougoslavie (RFY), n'a pas employé une seule fois le mot de «génocide».

La RFY n'a pas voulu contredire l'accusation bosniaque : elle l'a esquivée en affirmant qu'elle n'était pas impliquée dans les «actes de violence en Bosnie, commis par des gens qui ont longtemps vécu côte-à-côte ou ensemble». Et clair : la Bosnie est en proie «à une guerre civile», non à «l'agression par un Etat».

## Accusation «blasphématoire»

Campait sur une ligne de défense traditionnelle à Belgrade, Ljubinko Zivkovic a affirmé que la RFY n'avait aucun lien avec les Serbes «lutant en Bosnie». La RFY n'a pas de «revendication territoriale en Bosnie», n'y a déployé «aucun soldat», et «ne soutient militairement aucune partie au conflit», a-t-il affirmé. Il a accusé la Bosnie «d'exploiter la tragédie à des fins politiques, afin d'obtenir notamment la levée de l'embargo sur les livraisons militaires».

Le conseil de la Yougoslavie, le juriste israélien Shabtai Rosenne, a récusé comme «blasphématoire» l'accusation de «génocide», plaidée la veille par le juriste américain Francis Boyle, conseil de la Bosnie (le Monde du 3 avril).

Il a estimé que, d'un point de

## Thorvald Stoltenberg remplacera Cyrus Vance au début du mois de mai

Le ministre norvégien des affaires étrangères, Thorvald Stoltenberg, remplacera, à partir du 1<sup>er</sup> mai, Cyrus Vance à la présidence de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, a-t-on confirmé officiellement, vendredi 2 avril, au siège de l'ONU.

Son collègue, lord Owen, doit se rendre dans les jours qui viennent en Europe. Il prévoit d'assister, lundi, à une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, à Luxembourg. Le diplomate britannique pour une reprise des pourparlers sur la Krajina entre des représentants des Serbes de cette région du sud de la Croatie et les autorités de Zagreb. Un accord de cessez-le-feu pour le sud de la Croatie a été conclu, mercredi, entre des responsables militaires croates et serbes, selon un porte-parole de l'ONU.

## Radovan Karadzic demande des négociations directes avec les Croates et les Musulmans

Les députés de la «République serbe de Bosnie» (autoproclamée). Lors de la première journée de débat, vendredi, leur président, Radovan Karadzic, avait tenté en vain de faire accepter aux parlementaires une formule de compromis. Quatre personnes ont été tuées, vendredi à Sarajevo, par des tireurs embusqués. Mardi 8 avril, la guerre en Bosnie-Herzégovine aura un an.

BELGRADE

de notre correspondant

Comment dire «non» sans subir d'éventuelles représailles internationales? Ainsi pourrait-on résumer l'attitude de l'Assemblée des Serbes de Bosnie, réunie vendredi 2 avril à Bileća, dans le sud de la Bosnie, pour donner son avis sur le plan de paix sur la Bosnie-Herzégovine proposé par Cyrus Vance et lord David Owen. Ferme et hostile aux cartes de découpage des provinces bosniaques prévues par les médiateurs internationaux et qui les privaient de près de 30 % des territoires qu'ils ont soumis à leur contrôle après un an de guerre, les parlementaires serbes recherchaient, vendredi, une solution permettant à la fois de sauvegarder «les intérêts du peuple serbe» et d'écartier les menaces croissantes de la communauté internationale qui veut arrêter leur approbation de l'ensemble du plan Vance-Owen. Interrompue après deux heures de débats houleux, la session a repris samedi matin.

Dans son discours d'ouverture, le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, qui avait refusé la

semaine dernière à New-York de signer les documents, a ainsi décrit la situation : «Les Serbes affrontent en ce moment le moment le plus dramatique de leur histoire. (...) La communauté internationale nous force à choisir entre la liberté et le contrôle de nos territoires, et le dilemme d'un plan de paix qui ne peut déboucher que sur un nouveau conflit. (...) Si nous refusons le diktat de la communauté internationale, elle mettra ses menaces à exécution.»

Les Serbes de Bosnie devaient, d'une façon ou d'une autre, lâcher un peu de lest. Un projet de résolution en huit points a donc été soumis aux parlementaires qui, pour la plupart, étaient déterminés à rejeter d'emblée le plan de paix. Ce document, qui n'est toutefois pas été adopté, vendredi, proposait notamment d'accepter les parties du redécoupage de la Bosnie qui ne sont pas contestées, soit «70 % à 80 %» de la carte, ce qui pourrait être considéré comme «une bonne base» pour des négociations

directes entre les trois parties en conflit.

La résolution évoque également le libre passage des convois humanitaires et le maintien du cessez-le-feu pour parvenir à une paix durable, indispensable pour que les trois parties négocient directement le règlement de la crise. Mais l'idée d'accepter, même partiellement, le découpage de la Bosnie tel qu'il est prévu par Vance et Owen, n'a pas obtenu le soutien des députés. Certains ont rejeté la résolution, d'autres ont réclamé une modification de son contenu.

Néanmoins, un référendum pourrait être organisé sur la question du plan de paix. Cette consultation pourrait également proposer l'unification de la «République serbe» autoproclamée en Bosnie et de la «République serbe de Krajina» autoproclamée en Croatie, vivement revendiquée par plusieurs députés serbes bosniaques et par le président de l'Assemblée des Serbes de Krajina, Mile Paspalj, qui est intervenu, vendredi, devant le Parlement de Bileća.

□ L'ONU enquête sur les violations des droits de l'homme à Srebrenica. — Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie a envoyé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, une nouvelle mission en Bosnie orientale afin de «recueillir des témoignages sérieux» auprès des réfugiés qui ont pu quitter l'enclave de Srebrenica, assiégée par les Serbes. La mission se rendra d'abord à Tuzla, mais espère pouvoir aussi visiter toutes les localités ayant accueilli des réfugiés. — (AFP)

□ Rencontre entre Jean-Paul II et deux représentants du patriarcat orthodoxe serbe. — Une rencontre a eu lieu, le vendredi 2 avril, au Vatican, entre Jean-Paul II et deux représentants du patriarcat orthodoxe de Belgrade. L'Eglise serbe orthodoxe n'avait pas envoyé de délégation à la rencontre de prières d'Assise, organisée par le pape en janvier (le Monde du 12 janvier). Les deux Eglises veulent renouer le dialogue pour favoriser le retour à la paix dans l'ex-Yougoslavie, a indiqué M. Navarro-Valls, porte-parole du Vatican. — (AFP)

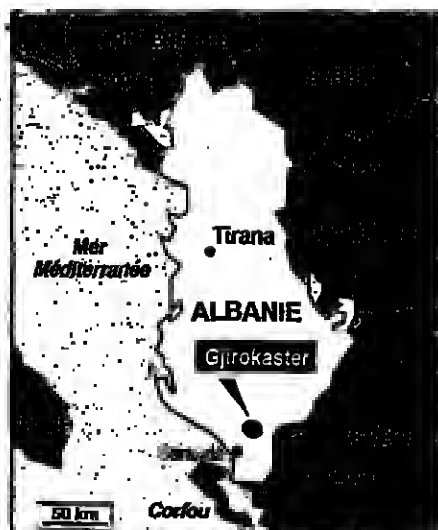
Comme l'avait suggéré Radovan Karadzic, dès l'ouverture de la session, le problème des territoires contestés en Bosnie devrait être discuté directement entre les trois parties, serbe, croate et musulmane. «L'Occident doit nous soutenir, servir d'intermédiaire dans ces négociations directes», avait souligné Radovan Karadzic. Cette idée, émise en milieu de semaine à Belgrade par l'envoyé spécial du président Boris Eltsine, le vico-ministre des affaires étrangères Vital Tchoukine, avait reçu l'avis favorable des présidents serbe et yougoslave, Slobodan Milosevic et Dobrica Cosic. Lors d'une réunion à huis clos avec les parlementaires serbes de Bosnie, Vital Tchoukine qui assistait, vendredi, à la session de Bileća, leur avait recommandé d'être «beaucoup plus constructif dans les négociations».

Alors que Radovan Karadzic a une nouvelle fois menacé de couper les ponts avec les Nations unies si de nouvelles sanctions étaient décrétées contre la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), le commandant de l'armée de l'air de Serbes de Bosnie, le général Ninkovic, a déclaré, vendredi à Bileća que «la République serbe» de Bosnie ne pouvait tolérer que des appareils étrangers pénétrant de force dans son espace aérien. Faisant allusion à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU permettant d'abattre les avions qui violeraient la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine, il a souligné que «le peuple serbe, condamné à être éliminé, doit se défendre contre ceux qui l'attaquent».

FLORENCE HARTMANN

## LOIN DES CAPITALES

## Fête grecque à flanc de montagne en Albanie



GJIROKASTËR

de notre envoyée spéciale

Il y a foule, ce jeudi soir 25 mars, sur la place de Gjirokastra. Les Grecs du monde entier célèbrent l'anniversaire du premier jour de la lutte de leurs ancêtres contre les Ottomans, et, pour la première fois de mémoire d'Albanais, le consul général de Grèce donne une réception pour marquer cette date historique. Une nuit plus loin, le drapeau grec, taché de bleu et de blanc sur la pierre grise, flotte fièrement sur une grande bâtisse qui fut sans doute majestueuse, aujourd'hui aussi délabrée que le reste du pays.

Si Gjirokastra tient encore debout, c'est parce que, sortie d'un autre âge, elle est solidement agrippée depuis des siècles à flanc de montagne — «ville perchée, peut-être la plus perchée du monde», écrit Kadaré (1). — que les murs de ses maisons ne font pas l'effet d'un mur d'épaisseur et que même la folie d'Enver Hoxha n'a pas réussi à le pénétrer. Est-ce un hasard si le seul Kadaré qui en paraît incongru dans ce décor sommaire dévaste un flot d'honorables membres du Rotary-Club de Ioannina. Leurs coupes de cheveux soignées, leurs Ray-Ban et leurs chemises de bonne qualité ont aussi quelque chose d'incongru, et que dira de leur enthousiasme? Ils sont venus «aider la minorité grecque» avec des livres et des fournitures scolaires qu'ils distribuent dans les villages.

A vrai dire, les Grecs albanais sont très reconnaissants pour les livres, mais ils aimeraient encore plus pouvoir aller et venir librement en Grèce, où, en une journée de travail, on gagne l'équivalent de deux mois de salaire en Albanie. Athènes a sur ce point une

menor d'obscurs travaux dans ce chef-lieu albanais, les notables de la région, le cou couiné par leur nouet de cravate, et, bien sûr, Sotiris Kiziazis, vénérable et souriant sénateur qui n'a pas cessé «quatre ans dans les gélides communistes pour avoir suggéré que la minorité grecque en Albanie soit mieux traitée».

M. Kiziazis est le président d'une association, Omnia (Homonio), qui défend les intérêts de cette minorité grecque. L'œil noir perçant sous le sourcil blanc, il s'indigne que «l'Omnia soit privée de sa représentation au Parlement de Tirana. Ce n'est pas une attitude démocratique». Le gouvernement albanais en effet interdit aux partis ethniques de présenter des candidats aux élections nationales, et c'est donc sous les couleurs d'un vulgaire Parti des droits de l'homme que deux membres d'Omnia ont dû se faire élire députés l'an dernier. M. Kiziazis demande aussi que l'enseignement en grec soit assuré partout où il y a des Grecs, et à tous les niveaux. «Là où il y en a beaucoup, il faut une université», assène-t-il. Dans son bureau, à Tirana, Gani Pollo, le porte-parole du président Sali Berisha, à la dégaîne d'étudiant américain, se gausse : «Une université grecque, ce serait une cathédrale dans le désert!»

Combien sont-ils, au fait, ces Grecs d'Albanie? Personne ne sait vraiment, car le dernier recensement, effectué sous Enver Hoxha, et qui estimait leur nombre à 59 000, est hautement sujet à caution. A l'autre extrême, le consul général de Grèce les estime à 400 000, soit 12 % de la population albanaise; 34 % des habitants de Gjirokastra seraient grecs, de même que 42 % de ceux de Saranda, derrière la montagne, sur la mer.

## Toujours pas d'eau courante

Insolente de dépouillement face à Corfou, Saranda a la même soleil, la même eau bleue, les touristes en moins et les bunkers en plus. Devant l'unique hôtel de la ville, un autocar grec climatisé aux lignes si confortables qu'il en paraît incongru dans ce décor sommaire dévaste un flot d'honorables membres du Rotary-Club de Ioannina. Leurs coupes de cheveux soignées, leurs Ray-Ban et leurs chemises de bonne qualité ont aussi quelque chose d'incongru, et que dira de leur enthousiasme? Ils sont venus «aider la minorité grecque» avec des livres et des fournitures scolaires qu'ils distribuent dans les villages.

A vrai dire, les Grecs albanais sont très reconnaissants pour les livres, mais ils aimeraient encore plus pouvoir aller et venir librement en Grèce, où, en une journée de travail, on gagne l'équivalent de deux mois de salaire en Albanie. Athènes a sur ce point une

attitude ambiguë : laisser entrer un minimum d'immigrants, oui, ne serait-ce que pour éviter que la misérable Albanie n'implose, mais dépeupler l'Épire du Nord de ses Grecs, non.

Déjà, les villages qui séparent Gjirokastra de la frontière grecque se sont vidés des hommes de vingt à quarante ans : partis travailler en Grèce, avec un visa ou clandestinement, ils nourrissent le reste du village. L'hôpital rural a été fermé, faute de médecins : ils sont désormais ménéteurs, serveurs ou, au mieux, infirmiers de l'autre côté de la frontière. Déserté aussi, l'hôpital de Gjirokastra ne peut plus traiter les urgences, qui sont envoyées à Ioannina. «Evidemment, au village, ce n'est plus la même chose», relève tristement un grand-père de Gjirokastra, dont les six enfants sont partis en Grèce. «La jeunesse, ça n'existe plus ici. Il n'y a plus de vie.» Gjirokastra, ses rues en terre battue, 530 habitants avant l'ouverture de la frontière grecque, 290 aujourd'hui. Les vieux au café, les enfants à l'école — grecque, — les femmes à la maison. Au milieu, personne. Le départ des jeunes a été compensé par l'arrivée d'objets extraordinaires : télévisions, réfrigérateurs et machines à laver, achetées grâce à l'argent qu'ils envoient. Mais toujours pas d'eau courante.

Alors, la minorité grecque d'Albanie, prochain point chaud des Balkans? On en est loin, même si à Tirana et à Athènes les sensibillités sont à fleur de peau. En Épire du Nord ou en Albanie du Sud, Grecs et Albanais vivent pour l'instant en parfaite entente, embarqués dans la même dénuement.

Sur les hauteurs de Gjirokastra, dans sa ténébreuse maison de pierre, orpheline d'un étage depuis l'incendie de 1958, la famille Maliko, albanaise de confession orthodoxe, accueille l'étranger de passage avec une touchante générosité et s'étonne que l'on puisse, en haut lieu, s'offusquer de l'arrivée d'ecclésiastiques grecs à la rescousse de l'Eglise orthodoxe d'Albanie, sérieusement menacée, comme toutes les religions, par l'ancien régime. «Les Italiens envoyaient bien des prêtres catholiques!», s'exclame la tante. Le père, lui, s'occupe activement de la réfection de l'église orthodoxe, deux maisons et une pente plus bas, que les communistes avaient transformée en entrepôt. Grâce à l'argent de l'Eglise de Grèce, les travaux vont bon train. Gjirokastra n'est pas seulement depuis cinq mois un cimetière général de Grèce, elle a aussi des mosquées et des églises. Pour l'eau courante, on verra plus tard.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Ismail Kadaré, Chronique de la ville de pierre, Payot 1985.

Après la décision de Bonn de participer aux opérations de l'OTAN

## Les libéraux et les sociaux-démocrates allemands saisissent le Tribunal constitutionnel

Les partis libéral et social-démocrate ont déposé un recours devant le Tribunal constitutionnel contre la décision prise le 2 avril par le gouvernement de Bonn de laisser des équipages allemands participer à des missions au-dessus de la Bosnie dans des avions de surveillance AWACS de l'OTAN. Ce serait la première fois que des militaires allemands prendraient part, dans le cadre des institutions internationales auxquelles appartient l'Allemagne, à des opérations militaires dans un conflit extérieur à la zone défensive de l'Alliance atlantique.

Interrompant ses vacances de Pâques en Autriche, le chancelier Helmut Kohl avait réuni, vendredi à Bonn, un conseil des ministres extraordinaire pour soutenir la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de faire respecter l'interdiction de vol au-dessus de la Bosnie. Conformément à l'accord passé la semaine dernière entre les partis de la coalition, le conseil a approuvé formellement, malgré l'opposition des cinq ministres libéraux, la participation de l'Allemagne à cette opération.

Bien que membre de la coalition et approuvant la démarche de l'ONU, le Parti libéral-démocrate (FDP), à immédiatement, comme prévu, demandé à la Haute Cour de Karlsruhe d'émettre un avis suspensif en attendant de juger sur le fond de la conformité de cette décision avec la Loi fondamentale. Le Parti social-démocrate (SPD) a annoncé qu'il ferait de même, en élargissant la plainte qu'il avait déjà déposée l'année dernière contre l'envoi d'un bâtiment de guerre allemand dans l'Adriatique pour prendre part, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à la surveillance de l'embargo naval contre la Serbie.

La Constitution allemande prévoit que les forces armées ne peuvent être employées que pour la défense, mais que l'Allemagne peut déléguer une partie de sa souveraineté à des institutions internationales. La décision du tribunal sur l'avis suspensif est attendue pour la semaine prochaine.

H. de B.

هكذا من الأصل



## EUROPE

Après la prise de Kelbadjar en territoire azéri

### L'Azerbaïdjan dénonce l'offensive des forces arméniennes

L'état-major des « forces d'autodéfense » du Haut-Karabakh a annoncé, samedi 3 avril, la prise, la nuit précédente, de la ville de Kelbadjar, en territoire azéri. Le chef de l'état-major, Aboulfak Elchibey, a déclaré, pour contrer « l'agression » arménienne, d'instaurer l'état d'urgence à compter de ce samedi matin. Le chef de l'état a aussi lancé un appel aux présidents Eltsine et Clinton, soulignant que les 60 000 habitants des régions de Kelbadjar et de Latchine sont « en danger d'extermination ».

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Lancée la semaine dernière pour, au dire d'Erevan, « garantir la sécurité du corridor humanitaire de Latchine », l'offensive arménienne semble être une des plus importantes depuis le début des affrontements à propos du Haut-Karabakh, cette région peuplée en majorité d'Armé-

niens mais enclavée en territoire azéri. Après avoir pris le contrôle de Latchine, qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh, et qui est donc situé en territoire azéri, les forces arméniennes semblent être en train d'élargir cette « zone tampon », où, selon Bakou, des dizaines de villages sont encerclés. Les autorités arméniennes démentent l'intervention de leur armée nationale dans ces combats qui, explique Erevan, sont exclusivement menés par les seules « forces d'autodéfense » du Haut-Karabakh. Dans une lettre adressée vendredi au président du Comité de défense du Haut-Karabakh, Robert Kotchikjan, le président arménien, Levon Ter-Petrosian, a d'ailleurs fait part de sa « préoccupation ». « Cette escalade, écrit-il, peut empêcher le processus de négociations pacifiques ».

□ Tourée du président turc dans les Républiques musulmanes de l'ex-URSS. — Turgut Ozal, le président de la République turque, doit entamer, dimanche 4 avril, une tournée de dix jours — la première — dans les Républiques turcophones musulmanes de l'ex-URSS, afin de renforcer les liens de la Turquie avec « le monde turc, de l'Asie centrale à la grande muraille de Chine », selon l'expression consacrée à Ankara. Turgut Ozal avait effectué il y a quelques semaines une tournée dans les pays des Balkans. — (AFP)

ITALIE

### La Démocratie chrétienne porte plainte pour « conspiration »

La Démocratie chrétienne italienne (DC) a porté plainte pour « conspiration », vendredi 2 avril, à la suite du déferlement d'enquêtes contre ses dirigeants — en particulier Giulio Andreotti — pour complicité avec la Mafia. Dans un document présenté au parquet de Rome, et portant la signature des chefs des groupes démocrates-chrétiens à la Chambre, des députés et au Sénat, la DC demande au procureur de la République d'enquêter « de façon rigoureuse » afin de savoir « qui, dans quelles circonstances et dans quel but, a tenu des contacts systématiques avec les « repents » dans les prisons ou les autres lieux où ceux-ci se trouvent ». Le document demande au procureur de voir si « les activités et les déclarations des « repents », ou de ceux qui les inspirent ou les utilisent, peuvent constituer les délits de conspiration politique, d'offense à la République et aux institutions et de calomnie ».

Par ailleurs, deux informations ont été ouvertes, a-t-on appris vendredi, contre deux juges de la région de Naples accusés par un « repenti » d'avoir cédé à des pressions de la Camorra, la mafia napolitaine. — (AFP)

Le financement du Parti républicain

### Bull affirme que son don à Giorgio La Malfa est légal

Le groupe parlementaire français Bull a confirmé, vendredi 2 avril, avoir versé un don de 9 millions de francs (33 000 francs) à Giorgio La Malfa, président démissionnaire du Parti républicain italien, pour le financement de sa campagne aux élections législatives de 1992. Selon l'entrepreneur, ce versement, correspondant à la prise en charge par Bull Italie des frais d'organisation d'un cocktail, s'est fait « conformément à la législation italienne sur le financement des partis politiques » et « en toute transparence ». La filiale italienne a inscrit cette somme dans ses comptes 1992, est-il en outre précisé. La justice italienne a réclamé, jeudi 1er avril, la levée de l'immunité parlementaire de M. La Malfa, soupçonné d'avoir enfreint la loi sur le financement des partis, en bénéficiant de contributions illicites pour un montant évalué à 100 millions de francs (336 000 francs).

Parmi les entreprises pouvant être impliquées, le nom de Bull et celui du groupe chimique allemand Bayer avaient alors circulé. « Les enquêteurs doivent être en train de passer en revue toutes les contributions. C'est à ce titre que le nom de Bull a pu être cité. Mais notre filiale n'a été contactée, d'aucune manière par les autorités judiciaires italiennes », indique-t-on chez le constructeur.

Le ministre azerbaïdjanais de la défense, le général Dadoch Rzaev, a d'autre part accusé les unités russes stationnées dans la région d'avoir

participé aux combats aux côtés des troupes arméniennes. Accusations aussitôt démenties par le porte-parole de l'ambassade de Russie à Bakou, qui a déclaré que son pays « qui participe aux efforts collectifs visant à arrêter le conflit, ne peut être intéressé à l'occupation de la région de Kelbadjar ».

Cette escalade du conflit n'a pourtant pas empêché la poursuite, vendredi à Genève, des pourparlers de paix informels entre Bakou et Erevan, en présence de diplomates turcs, russes et américains. Le

représentant turc a estimé, pour sa part, que la négociation butait sur « la volonté des Arméniens de garder leurs armes au Karabakh, ce qui bloque le projet de démilitarisation du territoire ». Toujours vendredi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères a affirmé que son pays, « opposé à la reprise des affrontements », était disposé à intervenir pour « protéger les populations qui se trouvent prises au piège » dans la région.

J.-A. F.

### L'aviation russe a bombardé des positions géorgiennes en Abkhazie

Deux Sukhoï Su-25 russes ont bombardé, dans la nuit du jeudi 1er au vendredi 2 avril, des positions géorgiennes en Abkhazie, en représailles au bombardement par les forces géorgiennes d'un laboratoire sismologique russe, a annoncé le ministère russe de la défense. Les deux appareils russes ont bombardé des positions de tir de mortier près de la rivière Goumista, la ligne de front séparant les forces géorgiennes et les séparatistes abkhazes. Selon le communiqué, un laboratoire de sismologie appar-

tenant au ministère russe de la défense et situé à Echern, près de Soukhoumi, la capitale de la République sécessionniste de la Géorgie, était devenu la cible de bombardements nocturnes incessants. Le président géorgien, Eduard Chevardnadze, a accusé les forces russes stationnées à Soukhoumi de soutenir les séparatistes contre les forces géorgiennes, accusation que le ministère russe a rejeté. Mais, toutefois, c'est la première fois que Moscou reconnaît officiellement ces attaques. — (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

### M. Hekmatyar annonce la formation de son gouvernement

Le futur premier ministre afghan, M. Gulbuddin Hekmatyar, a annoncé, vendredi 2 avril, la dissolution du gouvernement en place et l'envoi au chef de l'état, Burhanuddin Rabbani, d'une nouvelle liste de ministres. Le chef-fundamentaliste du Hazar-Islami — qui parle dans sa base de Téhéran, à une quinzaine de kilomètres de Kaboul — a toutefois refusé de dévoiler la teneur de la liste de la défense et de préciser le sort du ministre sortant, le commandant Massoud. Il a affirmé que le président Rabbani n'avait aucun droit de regard sur la liste et qu'il ne lui avait envoyé que pour qu'il en fasse l'annonce. « Dans deux ou trois jours », « Toutes les phases de la consultation sont terminées. Personne n'a le droit de soulever une quelconque objection », a affirmé M. Hekmatyar. M. Rabbani ne partage toutefois pas ce point de vue, a répété son porte-parole. — (Reuters, AFP, AP, UPI)

CAMBODGE

### Premier message de M. Juppé au prince Sihanouk

Le prince Norodom Sihanouk est rentré, vendredi 2 avril, à Phnom-Penh, venant de Pékin, malgré les mises en garde des Khmers rouges (le Monde du 3 avril). Le prince doit accueillir dans la capitale cambodgienne la secrétaire générale des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Le prince, qui a menacé de démissionner en raison de la vague de violence qui ravage le pays, a reçu un premier message du nouveau ministre français des affaires étrangères, adressé également à l'autre coprésident de la conférence de Paris, l'indonésien Ali Alatas.

Alain Juppé entend « montrer toute l'attention qu'il portera au Cambodge à un moment où la situation dans ce pays connaît une certaine tension et où se produisent des attentats anti-vietnamiens qui rendent la situation délicate. La France souhaite que la processus engagé puisse se poursuivre de manière à pouvoir arriver à des élections, fin mai, pour une Assemblée constituante », a indiqué vendredi un porte-parole du Quai d'Orsay.

Par ailleurs, trois « bérens bleus » bulgares ont été tués et six autres blessés, vendredi soir dans la province de Kompong-Speu, au sud de Phnom-Penh, a annoncé un porte-parole de l'ONU. Les positions bulgares ont été attaquées par des Khmers rouges. — (Reuters)

SOMALIE

### La CICR a décidé de se retirer de Kisimayo

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), principal distributeur de l'aide humanitaire à Kisimayo, ville portuaire située au sud de Mogadiscio, a annoncé, vendredi 2 avril, à Nairobi (Kenya), qu'il avait décidé d'en retirer son personnel et de cesser toute activité dans cette ville somalienne, que sa disparition, depuis plusieurs mois, deux factions locales.

En raison des violences incessantes, les délégués du CICR ne pouvaient plus rejoindre leurs bureaux qui sous la protection de soldats de la force multinationale. « La situation est de plus en plus tendue, les combats se poursuivent et il est devenu impossible de travailler », a souligné le CICR, qui assurait, jusqu'à là, la distribution de nourriture à quelque 38 000 civils. Aussitôt après cette annonce, les responsables de l'ONU à Mogadiscio ont indiqué avoir dépêché sur place deux négociateurs. Un porte-parole américain a précisé qu'une force amphibie américaine de plus de 4 000 hommes est en état d'alerte

dans la région, prête à intervenir en cas d'aggravation de la situation. — (AFP, Reuters)

LESOTHO

### Les militaires ont cédé le pouvoir aux civils

Dirigé par un Conseil militaire depuis 1986, le petit royaume du Lesotho, qui est, enclavé en territoire sud-africain, est de nouveau gouverné par des civils.

Le premier ministre, Ntsu Mokhele, a prêté serment, vendredi 2 avril. Le Parti du congrès du Basutholand (BCP), qu'il dirige depuis sa fondation en 1952, a gagné les élections libres du 28 mars et est arrivé au tête dans les soixante-cinq circonscriptions du pays. Le roi Lesetse III et le général Elias Ramekema, le chef de la junte militaire, ont publiquement accepté le résultat des élections. Seul le Parti national Basotho (BNP), qui gouverna de 1970 à 1986 avant d'être chassé du pouvoir par un coup d'état militaire, a contesté la validité des urnes et saisi la Haute Cour pour fraude électorale, lui demandant d'invalidier le scrutin. — (AFP, Reuters, UPI)

EN BREF

□ ALLEMAGNE : augmentation de plus de 28 % du nombre de demandeurs d'asile. — L'Allemagne a accueilli 43 731 demandeurs d'asile en mars, soit 14 % de plus qu'en février, a annoncé, vendredi 2 avril à Bonn, le ministère allemand de l'Intérieur. Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 23 % le mois dernier par rapport à mars 1992. L'Allemagne a enregistré, pour toute l'année dernière, un chiffre record de plus de 438 000 demandes d'asile. Les Roumains ont été les plus nombreux à déposer une demande d'asile politique (14 343), devant les personnes originaires de l'ex-Yougoslavie (6 924) et les Bulgares (4 133). — (AFP)

□ La Fraction armée rouge annonce une nouvelle vague d'attentats. — Dans un communiqué diffusé, jeudi 2 avril, l'organisation terroriste d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) a annoncé une nouvelle vague d'attentats après celui qui a spectaculairement détruit, samedi dernier, une nouvelle prison encore inoccupée (le Monde du 30 mars), afin de « faire pression sur l'état pour qu'il abandonne son attitude de fermeté à l'égard de (ses) membres en prison », dont certains sont incarcérés depuis vingt-deux ans. La RAF pré-

cise toutefois qu'elle exerce un retour aux assassinats de personnalités de l'économie ou de l'état. — (AFP)

□ CORÉE DU NORD : Pékin s'oppose à une réunion du Conseil de sécurité sur des sanctions contre Pyongyang. — La Chine a réitéré, vendredi 2 avril, son opposition à une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'adoption de sanctions contre la Corée du Nord, après le refus de cette dernière de laisser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) inspecter deux sites nucléaires sur son territoire (le Monde du 2 avril). — (AFP)

□ NICARAGUA : aide américaine débloquée sous condition. — Les États-Unis ont débloqué, vendredi 2 avril, 50 des 104 millions de dollars d'aide au Nicaragua que le Congrès avait gelés en mai, pour protester contre la « mainmise » des sandinistes (battus aux élections de 1990) sur l'armée et la police. Selon une source officielle américaine, le gouvernement de Violeta Chamorro aurait promis le départ, en 1993, du général Humberto Ortega, commandant (sandiniste) de l'armée nicaraguayenne, soit deux ans avant la date prévue. — (AFP, UPI)

NEWS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

## AMÉRIQUES

SALVADOR

### La libération des assassins de six jésuites suscite de vives réactions

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

La Compagnie de Jésus a dénoncé, vendredi 2 avril, les circonstances de la libération, la veille, du colonel Guillermo Benavides et du lieutenant Yushy Mendez, condamnés à treize ans de prison pour l'assassinat de six jésuites en novembre 1989. Les deux officiers salvadoriens sont ainsi les premiers bénéficiaires de l'amnistie votée quelques jours plus tôt par l'Assemblée législative, malgré l'opposition de secteurs importants du pays et les pressions exercées par les États-Unis.

Les jésuites estiment que la libération des auteurs matériels du massacre aurait dû suivre la détermination et la condamnation des auteurs intellectuels, conformément aux recommandations de la Commission de la vérité, publiées le 15 mars sous l'égide des Nations unies. Selon le rapport de la commission, la quasi-totalité de l'état-major, y compris l'actuel ministre de la défense, le général René Emilio Ponce, aurait participé à l'opération, organisée au moment où la guérilla menait une offensive sans précédent contre la capitale San Salvador. Le général Ponce et ses collègues ont démenti leur participation au massacre, affirmant que le rapport était « bourré de mensonges ».

« Le message est clair : au Salvador, on peut assassiner, faire disparaître les gens et torturer en toute impunité. Il y aura toujours une amnistie pour effacer la faute », s'est indigné le vice-recteur de

L'université jésuite d'Amérique centrale, le père Rodolfo Cardenal. Il a souligné la différence entre le « pardon », accordé par la Compagnie de Jésus en novembre aux officiers, et l'« amnistie », qui ne permet pas que justice soit faite puisqu'elle soustrait les coupables à la punition et ne contribue donc pas à la réconciliation.

D'autres militaires, en particulier le commandant Mauricio Beltrán, accusé d'avoir ordonné le massacre d'une dizaine de paysans à San Sebastián en 1988, devraient être libérés dans les prochains jours. Les autorités ont laissé entendre, ce revanche, que les anciens rebelles du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) impliqués dans l'assassinat de conseillers militaires américains pourraient être exclus de l'amnistie. Il s'agirait d'une manœuvre visant à décamorer les pressions de Washington, qui a manifesté son irritation à l'égard de son allié en rappelant que le président Alfredo Cristiani s'était engagé à appliquer les recommandations de la Commission de la vérité et celles de la Commission ad hoc sur l'épuration de l'armée, qui a déjà touché 88 officiers.

Le président Cristiani a informé le secrétaire général de l'ONU que les quinze officiers supérieurs encore en fonction malgré les recommandations de l'ONU, seraient mis à la retraite avant le 30 juin. Le général Ponce fait partie de ce groupe, ainsi que le chef d'état-major.

BERTRAND DE LA GRANGE

## DROITS DE L'HOMME

La préparation de la conférence de Vienne

### L'Asie sur la défensive

Les représentants de quarante-neuf gouvernements et de cent-dix organisations non-gouvernementales (ONG) asiatiques se sont réunis pendant deux semaines à Bangkok pour préparer la deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme prévue à Vienne du 14 au 25 juin. Cette conférence, dans la foulée de rencontres régionales à Tunis (pays d'Afrique) et à San José (Amérique latine), a surtout souligné l'attitude toujours défensive de nombreux gouvernements d'Asie sur le sujet.

BANGKOK

de notre correspondant

Pour de nombreux dirigeants asiatiques, le débat sur les droits de l'homme n'est jamais qu'une recette de l'Occident pour imposer son point de vue. Même des gouvernements qui, comme celui de la Malaisie, tiennent compte des libertés individuelles, ne manquent pas de dénoncer ce qu'ils considèrent comme la volonté de l'Occident d'imposer ses « valeurs » à un Orient qui, disent-ils, a son propre système de référence.

C'est ce ton défensif qui a dominé la réunion de Bangkok pour préparer la deuxième Conférence mondiale des droits de l'homme qui doit se tenir, sous l'égide des Nations unies, en juin à Vienne. En d'autres termes, l'universalité des droits de l'homme ne doit pas empêcher sur d'autres principes, telles la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et, surtout, la « non-ingérence » dans les affaires d'autrui.

Il y a, cependant, un changement de taille : les gouvernements les

plus réfractaires ont trouvé en face d'eux, cette fois, non des ministres occidentaux mais des ONG asiatiques qui, avec un bel entêtement, ont tenu, et parfois réussi, à faire entendre leur voix. La promotion des droits de l'homme est devenue un débat interne à la région, ce qui est dans la logique des choses puisque les aires de liberté se sont, au prix de sérieux sacrifices, élargies dans plusieurs pays, de Taïwan à la Corée du Sud en passant par le pays hôte, la Thaïlande. C'est même le premier ministre de Bangkok qui a rappelé, d'entrée de jeu, « et non sans courage » qu'il n'existe qu'une seule conception des droits fondamentaux de l'homme à travers le monde.

Adoptée, vendredi 2 avril, après cinq jours de négociations entre délégations gouvernementales, la « déclaration de Bangkok » ne pouvait être que défensive. Tout en réaffirmant leur soutien à la charte de l'ONU et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, les États d'Asie ont rappelé qu'ils entendaient décourager « toute tentative d'utiliser les droits de l'homme comme une condition de l'aide au développement ».

Tokyo a aussitôt émis des réserves sur ce point puisqu'une charte de juin 1992 lie l'aide japonaise à la démocratisation et au respect des droits de l'homme des pays récipiendaires. Les Japonais se sont également interrogés sur un paragraphe reconnaissant que la promotion des droits de l'homme devrait être encouragée à travers la coopération et le consensus, et non la confrontation et l'imposition de valeurs incompatibles. La délégation japonaise s'est inquiétée notamment de l'ambiguïté de l'expression « valeurs incompatibles ». Le débat, ainsi ouvert à Bangkok, n'est pas près de se refermer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

**APPLE LaserWriter IIG**  
8 mégas de mémoire • EtherNet • FinePrint • PhotoGrade  
Imprimante Apple StyleWriter II: 2285F  
Imprimante LaserWriter Select 300: 5290F  
Imprimante LaserWriter PRO 600: 11890F

**9869F**

TEL: 01 46 34 10 00 **COMPUTER BENCH 1500 m²**  
15, R. AMBROISE CRUZAT  
94400 VILLEURNA  
4000 PRODUITS MAC  
EXPOSITION  
PARKING  
CLIENTS  
& VISITEURS



## POLITIQUE

L'ouverture de la session

## Philippe Séguin a été élu président de l'Assemblée

Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a été élu, vendredi 2 avril, président de l'Assemblée nationale, au second tour de scrutin, par 389 voix contre 59 à André Labarrière (PS) et 28 à Georges Hage (PC). Son principal concurrent, Dominique Baudis, avait retiré sa candidature à l'issue du premier tour: 5 voix se sont portées sur divers députés non candidats. Il y a eu 54 bulletins blancs et nuls; 44 députés, parmi lesquels les 25 suppléants des nouveaux ministres, n'ont pas pris part au vote.

Ensemble, ils ont traversé la salle des Quatre Colonnes, se frayant un passage au cœur des embouteillages assourdissants de députés et de journalistes. Dans l'hémicycle, rangés selon l'ordre alphabétique, comme le veut la coutume, le premier s'est installé tout à la gauche du président, au milieu d'une trêve occupée d'ordinaire par les élus communistes, et le second a pris place au centre de l'Assemblée, puis l'un et l'autre se sont carres dans leurs espérances, insensibles au tumulte alentour. Le premier, Philippe Séguin (RPR), avait déjà en tête le discours qu'il allait prononcer à la fin de la séance. Le second, Valéry Giscard d'Estaing

(UDF), devait songer au dénouement heureux qui venait de conclure le feuilleton du groupe unique de l'UDF.

Le matin même, après d'interminables réunions, les centristes s'étaient réunis à renouer dans le rang et à dissoudre leur groupe autonome constitué en 1988. La compétition pour la candidature au «perchoir» qui opposait l'un des leurs, Dominique Baudis, à un élu du Parti républicain, Jean-François Deniau, avait tourné à l'avantage du maire de Toulouse. Condition sine qua non posée par les centristes, Dominique Baudis devenait alors le champion de l'UDF face à celui du RPR, Philippe Séguin. Cette exigence remplie, les centristes ne pouvaient plus faire obstacle au groupe unique dont la constitution était aussitôt adoptée à l'unanimité.

Le président de l'UDF et Raymond Barre, qui s'ouvraient pas- sés les uns les autres au cours des dernières heures, pouvaient enfin savourer leur succès. Valéry Giscard d'Estaing faisait part de sa «joie» devant «ce grand événement». «Nous sommes devenus une force politique de gouvernement», assurait-il en fin de matinée Charles Millon, président de ce nouveau groupe de 215 membres à même de faire pièce aux 245 députés du RPR. Les élus UDF étaient conviés aussitôt à faire la preuve de leur solidarité à l'occasion de

l'élection du président de l'Assemblée nationale fixée pour l'après-midi.

## La revanche du «fantassin»

15 heures: la première séance de cette dixième législature s'ouvre, en présence des membres du gouvernement, par le discours du doyen d'âge, Charles Ehrmann, député des Alpes-Maritimes. Quelle revanche pour ce «fantassin» obscur de la politique qui se plaignait aujourd'hui d'avoir été censuré dans le passé par la télévision régionale et qui, en cette occasion solennelle, se plaît à donner le «la»! Mais il prend aussitôt quelque liberté avec l'académisme qui sied d'ordinaire à un discours inaugural: le voilà qui, tel un élu local interpellant un préfet, se fait l'avocat de la «vote rapide Nice-Grenoble» et du «perchement du Mercantour».

L'hémicycle ne lui prête qu'une attention distraite. Les nouveaux élus semblent davantage intéressés par les apparentements d'un jour dictés par un alphabet fort arbitraire. Comme il y a cinq ans, Jean-Pierre Chevènement et Jacques Chirac ont tout le loisir d'échanger des politesses républicaines tandis que Raymond Barre, qui n'a rien à apprendre de son ami Jacques Barrot, mène un combat inégal contre la sieste.

Mais chacun se ressaisit à l'annonce du scrutin. Le gouvernement prend congé et le premier ministre profite des opérations pour honorer de sa présence la séance d'ouverture du Sénat. Quatre candidats se disputent les faveurs de l'Assemblée nationale: outre Philippe Séguin et Dominique Baudis, André Labarrière, désigné par les socialistes, et Georges Hage, le prétendant communiste. Il leur faut obtenir au moins 267 voix pour être élu au premier tour. Une hypothèque pèse sur le vote: l'arbitrairie qui donne le candidat RPR gagnant va-t-elle être fustigée par les souvenirs du débat sur Maastricht où, lui-même, Philippe Séguin s'était fait le contempteur implacable et talentueux du traité d'Union européenne?

Heureusement pour lui, la majorité s'efforce de chasser tous ces fantômes de la division. «Les clivages sur Maastricht ne pèsent pas plus ici que dans le gouvernement, même si certains au RPR trouvent qu'il y a trop de pro-Maastricht parmi les ministres», affirme Robert-André Vivien (RPR). «Il ne faut pas confondre le débat sur Maastricht et l'élection du président de l'Assemblée nationale», renchérit Jean-François Deniau (UDF). D'autres pourtant sont bel et bien soumis à un vrai dilemme. Ainsi Patrick Devedjian (RPR) se retranche-t-il derrière un laconisme embarrassé. «Le vote est secret», souligne cet avocat infatigable de la

cause européenne. Pour Jean-Pierre Chevènement, qui n'avait pas hésité à féliciter avec ostentation le maire d'Epinal après son réquisitoire anti-Maastricht, ce scrutin tient du supplice de Tantale. «Si je devais énumérer toutes les tentations auxquelles je ne cède pas...», lâche-t-il avant d'ajouter, délesté du poids du remords: «Heureusement, je crois que M. Séguin n'aura pas besoin de ma voix.»

## L'échec

de Dominique Baudis

Le député du Territoire de Belfort ne croit pas si bien dire. Le résultat tombe dans un concert de murmures ébahis: avec 266 suffrages, Philippe Séguin manque d'une petite voix la consécration du premier tour. Alors que les candidats socialistes et communistes foot, avec 62 et 24 suffrages, le plein de leurs voix, celui du RPR capte une dizaine de voix de plus que le total de son groupe. Avec 180 suffrages, Dominique Baudis accuse, lui, un déficit d'une vingtaine de voix UDF alors qu'on dénombre 13 bulletins blancs ou nuls. Le poste-drapeau de la confédération, beau joueur, incline sans barguigner et annoce sur le champ le retrait de sa candidature pour le deuxième tour.

Le maire de Toulouse paye-t-il là le prix d'une présence ostentatoire insuffisante à l'Assemblée natio-

nale? Le résultat, en tout cas, s'en le trouble au sein de l'UDF car «toute évidence des déflections vient pour partie des rangs du Parti républicain. Au PR, c'est la mise à l'écart de Dominique Baudis qui est odieuse, on cherche précieusement à dramatiser. L'important, c'est qu'on vote. Je me suis battu partout dans le monde pour qu'on vote... relève, assez, bizarrement Jean-François Deniau, l'adversaire malheureux du candidat centriste de la primaire du matin au sein de l'UDF. «Ce n'est pas un vote anti-Baudis ou anti-Giscard, mais plutôt un vote utile en faveur de Philippe Séguin donné gagnant d'avance», estime José Rossi.

De leur côté, les centristes s'en furent de faire banne figure. «C'est quatre-vingt-dix, en fait, c'est pas si mal que ça», estime Jean-Jacques Hystet. Compte tenu de la primauté de ce matin, je m'attendais à beaucoup plus d'absences. En tout cas, la cohésion du groupe unique n'est absolument pas en cause. Si le tout oiseau groupe s'est effectivement pas au bord de la dépression nerveuse, le proche de Dominique Baudis n'est pas moins choqué par cet joyeux échec. Tout imprévu de son ouvrage statut, Pascal Clément, ministre délégué des relations avec le Parlement, joue le thérapeute. Soucieux de soulager les blessures des amis de Dominique Baudis et d'éviter pour l'

## Un croisé de la République

De ses combats contre la gauche après 1981 à sa campagne contre le traité de Maastricht, le député des Vosges n'a cessé de batailler au nom d'une certaine idée de la nation

A quoi pensait Philippe Séguin, ce vendredi 2 avril à 19 h 10, quand le président de la séance d'ouverture de la dixième législature, doyen d'âge de l'Assemblée, a annoncé que lui, député (RPR) des Vosges et maire d'Epinal, venait d'accéder au «perchoir» par le bon vouloir de ses collègues? Une caméra s'est attardée un instant sur son visage. Ses paupières se sont doucement abaissées sur ses yeux déjà tombants, son menton s'est légèrement fêlé et ses mâchoires ont laissé apparaître une imperceptible crispation. «L'ours» s'est concentré pour ne pas laisser filtrer l'émotion qui l'envahissait.

A quoi songeait-il à cet instant? A ce petit garçon modeste de six ans et demi qui le 11 novembre 1949 à Tunis, reçut la médaille militaire destinée à un père tombé cinq ans auparavant, pour la libération de la France. Certainement. Cette pensée, il la transmise dans son discours de remerciement en associant ce père qu'il n'a pas connu au souvenir du général de Gaulle et à la mémoire de Georges Pompidou, qui ont contribué à faire de lui l'homme politique qu'il est.

Il est comme ça, le nouveau président de l'Assemblée nationale. Sujet à des colères mémorables, à des emportements aussi brefs que soudains, à des phrases aussi catégoriques que fuses pouvant atteindre jusqu'à blesser. M. Séguin a le cœur de ceux qui ont grandi de l'autre côté de la Méditerranée, un rive continuant à lézarder les murs et des passions qui peuvent ébranler les certitudes adverses. Il faut l'avoir vu, éternelle Gitane aux ongles des lèvres - à moins qu'il ne soit dans une de ses incommensurables périodes d'abstinence, - taper le carton dans d'interminables parties de belote qu'il sait gagner en forçant légèrement le destin. Ils sont peu nombreux, ces partenaires de rencontre, à résister à la ronde infernale des cartes qui s'agrémente d'éclats de rire et d'éclats de voix. Ceux-là même, probablement, qu'on entendait au début des années 50 au lycée Carnot de Tunis, quand le jeune Philippe, brillant élève, jouait au football.

Au fil des années, M. Séguin est devenu fou de foot. C'est à travers ce sport, du reste, qu'aspitant auditeur à la Cour des comptes, il réalisera, en qualité de personnalité «indépendante», une mission d'information sur ce football français si mal en point qu'il était à la merci de grèves des joueurs. C'était, en 1972, à la demande de Joseph Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, aux sports et aux loisirs.

Avant d'en arriver là, il est passé par Draguignan où sa mère, institutrice, a été tuée au moment où la Tunisie s'est lancée dans le processus de l'indépendance. Est-ce sa

mère qui lui a donné cet amour irrésistible pour la République et tous ses attributs? Nul ne sait mais elle ne doit pas y être pour rien. Muni de ses deux bacs en 1960, Philippe entre à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence (1961-1965) et sort, major, de l'Institut d'études politiques de la ville en 1967. Il fût un peu du journalisme local pour le compte du *Provençal* de Gaston Deffieux. A la seconde tentative, il est admis à l'ENA en 1968. Elève studieux, il laisse de son stage administratif en Polynésie une pétition de fonctionnaires demandant qu'il ne reparte pas pour la métropole.

Bourreau de travail, M. Séguin sait déjà fasciner. Entré au 52<sup>e</sup> rang, il sort, deux ans plus tard, 7<sup>e</sup> de la promotion Robert-Pierre. Alors qu'il a la possibilité d'intégrer le corps de l'inspection des finances - «Quand j'ai vu leur allure, j'ai compris que je n'ai pas chez eux», déclarait-il dans le *Monde* du 4 juin 1987, - il choisit la Cour des comptes. Après son rapport sur le foot français qui est apprécié, à l'époque, pour sa «clarté», M. Séguin travaille dans divers cabinets ministériels, puis, promu conseiller référendaire à la Cour des comptes, il devient chargé de mission du premier ministre Raymond Barre en 1977.

## Pour l'abolition de la peine de mort

L'année suivante, à trente-cinq ans, il est «parachuté» dans les Vosges pour régler des discussions locales au sein du RPR. M. Séguin entre véritablement en politique: il devient député de la première circonscription des Vosges en mars 1978. Le nouvel élu a déjà la fibre et l'esprit gaullistes. Alors que les descendants politiques du général tentent, l'année suivante, de masquer leurs divergences, M. Séguin prépare un texte dans lequel ces derniers assurent Jacques Chirac de leur «totale confiance dans l'unité et l'amitié». Cela conduit André Fassinot à écrire dans le *Monde* du 13 janvier 1979: «L'instinct de rassemblement est chez les gaullistes une sorte de réflexe qui joue aussi bien face aux attaques de l'extérieur que face aux dangers d'éclatement venant de l'intérieur.» Malgré les vicissitudes et les soubresauts, cette observation sert de bible, même après les coups de boutoir successifs dans l'appareil domois, notamment, par... M. Séguin.

Car l'homme se révèle un batailleur infatigable. Après l'Assemblée mais vaine défense de l'entreprise textile Boussac qui s'écroule en jetant les salariés sur le pavé,

M. Séguin choisit une autre cause: l'abolition de la peine de mort. Il rédige un rapport parlementaire considéré comme «excellent» par Pierre Bas, député (RPR) de Paris et lui-même auteur d'une proposition de loi allant dans ce sens. S'opposant au ministre de la Justice Alain Peyrefitte qui voit



d'un mauvais œil l'appoint des députés de gauche sur le sujet, M. Séguin déclare: «Dans cette affaire, vous devez compter les voix, vous n'aurez pas à les peser. Il y a deux siècles que ce débat est engagé. Quelle autre pièce, autre que la réforme des peines, pourriez-vous encore verser au dossier?» La droite n'abolira pas. Le député des Vosges devra attendre 1981, où il résiste à la vague rose, pour voir triompher sa conviction. Il peut alors lancer à Robert Badier, garde des sceaux: «N'oubliez pas, je vous en conjure, que si le débat engagé depuis 1789 a toujours finalement tourné au désavantage des abolitionnistes, c'est parce qu'il n'avait pas su apporter d'arguments convaincants sur les conséquences à escompter de l'abolition.» Ce sera le seul sujet de consensus avec les socialistes.

Avec Jacques Toubou, Michel Noir, Charles Millon et François d'Aubert, il constitue la bande des «mouquetistes» d'une droite anesthésiée par la défaite de 1981. Réunis dans le «Cercle», une usine à produire les amendements par centaines, ils combattent les projets de la gauche sur l'audiovisuel, sur la décentralisation, sur les nationalisations et sur les lois Auroux qui fixent les droits des salariés dans les entreprises. Cherche-t-il alors délibérément, avec ses collègues de combat, à contraindre l'exécutif à recourir à des procédures autoritaires pour abréger les travaux législatifs, dans le but de crispier le débat politique pour en tirer avantage? Il le dément véhémentement. Le fait est que, vice-président de l'Assemblée depuis 1981, il commence à manier avec dextérité la technique

parlementaire. De même qu'il exprime déjà, s'élevant du RPR, une opinion qui foudroie son combat interne, huit ans plus tard. Dans une tribune, publiée par le *Monde* du 9 février 1987, il écrit: «La diversité n'est jamais dangereuse. Couvrons? Tendances? Qu'importe! Pourvu qu'on sache que plus on pourra parler, plus on aura de chances de progresser et de gagner.»

## L'entrée au gouvernement

Cette velléité d'indépendance, ajoutée au désir de travailler dans la transversalité de l'opposition, finissent par agacer M. Chirac. Le «Cercle» se met en veilleuse. Pas Philippe Séguin. Toujours aussi boulimique, notre Gargantua discipliné et sage, déçoit les deux camps. Le ministre des affaires étrangères, secrétaire général du RPR, se félicite que le pouvoir a changé de politique. Le président du RPR se fâche. M. Séguin ex prood ombage. Bieo que l'indépendance s'en défende, une curieuse relation, qui mêle le politique et l'affiche, s'est nouée entre les deux hommes. Au point que le nouveau maire d'Epinal, élu en 1983, a beau réaffirmer périodiquement sa fidélité au futur candidat à la présidence de la République, ce dernier préfère la méfiance à la confiance. «M. Séguin s'exprime en son nom personnel», répliqua M. Chirac à propos de la dérive droitiste, et ne saurait en rien engager le mouvement auquel, par ailleurs, il appartient.

«On se demande ce qui retient encore M. Séguin dans l'opposition», dit, pour sa part, Alain Juppé en août 1984. Ces deux-là, il faut dire, ne se comprennent jamais. Le ministre des affaires étrangères, secrétaire général du RPR, est même persuadé que M. Séguin met un malin plaisir à prendre systématiquement le contrepied. «Quand le diable noir, il dit blanc, et vice versa», assure M. Juppé. C'est aussi l'époque où Charles Pasqua traite M. Séguin et ses amis de «zoos» tandis que, dans un mot assésé, le président du groupe RPR de l'Assemblée, Claude Labbé, déclare: «Il y a un séguinisme car pour cela il faudrait que M. Séguin ait des adeptes.» Il en aura quelques années plus tard.

Malgré - ou à cause - de cette pratique d'électron libre un tantôt provocateur, M. Séguin reçoit une première consécration en 1986. La droite ayant gagné les élections législatives, M. Chirac appelle dans son gouvernement de cohabitation pour occuper la fonction de ministre des affaires

sociales et de l'emploi. Les syndicalistes le considèrent comme un homme «d'obédience». Il garde à son poste le directeur des relations du travail Martine Aubry, mère des Docks, Auroux et fille de Jacques Delors. Mais ce sera à Jean-Pierre Soisson qu'il remettra, deux ans plus tard, le maroquin du travail après la défaite de M. Chirac à l'élection présidentielle et la victoire de la gauche aux législatives. Chassé-croisé de paradoxes. Et ce n'est pas fini.

Un temps impliqué dans l'opération des «rénovateurs» qui veulent secouer les appareils tant RPR qu'UDF, M. Séguin est celui qui met un terme à la fiasco, ce que lui reprocheront amèrement des comploteurs des deux bords. Son heure, il la veut pour lui seul. Ou presque. Avec M. Pasqua, il va, un moment, ébranler la forteresse RPR en février 1990. S'étant résolu à laisser saître des courants, M. Chirac avait cru qu'il en aurait de la droite, à sa droite, et un autre, modèle Séguin, à sa gauche. Manque de chance, les deux courants se sont unis. La belle construction s'est retrouvée par terre. Le président du RPR a dû faire appel aux réflexes gaullistes à la fin de la séance, la mise, mais à cette occasion des jugements plutôt définitifs ont été prononcés de part et d'autre.

## La campagne de Maastricht

Cette fêture dans le mouvement oégaulliste est réapparue au moment du processus de ratification de Maastricht. Le refus du traité sur l'Union européenne a ressoudé les liens qui s'étaient quelque peu distendus entre M. Pasqua et M. Séguin, ce qui plaisait bien à la direction du RPR. Favorable à la ratification, sans enthousiasme, le couple Chirac-Juppé a bataillé dans un parti qui était majoritairement anti-Maastricht. Son heure de gloire M. Séguin l'a eue dans la nuit du 3 au 6 mai 1992 quand il a défendu une exception d'irrévocabilité tendant à faire admettre qu'il n'y avait pas lieu de débattre sur la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité. Tour à tour grave, pédagogue, flamboyant, l'administrateur de Napoléon III a refusé à convaincre une partie non négligeable de ses «compagnons» du RPR. M. Chirac a été obligé de payer de sa personne, engageant discrètement sa responsabilité, pour limiter les dégâts.

Chef de file des opposants à la ratification, M. Séguin est demeuré dans tous les coins de France pendant la campagne de

référéndum pour développer son argumentation, qui met en pièces l'Europe de Maastricht et les technocrates bruxellois. Il occupe tellement l'espace qu'il prive le Front national de son rôle privilégié d'opposant. Comble de la notoriété, il est choisi par le président de la République pour un face-à-face télévisé. A droite, son intervention lui sera reprochée tant par ses amis, qui le trouvent «trop mou», que par ses adversaires, qui le voient «trop complaisant». Quoi qu'il en soit, François Mitterrand lui permet d'affirmer sa stature d'homme d'Etat. Et même si le «oui» l'emporte de justesse, plus personne n'ignore l'existence de M. Séguin.

Dans la campagne des législatives, une fois encore, il a battu la campagne à l'appel de candidats en mal de public. Avec lui, la recette était assurée. Plus d'un a dû s'en souvenir au moment du choix du candidat au «perchoir» à l'indicateur du groupe RPR, où Pierre Mazeaud était son challenger. Depuis plusieurs mois, il lorgnait ce siège. Il l'a décroché sous l'œil bienveillant d'Edouard Balladur, intronisé récemment «chef de la majorité» par M. Chirac. Indispensable pour entrer dans un gouvernement dont il se voulait pas entraver la marche, il se devait de trouver, en accord avec le président du RPR, une position qui ne le mettait pas hors-circuit pendant les années théoriques de la cohabitation et n'en faisait pas un chien dans le jeu de quilles balladurien.

Quatrième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire, M. Séguin reçoit une reconnaissance qui est plus que symbolique puisqu'il sera au cœur du système législatif, dont il préside une revivification et que l'exécutif va mettre à contribution dans les prochains mois. Comme le faisait parfois Jacques Chaban-Delmas utilisera-t-il cette «liberté d'expression» qu'il entend garder pour dire son mot sur les projets du gouvernement? Descendra-t-il dans l'arène lors de la prochaine discussion sur la «très large autonomie» que M. Balladur souhaite donner à la Banque de France? Un processus coïncide lequel il a pesé pendant la campagne électorale. On bien se tiendra-t-il dans une prudente réserve, préférant attendre son heure?

Dès 1990, il affirmait son soutien indéfectible à M. Chirac pour la présidentielle de 1995. Il n'a pas changé d'avis. Lui qui répète volontiers qu'il faut au moins vingt ans pour faire un présidentiable sait bien que sa carrière politique à lui n'a véritablement commencé qu'au début des années 80. Il devra attendre l'aube du prochain siècle.

OLIVIER BIFFAUD

مكتبة من الأصل



# POLITIQUE

parlementaire

## Assemblée nationale

groupe UDF que « le nourrisson né ce matin ne meurt pas », il divulgue le remède concocté par le PR : encourager les votes blancs pour atténuer l'ampleur de la victoire annoncée de Philippe Séguin.

Car celle-ci est à ce point évidente que chacun y va de son commentaire. La droite, bien sûr, peut difficilement boudier son plaisir. Mais les socialistes ne surmontent pas la grande querelle européenne. « Il faut bien qu'il y ait des territoires libres dans la République », se félicite Jean-Pierre Chevènement. Il y avait déjà le Territoire de Belfort, il y aura maintenant l'hôtel de Lassay. Séguin Royal, elle, fait le grimace : « Avoir Philippe Séguin comme président de l'Assemblée nationale n'est pas anodin. C'est un événement grave de nature à perturber la vie politique française ».

### Défendre les droits du Parlement

Le défilé des députés devant l'urne placée à la tribune d'achève. Les résultats de ce deuxième tour révèlent que la consigne énoncée par Pascal Clément s'est correctement observée. On comptabilise 54 bulletins blancs ou nuls. Mais ce vote charitable envers Dominique Baudis n'empêche pas le candidat RPR de triompher. Il recueille 389 voix contre 59 à André Labarrère et 26 à Georges Hage. Le plébiscite du biographe de Napoléon III est accueilli par une saive d'applaudissements.

Emu, le nouveau quatrième personnage de l'Etat prend possession d'un fauteuil que lui abandonne « d regret » le doyen Charles Ehrmann. Edouard Balladur et Charles Pasqua sont revenus à temps pour entendre son allocution. Pour cette profession de foi, il use de cette capacité de conviction et de ce talent oratoire qui avaient déjà

tant séduit lors de sa campagne anti-Maastricht. D'emblée, le républicain ne peut pas s'empêcher d'exalter la mémoire des « immortels prédécesseurs de 1789 ». Mais ce républicain-là veut aussi apporter la « garantie » de son « impartialité » afin de permettre l'« expression de toutes [les] nuances » de l'Assemblée.

A l'instar de tous ses prédécesseurs, il entend se poser en défenseur des droits du Parlement car, souligne-t-il, « le poids de prérogatives (...) reconnues au gouvernement pour contenir les excès du parlementarisme est devenu excessif ». « Il est impératif de convenir d'une pratique nouvelle (...), ajoute-t-il. Les conditions ont été rarement plus propices à une telle évolution. A l'inverse, s'y refuse-t-il, pourrait couler bien des déboires ». Philippe Séguin n'exonère pas pour autant les députés de toute responsabilité : « Si la réforme des textes peut être utile, elle ne sera jamais suffisante, elle devra s'accompagner d'une forte action volontariste ».

Elargissant son propos, le nouveau président de l'Assemblée revient ensuite à un de ses thèmes de prédilection : « La crise structurelle, la crise d'adaptation, la crise d'identité, la crise existentielle » qui menace « l'unité de la nation et sa pérennité ». « Qui ne sent aujourd'hui, s'interroge-t-il, qu'au point où nous en sommes tout ce qui tient ensemble depuis des siècles pourrait se défaire, se déchirer, se disloquer ? » Ecoute dans le plus grand silence, Philippe Séguin conclut par un hommage pudique à son père, mort au combat en 1944. Debout, les députés, tous partis confondus, saluent cette première intervention. Déjà, les querelles de familles et le choc des ambitions semblent s'être évanouis.

FREDERIC BOBIN  
et GILLES PARIS

## La composition des groupes

• Groupe RPR : président Bernard Pons, 245 membres et 12 apparentés. Jean Aveloir (Creuse), Gérard Cherpion (Vosges), Gabriel Deblois (Nord), Jean-Michel Dubernard (Rhône), Jacques Féron (Paris), Yvon Jacob (Ille-et-Vilaine), Arsène Lux (Meuse), Daniel Pennec (Côtes-d'Armor), Yves Rispat (Gers), Anicet Turinay (Martinique), François Vannson (Vosges), Claude Vissac (Ardennes).

• Groupe Union pour la démocratie française et du centre (UDF) : président Charles Millon, 213 membres et deux apparentés, Marie-Thérèse Boisseau (Ille-et-Vilaine) et Alphonse Bourgasser (Moselle).

• Groupe socialiste : président Martin Malvy, 22 membres et 5 apparentés, Gilbert Annette (le Réunion), Camille Desjardes (Martinique), Jean-Pierre Defontaine (Pas-de-Calais), Kamilo Gata (Wallis-et-Futuna), Roger-Gérard Schwartzberg (Val-de-Marne).

• Groupe communiste : président Alain Bocquet, 22 membres et 1 apparenté, Ernest Moutoussan (Cantal). La déclaration politique du groupe précise que « chaque député compte pour un » et que « aucune décision, aucun vote, aucune proposition de loi n'est imposé à ses membres ».

• Non inscrits : 25. Thérèse Aillaud (Bouches-du-Rhône), Gilbert Baumet (Gard), Jean-Louis Borloo (Nord), Lucien Brenot (Côte-d'Or), Bernard Charles (Lot), Régis Fauchoit (Nord), Alain Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher (Sarthe), Jacques Le Nay (Morbihan), Jean-Claude Lenoir (Orne), Alain Madalle (Aude), Philippe Martin (Marne), Alfred Muller (Bas-Rhin), Michel Noir (Rhône), Jean Royer (Indre-et-Loire), Gérard Saumade (Hérault), Jean-Pierre Soisson (Yonne), Frantz Taittinger (Hauts-de-Seine), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Christiane Taubira-Dollanous (Guyane), André Thien-Ah-Koon (la Réunion), Jean Urbanik (Pas-de-Calais), Paul Vergès (la Réunion), Aloyse Warbonner (Moselle), Emile Zuccarelli (Hauts-Corès).

Les membres du gouvernement continuent pendant un mois d'être comptabilisés dans l'effectif des groupes, mais ils ne peuvent pas prendre part au vote. A noter que les radicaux de gauche sont pour une part (Jean-Pierre Defontaine, Kamilo Gata et Roger-Gérard Schwartzberg) apparentés au groupe socialiste et pour une autre part (Bernard Charles, Bernard Tapie et Emile Zuccarelli) figurent parmi les non inscrits.

Le premier conseil des ministres de la seconde cohabitation

## Le gouvernement appliquera la Constitution « dans sa lettre et dans son esprit »

affirme M. Balladur

Le premier conseil des ministres de la cohabitation s'est déroulé, vendredi 2 avril, dans une atmosphère moins glaciale que celle d'il y a sept ans. L'avis unanime de ceux qui ont vécu les deux expériences. Selon l'Elysée, le président de la République a ouvert la séance en déclarant à l'adresse des nouveaux ministres : « Vous êtes, nous sommes ici parce que le peuple l'a voulu, au service de la République et de la France. Le mieux est donc de commencer tout de suite notre travail ».

Selon Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, M. Balladur a indiqué ensuite « de manière solennelle » que le gouvernement « entendait naturellement respecter scrupuleusement les institutions de la République et appliquer notre Constitution à la fois dans sa lettre et dans son esprit » (nos dernières éditions du 3 avril).

Exposant à la fin du conseil les méthodes de travail de son gouvernement, le premier ministre a rappelé aux ministres ses consignes de « parcimonie », leur demandant de travailler directement avec leurs administra-

tions afin que les cabinets ministériels « ne constituent pas un obstacle » entre l'administration et l'autorité politique. Pour appliquer la « nécessaire solidarité et cohérence » du gouvernement, il a demandé aux ministres d'être disponibles le mardi matin afin qu'ils puissent tenir « tous les conseils interministériels que la situation exigera », sans que ces réunions puissent « être vécues ou reçues comme un conseil des ministres bis ».

Le programme d'action du gouvernement sera « particulièrement chargé » au cours de la session parlementaire qui s'ouvre, a prévenu M. Sarkozy. Lui-même, en tant que ministre du budget, devra préparer une loi de finances rectificative avant la fin du mois d'avril, prévoyant des économies et la « baisse d'un certain nombre de prélèvements » obligatoires, mais non une réduction du déficit budgétaire, l'état des finances publiques étant trop « dégradé ». Il devra aussi « examiner le règlement définitif de la question de décalage d'un mois dans le remboursement de la TVA ».

Le premier ministre demandera

« prochainement à un groupe d'experts au niveau national et international, toutes sensibilités politiques confondues, de se réunir et de travailler pour répertorier toutes les mesures possibles en faveur de l'emploi ».

Le chef du gouvernement a demandé à ses ministres de préparer plusieurs projets importants. Ceux du budget et de l'économie étudieront « toutes les mesures budgétaires, fiscales et financières » permettant d'améliorer la situation du bâtiment et du logement social. Ceux de l'agriculture et des affaires européennes proposeront « toutes les mesures susceptibles d'améliorer la situation de l'agriculture française et de la pêche. Le ministre des affaires sociales préparera, avant la fin du mois d'avril, « un point exact de la situation des régimes sociaux ». Le ministre de l'intérieur devra, lui aussi, faire « un point exact » sur la situation de la sécurité, de l'immigration et de l'aménagement du territoire « afin que les textes soient prêts pour la session de printemps ».

Le ministre de l'économie devra

préparer trois textes : « la réforme du statut de la Banque de France », celle du « statut de la Caisse des dépôts et consignations, et particulièrement de la définition de ses missions » et « une loi de privatisation ». Enfin, les ministres des affaires étrangères, du commerce extérieur, des affaires européennes, de l'agriculture, devront faire connaître au chef du gouvernement « leurs réflexions et leurs propositions » sur les négociations du GATT, dont M. Balladur a dit, d'après M. Sarkozy, qu'il s'agissait, en matière économique, certainement du dossier le plus urgent ».

Le porte-parole du gouvernement a enfin souligné que celui-ci voulait « aller vite », mais avec « sérénité », pour ne pas donner un spectacle de « crispation inutile ». A l'issue du conseil, Edouard Balladur, François Léotard, ministre de la défense, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et Michel Roussin, ministre de la coopération, sont restés une demi-heure avec M. Mitterrand pour faire le point des grands dossiers internationaux.

## Pièce à trois personnages

par Thierry Bréhier

LES règles du jeu ont été clairement posées dès le départ. Elles imposent le respect réciproque entre le président de la République et le gouvernement. Elles commandent un sursis sans complaisance de l'équipe d'Edouard Balladur par sa majorité parlementaire.

Ni le premier ministre ni le président de la République n'ont contesté le légitimité, et donc les pouvoirs, de l'autre. C'est, en tout cas, le message que les deux « époux » ont transmis. Mais, à la fois, ils ont fait passer des la première cohabitation. M. Mitterrand, d'une simple phrase, a rappelé que si les membres du gouvernement étaient inintelligibles autour de la table du conseil par la volonté des électeurs des 21 et 28 mars, lui-même la président parce que les citoyens en avaient ainsi décidé le 8 mai 1988.

La campagne électorale achevée, les hôtes que les Français lui ont imposés ne lui contestent plus ce droit. Ils l'ont manifesté en restant, après le conseil lui-même, pour débattre des dossiers urgents des deux domaines sur lesquels il tient à conserver une prépondérance : les affaires étrangères et la défense.

Pour que les choses soient bien claires, M. Balladur a tenu à préciser à ses ministres, en présence de M. Mitterrand, qu'il entendait respecter « scrupuleusement » la Constitution. La « lettre », cela va de soi. Mais « l'esprit »... Depuis 1958, il fait du président de la République le véritable chef de l'exécutif et, en tout cas, le responsable suprême de toute la politique extérieure. Est-ce à dire que le nouveau premier ministre n'entend en rien empiéter sur le fameux « domaine

réserve » du chef de l'Etat ? Peut-être pas. Mais cette déclaration solennelle signifie, pour le moins, qu'il respectera tout au long de son mandat la fonction présidentielle et qu'il ne cherchera pas à lui porter ombrage.

Pas question, donc pour Edouard Balladur d'ouvrir, ou même de l'immediat, un « front » avec François Mitterrand. En revanche, le premier ministre peut redouter qu'une « guerre » s'installe assez vite entre son gouvernement et sa majorité parlementaire. Car, même si nul ne peut contester que Philippe Séguin a les capacités et la « carrure » pour occuper le fauteuil de président de l'Assemblée nationale, il est clair aussi que, dans ce rôle, aussi prestigieux qu'important dans le fonctionnement de l'appareil de l'Etat, il ne sera pas un fidèle du premier ministre et que les conditions de son élection confirment une certaine grogne du RPR devant la composition du gouvernement.

### Un jacobin pur et dur

L'équilibre apparent des responsabilités ministérielles entre l'UDF et le RPR a mis de fort méchante humeur une partie des députés chiliens. Cela ne pouvait pas les inciter à répondre positivement à la demande de Valéry Giscard d'Estaing que l'hôtel de Lassay soit laissé à ses amis en échange de la présence de M. Balladur à l'hôtel Matignon. C'est la première faille sérieuse au sein de la nouvelle majorité.

Surtout, la droite a clairement choisi de confier la quatrième poste de l'Etat au porte-drapeau des opposants à Maastricht - même s'il a reconnu, vendredi soir sur France 2, que le traité sur l'union

européenne était devenu « la loi commune », et à un jacobin pur et dur. L'hymne à la nation et à l'unité de la République que fut le discours de remerciement de M. Séguin a ainsi donné des souhaits de la représentation nationale une image bien différente de celle qu'a fournie M. Balladur en composant un gouvernement ouvertement européen, où les décentralisateurs sont fort nombreux.

Tout son passé le prouve : Philippe Séguin n'est pas homme à se taire. La voix qu'il fera entendre, certainement avec force, a toutes les chances de détonner dans le concert que veut diriger Edouard Balladur. D'autant que le nouveau président de l'Assemblée nationale eussent prévu qu'il ferait le nécessaire pour que les élus du Palais-Bourbon aient les moyens de jouer leur rôle de contrôleurs rigou-

reux de l'action gouvernementale. Certes tous ses prédécesseurs ont pris le même engagement, et aucun ne l'a véritablement tenu. Mais lui pourra s'appuyer sur une expérience peu commune du métier de député, sur une volonté générale de révéler le travail parlementaire, sur une possible révision constitutionnelle, sans que tout cela soit contrecarré par le souci de ménager le gouvernement.

Avec Philippe Séguin, il y a fort à parier que le président de l'Assemblée ne sera plus l'homme qui, pour rendre service au premier ministre, surveille les députés, mais au contraire celui qui les incite à remplir pleinement leur devoir de contrôle. Edouard Balladur pourrait un jour regretter cette première victoire de la majorité de « sa » majorité.

## Le communiqué

Le conseil des ministres s'est réuni vendredi 2 avril au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

- Code de la communication (Le Monde du 3 avril).
- Les méthodes de travail et le programme d'action du gouvernement.

Le premier ministre a présenté une communication sur les méthodes de travail et le programme d'action du gouvernement.

1. - Les principes de l'organisa-

tion du travail gouvernemental ont été arrêtés. Un programme de travail du gouvernement fixera les priorités et le calendrier d'action de chacun des ministres. Ce programme sera mis en œuvre dans les ordres du jour du conseil des ministres. De même, le premier ministre réunira régulièrement, sur des sujets déterminés, les membres du gouvernement intéressés.

Le premier ministre a demandé aux ministres de faire preuve d'un souci d'économie dans la gestion de leur département ministériel, notamment en réduisant les dépenses consacrées au fonctionnement de leur cabinet et à leurs déplacements. Il a défini la place respective que doivent tenir les administrations centrales et les cabinets dans le fonctionnement des ministères. En particulier, les cabinets ne doivent pas constituer un échelon supplémentaire d'administration.

2. - Les grandes lignes de l'action du gouvernement pour la prochaine session parlementaire ont été fixées.

Un projet de loi de finances rectificative sera préparé pour réaliser 20 milliards de francs d'économies affectées notamment à la diminution de certaines charges. Des mesures budgétaires, fiscales et financières seront étudiées pour améliorer l'activité dans le secteur du bâtiment, notamment dans le domaine du logement social. La situation de l'agriculture et celle du secteur de la pêche constitueront une autre priorité.

Un point précis sera établi sur la situation dans les quatre domaines suivants : la sécurité, l'aménagement du territoire, l'immigration et les régimes de protection sociale.

La réforme du statut de la Banque de France sera mise au point, de même que celle du statut de la Caisse des dépôts et consignations. Les dispositions législatives relatives aux privatisations seront revues.

Les ministres intéressés présenteront des propositions sur les négociations du « cycle de l'Uruguay ».

## La nomination des directeurs de cabinet

### JUSTICE

Philippe Léger

Philippe Léger, président du tribunal de grande instance de Bobigny depuis 1986, a été nommé vendredi 2 avril, directeur du cabinet du nouveau garde des sceaux, ministre de la justice, Pierre Méhaignerie.

Né le 10 décembre 1938 à Charenton-le-Pont (Seine), Philippe Léger est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé. Auditeur de justice en 1963, M. Léger a exercé ses fonctions de magistrat au ministère de la justice de 1965 à 1970. Substitut au tribunal de Versailles de 1970 à 1972, il est ensuite retourné à la chancellerie où il est devenu en 1975 chef du bureau de l'activité publique à la direction des affaires criminelles et des grâces. Chef de cabinet puis conseiller technique de 1973 à 1976 de deux ministres de la justice, M. Léger a été, de 1976 à 1978, conseiller technique au cabinet de deux gardes des sceaux, Olivier Guichard et Alain Peyrefitte. Sous-directeur de la justice criminelle à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice de 1978

à 1983, Philippe Léger, conseiller à la cour d'appel de Paris, est resté directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, Alain Chénedolle, d'avril à novembre 1986. Depuis le mois de décembre 1986, M. Léger était président du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

### TRAVAIL

Henri Rouanet

Henri Rouanet, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, a été nommé directeur du cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Michel Giraud.

Né le 24 janvier 1933 à Vincennes, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Henri Rouanet a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration préfectorale. D'abord chef de cabinet du préfet d'Eure-et-Loire en 1956, il devient directeur du cabinet de Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, en 1960. Il sera successivement préfet du Lot, directeur de la Sécurité civile, préfet du Val-de-Marne, préfet de la région Limousin et, depuis 1991, préfet de la région Picardie.

### FONCTION PUBLIQUE

Jean-François Rocchi

Jean-François Rocchi, détaché depuis 1990 auprès de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a été nommé, jeudi 1<sup>er</sup> avril, directeur du cabinet d'André Rossinot, ministre de la fonction publique.

Né le 1<sup>er</sup> septembre 1955 à Casablanca (Maroc), ancien élève de l'ENA, Jean-François Rocchi est inspecteur général de l'administration de 1981 à 1985. Il rejoint alors la Caisse des dépôts et consignations où il est nommé sous-directeur en 1988. Après président de la Caisse de modernisation industrielle (1989-1990), il était, depuis 1990, détaché auprès de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, en qualité de directeur des études du groupe.

### AGRICULTURE ET PÊCHE

Pierre-Olivier Drège

Pierre-Olivier Drège a été nommé directeur du cabinet de Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche.

Né le 22 décembre 1949 à Roslyn (Etat de New-York), Pierre-Olivier Drège est ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts. Il a été en poste à la direction de l'agriculture du Puy-de-Dôme, entre 1975 et 1978, puis chargé de mission, pour la pêche et l'aquaculture, au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SCCE) jusqu'en 1980. Il est ensuite conseiller technique au cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, jusqu'en 1981. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir il entre à l'OTIE national interprofessionnel des viandes, de l'aviculture et de l'élevage. Entre 1986 et 1988, il dirige le cabinet d'André Guéhenne, secrétaire d'Etat à la mer. Depuis 1989, il était directeur général de la Société d'aménagement du marché de Rungis (SEMARMIS).

### LOGEMENT

Evelyn Ratte

Evelyn Ratte a été nommée directrice du cabinet d'Hervé de Charette, ministre du logement.

Née le 15 novembre 1951 à Lyon, agrégée d'histoire et d'économie, Evelyn Ratte a été de 1979 à 1983 administrateur du bureau « Equipement-logement »

à la direction du budget. Après être restée jusqu'en 1983 attachée financière à l'ambassade de France à Bonn, elle est devenue ensuite chef de bureau à la direction du budget. De 1986 à 1988, elle occupait déjà le poste de directrice de cabinet de M. de Charette, alors ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan. Depuis cette date, M<sup>me</sup> Ratte était conseiller référendaire à la Cour des comptes (chambre sociale).

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## POLITIQUE

Les priorités du gouvernement  
de M. BalladurBanque de France :  
la « solution providentielle »

C'est un farouche opposant à l'indépendance de la Banque de France, Philippe Séguin, qui a été élu, vendredi 3 avril, président de l'Assemblée nationale. Le même jour, lors de la première réunion en conseil des ministres de son gouvernement, Edouard Balladur annonçait que la réforme du statut de la Banque de France serait rapidement mise au point.

Les débats autour de l'indépendance de la Banque de France, surabondante, par tradition, au gouvernement, — l'autonomie — comme l'a dit vendredi M. Balladur, promettent d'être agités. D'autant que, une fois n'est pas coutume, les élus de la nouvelle Assemblée travailleront sous les regards scrutateurs des opérateurs des marchés financiers, qui ont suivi de très près, ces derniers mois l'évolution du projet.

Au plus fort de la tourmente monétaire de l'automne 1992, la réforme du statut de la Banque de France, serpent de mer des années 80, est en effet apparue comme une « solution providentielle » pour ramener le calme sur les marchés. Elle seule, ont alors estimé de nombreux hommes politiques et spécialistes, serait à même de renforcer la crédibilité de Paris auprès de Francfort. Immédiatement, l'opposition avait promis de déposer un projet de réforme des statuts dès la session de printemps et de inscrire le principe dans la plateforme électorale de l'Union pour la France.

Ignorant ce texte, le député des Vosges Philippe Séguin avait déclaré qu'accorder une telle indé-

pendance reviendrait à « confier un pouvoir exorbitant à une bande de technocrates qui peuvent engendrer des crises terribles sans avoir à rendre de comptes à personne ». Charles Pasqua, nouveau ministre de l'Intérieur, avait, pour sa part, estimé qu'un tel projet ne devait pas être envisagé dans l'immédiat.

Au-delà des rivalités politiques, les débats au Parlement porteront sur plusieurs points fondamentaux. Savoir tout d'abord si le gouverneur, nommé pour une durée fixe (Jacques de Larosière, l'actuel gouverneur, est révoquant à tout moment), sera élu d'un conseil et si l'institut sera véritablement géré de manière collégiale. Déterminer, ensuite, si les établissements de crédit resteront sous la tutelle de la Banque ou si leur contrôle prudentiel reviendra entièrement au ministre de l'Économie. Enfin, enfin, les rapports entre la Banque et le gouvernement dans ce domaine où les textes cèdent la place, depuis des décennies, à la pratique. Réviser, accessoirement, le statut des dix-sept mille salariés de l'établissement.

Actuellement, les statuts de l'institut de la rue de la Vrillière, dont la dernière version date de 1973, stipulent que la Banque participe à la mise en œuvre de « la politique monétaire arrêtée par le gouvernement ». Un « censeur », nommé par le ministre de l'Économie, dispose même d'un droit de veto sur son conseil. La réforme devrait mettre fin à cette dépendance. Mais de nombreux experts soulignent que, dans les faits, la Banque de France dispose déjà d'une assez grande liberté et que son mode de fonctionnement évolue lentement. Ce qui explique peut-être que M. Balladur, qui avait déjà réfléchi à la réforme en 1986, ait préféré vendredi le terme de « autonomie » à celui d'« indépendance ». Le ministre de l'Économie, Edouard Balladur, paraît, quant à lui, plus dogmatique et favorable à une indépendance absolue, le plus strictement possible.

Quoi qu'il arrive, le gouvernement conservera la détermination du taux de change, et c'est donc lui qui devra prendre les décisions relatives au franc et au système monétaire européen.

Lionel Jospin, ancien premier secrétaire du PS, a annoncé, samedi matin, devant le comité directeur, qu'il renouait à ses fonctions au bureau exécutif et au comité directeur du PS et qu'il entendait reprendre une activité professionnelle qui pourra le « tenir éloigné, pour un temps, de l'action politique directe ». Il a précisé :

« Je ne vois pas se dessiner la volonté — une volonté réellement commune — de rechercher les causes de cette grande défaite, de tirer les enseignements de la période historique qui s'achève ni de chercher des remèdes par des remèdes en cause. Je suis sûr que les propositions nouvelles, les projets que nous ne pouvons pas nous empêcher de proposer, le souci de garder les positions acquises et les explications convenues ».

« Or, on ne peut pas comparer la situation d'aujourd'hui avec d'au-

tres, antérieures. On ne peut se contenter de dire, comme pour se rassurer à peu de frais et décourager l'analyse : « on a déjà connu cela ». En 1958, la gauche avait traversé le drame d'une décolonisation ratée et la chute d'un régime. Après mai 68, elle subissait la réaction à son coup de colère étudiant et ouvrier que certains avaient vécu comme une tentative révolutionnaire.

« La gauche doit aujourd'hui son échec à elle-même. La désignation au chômage, la coupure avec les milieux populaires, des pratiques trop éloignées de nos idées, voilà les raisons de notre affaiblissement après douze années de pouvoir. Allons-nous l'admettre et en tirer les conclusions ? Ou pensons-nous fonder notre rétablissement sur l'exploitation mécanique des erreurs de la droite ? Tel est l'enjeu.

« Dans ces conditions, le maintien du statu quo au parti, dans les pensées et dans les façons d'agir — de quelque façon qu'on l'habille — sera mortel pour le mouvement socialiste. Je ne l'accepte pas.

« Faut-il alors une confrontation entre nous ? Si elle est confrontation d'idées, je dis oui. Car nos militants veulent débattre et dire ce qu'ils pensent. Mais déjà certains menacent de « vousgaviser » — retenez bien l'indécence du terme — le Parti socialiste. Et puis, on évoque le congrès de Rennes. Nous savons bien en fait, ce congrès de déchéance, qu'il l'a voulu et qui l'a subi. Mais l'opinion, elle, n'a pas fait ces distinctions et pour ce qui me concerne, j'en porte encore le poids. C'est pourquoi, et ma situation est ici singulière, je ne saurais me laisser aller à nouveau à un affrontement de ce type. Vous le comprendrez.

« Seule une démarche collective, désintéressée, oubliant les clans, et fondée sur la capacité à assumer ses responsabilités sera à la mesure de l'événement. Je veux souhaiter que le processus engagé aujourd'hui débouche positivement. Mais ce ne sera pas le cas si vous centrez la discussion sur le nom du parti, sur ses statuts, sur sa déclaration de principe ou sur ses modes de désignation interne, si vous croyez trouver la solution à nos problèmes dans la simple mise en cause des courants.

« C'est l'analyse en profondeur de ce qui nous a conduits là où nous sommes, c'est l'interrogation sur les chemins que nous devons emprunter à l'avenir, qui doivent être mises au cœur d'un débat digne de nos militants et de millions d'hommes et de femmes de gauche. Car de là seulement pourra venir la renaissance ».

M. Jospin se démet de ses fonctions  
au bureau exécutif et au comité directeur

## Perte d'identité

Suite de la première page

« Or, ajoute Henri Weber, l'essence de la social-démocratie, c'est la capacité d'intervention de la puissance publique pour contrebalancer les effets du marché ».

Pendant la première législature de gauche, explique le conseiller de Laurent Fabius, les socialistes avaient dû redresser l'économie française et relancer l'Europe, c'est-à-dire organiser « le partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises pour qu'elles puissent recruter leurs jeunes propres et investir » et faire l'acte unique européen, en 1985, dans un contexte marqué par la domination des conservateurs en Europe. « Cela a brouillé notre image, dit-il. Nous avons été suivis jusqu'à fin 1991. A ce moment-là, il y a eu l'effacement de la crise, la montée en force du chômage, et le mouvement de gauche a été évincé ».

Pour Alain Bergounioux, les socialistes avaient commencé par appliquer les vieilles méthodes de la planification de la consommation, extension du secteur public, politique industrielle, mais ils se sont heurtés à « l'impossibilité de redistribuer suffisamment ». « Nous avons eu une

deuxième chance en 1983, avec la réélection de François Mitterrand et la reprise économique, mais la plongée dans la crise nous a placés devant des difficultés déjà rencontrées au cours du premier septennat, sans le crédit dont nous disposions alors, dit-il. La volonté d'alternance a fait le reste ».

Le tournant  
des années 80

La question qui se pose aujourd'hui pour le conseiller de Michel Rocard comme pour François Hollande, proche de Jacques Delors, c'est moins celle de l'échec — il est assez normal qu'un parti ne puisse rester au pouvoir ou d'être élu dix ans, dit le second — que celle de son ampleur. « En 1986, observe François Hollande, les conditions du rebond étaient dans le résultat. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il y a un travail d'introspection à faire ».

Alain Bergounioux s'interroge sur ce qui fait la « fragilité du socialisme français » et sur les raisons pour lesquelles, historiquement, « les expériences du PS au pouvoir, en France, se terminent par des crises stratégiques et morales ». Aujourd'hui, estime-t-il, il existe « un doute des

socialistes sur eux-mêmes », parce que « le tournant des années 80 n'a pas été vraiment assumé ». Henri Weber propose de l'assumer radicalement, en analysant ce qui arrive aujourd'hui aux socialistes comme « la fin du cycle court d'Epinay » (ville où s'était tenu le congrès de refondation du PS en 1971) et d'une stratégie inspirée par la vulgate marxienne, et « la fin du cycle long du mouvement ouvrier socialiste et du progrès conçu comme l'extension indéfinie et cumulative de la protection sociale ».

« Là encore, le fabulisme et le rocardien se rejoignent, Alain Bergounioux diagnostiquant « la fin du socialisme traditionnel ». Pourquoi « traditionnel » ? « Il faut assurer le renouvellement à partir d'une mémoire, répond-il. Cela dit, le mieux est de raisonner en termes de « gauche ». Il estime que le caractère « interclassiste » du parti français, à la différence de certains de ses homologues d'Europe du Nord, « peut être une chance ». « Le PC est lié à une sociologie déclinante, le PS l'est moins », estime l'interlocuteur de Michel Rocard. Cela veut dire que son avenir dépend de l'offre politique qu'il présentera.

François Hollande s'interroge davantage de cette perte d'identité idéologique et sociologique. « 1983-1993, c'est, dit-il, l'histoire d'une gauche qui ne veut plus se situer sur son propre terrain. On a

assisté à une abdication de la volonté politique. A force de ne vouloir méconter personne, on finit par ne plus avoir d'électeurs. Du coup, la droite a récupéré les électeurs populaires : les ouvriers, les paysans, les habitants des banlieues ».

Pour Jean-Christophe Cambadélis, ancien député de Paris, qui se range parmi les jospinistes, « les électeurs nous ont abandonnés, d'abord, parce qu'ils avaient l'impression que nous les avions abandonnés ». « Notre identité, ajoute-t-il, semblait devoir se résumer à la théorisation de notre renouveau à l'extérieur, un rapport critique avec le capitalisme. Aujourd'hui, la gauche avait des adversaires ; désormais, elle n'avait plus que des consensus ».

François Hollande y insiste, lui aussi : « La gauche, dit-il, doit de nouveau faire peur à l'argent, alors qu'au cours de la période qui s'achève, elle n'a cessé de s'identifier à lui : la gauche et les affaires, la gauche et la libéralisation des mouvements de capitaux, la gauche et les résultats sans précédent de la Bourse, etc ». Jean-Yves Chevènement, l'un des députés socialistes les mieux lus, à Belfort, disait au soir du second tour : « Les Français n'ont pas condamné les socialistes parce qu'ils étaient socialistes, mais parce qu'ils ne l'étaient plus. La gauche n'a pas échoué par excès d'ambition, mais par défaut, quand elle a choisi la Bourse contre l'emploi et perdu le droit de « pouvoir pour le pouvoir » son seul horizon ».

Et Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, dénonce vertement ceux qui, voulant renouer au nom de socialisme pour leur parti, suppriment les courants, etc., restent dans la cohérence qui a produit la défaite : pour eux, c'est le socialisme qui a été battu, non leur personne, leurs idées, leur politique.

Trois grandes  
insécurités

Entre les « réformateurs » et ceux qui se proposent, plutôt, d'accompagner l'évolution, le clivage est assez net. François Hollande, qui se range parmi les premiers, voit deux évolutions possibles pour le PS : « Ou bien, dit-il, la gauche se refonde une identité, autour d'un projet de transformation de la société, ou bien, s'inspirant de l'exemple d'Edouard Balladur à droite, elle forme un appareil politique d'opposition, sans idéologie trop nette, qui attend le retour de balancier de l'alternance ». N'est-ce pas le second terme de l'alternative que privilégie Alain Bergounioux lorsqu'il insiste sur la « volatilité que les sondages traduisent au cœur de l'électorat » et sur le fait qu'il y a, dans les deux camps, des circonscriptions où les socialistes ont été battus, des candidats à pied d'œuvre pour la prochaine fois ?

« Aujourd'hui, tous les partis sont conservateurs et réformistes à la fois », estime Henri Weber, pour qui cette opposition n'est donc plus aussi pertinente. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas des valeurs de gauche, opposées à des valeurs de droite. Pour le conseiller de Laurent Fabius, dans « un contexte mondial marqué par l'effondrement des grandes idéologies de gauche — communisme, marxisme, social-démocratie nordique —, on traverse une période caractérisée par trois grandes insécurités : sociale, politique et internationale ». « De telles périodes, ajoute-t-il, ne sont pas propices aux politiques généreuses et altruistes. L'esprit dominant est celui du « chacun pour soi », d'où la possession à droite que l'on observe dans la société. Mais la droite n'hésitera pas à couper dans la chair des protections sociales, et la sécurité pourrait, alors, changer de camp ».

PATRICK JARREAU

## LIVRES POLITIQUES

**LE GRAND MANÈGE**  
de Dominique Bromberger  
Plon, 280 pages, 125 F.  
**RENDEZ-VOUS POLITIQUES**  
de Christine Clerc  
L'Archipel, 267 pages, 120 F.  
**LES SOCIALO-CAPITALISTES**  
de Renaud de La Baume  
Albin Michel, 236 pages, 98 F.

S'il fallait prouver que l'image, même quand elle est accompagnée d'un commentaire, forcément succinct, ne suffit pas à rendre compte du contenu, dans tous les épisodes, de l'actualité, Dominique Bromberger, présentateur du journal télévisé et éditorialiste de politique étrangère de TF1, pourrait livrer son témoignage. Ce qu'il fait, précisément, dans un ouvrage consacré aux Grands de ce monde, qu'il s'en soit l'occasion de rencontrer ces derniers mois. Portraits, conversations, confidences hors enregistrement, observations délibérément subjectives, rapprochements et comparaisons qu'appelle la complexité des situations, tout ce que l'information personnelle et directe, enrichie par la connaissance des dossiers et l'expérience du métier, filtre par les exigences de l'exposition par écrit, peut apporter dans l'appréhension des événements et des acteurs politiques, se trouve réuni dans cette chronique du pouvoir, tel qu'il s'exerce (ou fait défaut) aux points chauds de la planète.

Il ne s'agit pas ici de magnifier à peu de frais la presse écrite aux dépens de la télévision, d'une part parce que les images sont souvent plus démonstratives que les récits, d'autre part parce que les quotidiens et les hebdomadaires ont leurs propres contraintes de temps, de place, qui las-

## Portraits volés

empêchent d'élire, sinon jusqu'au bout, du moins le plus loin possible dans leur souci d'informer. Les journalistes ne disposent jamais, en tout cas dans les délais impartis, de toute la matière informative souhaitable, mais, souvent, ils en possèdent plus qu'ils ne pourront en livrer à travers leurs médias. Aussi bien sont-ils tentés de la reprendre sous une autre forme, avec plus de recul, pour ne pas rester sur une frustration due à d'autres facteurs que la rétention volontaire ou complice.

Ainsi, en revenant sur ses pas, Dominique Bromberger peut rendre justice à l'action historique de M. Gorbatchev, mais s'étonner que « les grands du monde occidental » aient continué de « se suivre tête baissée, alors qu'il n'avait pas les moyens de jouer la rôle qui lui vaudra une place dans l'Histoire ». Voilà qui relativise la portée des liens personnels que les dirigeants prétendent nouer entre eux, à la faveur de rencontres trompeuses sur leur réelle capacité d'échange. A force de le suivre dans ses pégrinations, Dominique Bromberger peut tracer un portrait aigre de Roland Dumas, à propos de l'affaire Hebach, et observer le degré de compléxité que ce ministre entretenait avec le président de la République. « Peut-être sent-il, écrit-il au sujet de ce dernier et de la même affaire, que ce système d'amitiés, de confidences, de rôles, de solidarités exorbitées qu'il a mis en place se trouve à l'origine de ce dérapage qui, paradoxalement, rappelle la IV<sup>e</sup> République ».

Du récit ironique d'un voyage

présidentiel en Turquie, on passe à une méditation sur la responsabilité politique à travers la publication des écrits intimes de Pierre Drieu la Rochelle et de Louis Althusser, puis à une vision tragique de la Yougoslavie pays où, chaque paysan, chaque ouvrier, chaque intellectuel ayant un parent à venger, le nationalisme représente la plus sûr des ressorts de l'action politique, ce qu'a bien compris le dirigeant serbe Milan Milosevic, dont les adversaires disent qu'il appartient à une famille suicidaire et qu'il ira jusqu'au bout de son aventure, quoi qu'il puisse en coûter à lui-même, ou à son pays. Le voyage se poursuit dans le Danemark, devenu profondément « xénophobe », en Algérie, dont le régime représente à bénéficié, regrette l'auteur, de la conjonction du silence de l'ensemble de la classe politique française, ou en compagnie de Bill Clinton, qui apprend vite son métier, de Vladimir Havel, qui y rencontre bien des déconvenues, de George Bush, de Philippe Séguin, pour ne citer que quelques peintures de cette galerie de portraits et de paysages : Dominique Bromberger y circule en guide averti et entrouvre à ses lecteurs les portes d'un monde méconnu, en dehors de ce qu'il donne à voir de lui-même.

Un peu dans la même veine mais en s'attachant, plus précisément, à ceux qui furent ses interlocuteurs le temps d'une ou plusieurs rencontres, Christine Clerc propose un bestiaire politique. Elle croque d'un trait vif les vedettes dont l'éclat pâlit et celles dont

l'étoile monte. Là aussi, il s'agit de percer, à travers un regard personnel, une part de vérité, une pointe d'authenticité, chez des hommes et des femmes, professionnellement formés à composer leur image publique. Parmi les quatre-vingt-un personnalités croquées, on signalera, puisque l'on vient de parler d'eux, ceux brossés ensemble de MM. Mitterrand et Gorbatchev, parce qu'ils montrent combien les liens de sympathie ou de complicité tiennent à des détails et ne résistent guère aux sècles de l'Histoire.

Autre série de portraits, ceux des « socio-capitalistes » : Renaud de La Baume appelle ainsi les managers de l'économie qui ont participé à l'aventure de la gauche au pouvoir. Il décrit leurs parcours et leurs métamorphoses, dans la mesure où, selon l'auteur, ils ont rapidement adapté leurs convictions socialistes du début aux contraintes et aux avantages de l'économie libérale. « La génération mitterrandienne de 1981 s'est totalement fondue dans le capitalisme de droite, qui lui-même, pour survivre, a dû accepter les nouvelles règles de la gauche gouvernementale », écrit l'auteur en conclusion. On attend avec curiosité de savoir ce que deviendront « les élites roses » avec les nouveaux gouvernements !

La politique est faite par les hommes (et en principe pour eux), nul ne l'ignore, mais c'est en approchant d'un peu plus près les acteurs qu'on en mesure les promesses et les limites : des recueils de portraits donnent davantage de vie et d'humanité aux images et aux discours que dispensent les intéressés à travers la système médiatique.

مكتبة الأمل



JUSTICE

# Prisons surveillées

L'Observatoire international se veut l'équivalent d'Amnesty pour les détenus de droit commun

LYON

de notre envoyé spécial

« Depuis que l'Observatoire international des prisons (OIP) a été créé, en octobre 1990, nous n'avons jamais eu plus de deux ou trois mois d'existence financière devant nous », assure Bernard Botze, fondateur et secrétaire général de cette nouvelle organisation non gouvernementale (ONG), basée à Lyon (1). Une perspective bien précaire pour une association qui veut être aux détenus de droit commun, en France et à l'étranger, ce qu'Amnesty International est aux prisonniers politiques, avec cette différence qu'elle ne milite pas pour la libération des prévenus ou des condamnés.

Une ambition qui exige des moyens, et c'est pourquoi ses animateurs - sept permanents, dont cinq bénévoles - ont frappé à de nombreuses portes pour obtenir des subventions, afin de constituer, pour 1993, un budget de 2,5 millions de francs. Ils ont obtenu 1,5 million de francs à la Commission des Communautés européennes (2), 300 000 F à la Fondation de France et 250 000 F au Comité catholique contre la faim et pour le développement. Ils ont sollicité des aides, publiques ou privées, auprès de collectivités territoriales, de délégations ministérielles, de barreaux d'avocats, d'institutions religieuses, de jeunes chambres économiques, de la Fondation européenne de la culture, de l'UNESCO, etc. Ainsi qu'auprès d'associations humanitaires, comme Terre des hommes ou Agir ensemble pour les droits de l'homme, qui a été la première à accorder une subvention (30 000 F), contribuant fortement à la naissance de l'OIP dans le dernier trimestre de 1990.

## Un vide à combler

D'autres partenariats ont suivi, en 1991 et 1992 : le barreau de Lyon et la Confédération des barreaux Rhône-Alpes, la direction régionale de l'action culturelle Rhône-Alpes, la fondation France-Liberté (présidée par Danielle Mitterrand), la Sauvage de l'enfance pour la Savoie et la CCE elle-même, qui a octroyé une « aide d'urgence » de 15 000 francs (100 000 F), accompagnée d'une lettre de Jacques Delors. Au total : 250 000 F l'an dernier, qui ont permis à la jeune

ONG lyonnaise de survivre et de persévérer au jour le jour.

En outre, la Ville de Lyon a mis à sa disposition un local, au départ exigu et vétuste, auquel on accédait en pataugeant dans la boue, aujourd'hui agrandi et un peu plus accueillant, grâce à des fournitures gratuites de matériel, provenant, notamment, d'EDF-GDF. Mais, là aussi, la situation est aléatoire : une rénovation immobilière est en cours et, dans un an, l'OIP devra peut-être se mettre en quête d'un nouvel abri. Enfin, un nombre appréciable de mouvements (comme la Fédération internationale des droits de l'homme ou l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) et d'individus ont apporté leur soutien ou leur collaboration, surtout après la parution d'un plaidoyer dans ces colonnes (3).

L'énumération des « parrains » et « marraines » de l'ONG lyonnaise montre que l'initiative de Bernard Botze a comblé un vide : comme il est écrit dans ses publications, dont *De facto*, sa lettre mensuelle, l'OIP « a pour objectif, en France et dans le monde, la surveillance des conditions de détention des personnes incarcérées et l'alerte, le cas échéant, sur les manquements aux droits de l'homme, dont la population pénale peut faire l'objet ». Il se fonde sur de nombreux textes de référence, de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants (1987), en passant par diverses résolutions de l'ONU.

La liste - qui devrait s'allonger si l'OIP n'est pas brutalement victime d'une mort pécuniaire - des « bienfaiteurs » et des « appuis » illustre ensuite le sérieux de ses buts et de son action.

Ancien journaliste (profession qu'il a exercée pendant dix ans), spécialisé dans les problèmes dits « sociaux » ou « marginaux », Bernard Botze, âgé de quarante et un ans, a lui-même connu la prison, en tout bien tout honneur selon ses convictions : il a été condamné, en 1979, à six mois ferme pour insoumission et il a accompli quatre mois effectifs derrière les barreaux. « Au bout de quinze jours, dit-il aujourd'hui, j'avais l'impression d'être enfermé là depuis une éternité. En prison, un jour est un jour. » Aussi, pas la peine d'ajouter, à la privation de liberté, l'arbitraire, le mépris, la violence, l'humiliation.

C'est fort de cette certitude que Bernard Botze a créé l'OIP, nullement animé d'un esprit de

revanche ou polémiste et refusant tout jacobinisme : les dettes envers la société, affirme-t-il en substance, doivent être payées, sans pour autant que les années de prison soient « distribuées à la tête du client ».

L'ONG enquête, compte tenu de la personnalité de son fondateur, selon des critères et des méthodes journalistiques : recueil d'informations vérifiées, recoupées. Pour cela, des « groupes locaux d'observation » (GLO) ont été constitués, chacun devant effectuer la radio-scopie d'une maison d'arrêt, d'un centre de détention, d'une centrale. En France, il n'en existe encore qu'une quinzaine - sur cent quatre-vingt-trois prisons - mais il s'en forme régulièrement et, à l'étranger, l'OIP peut actuellement compter sur une centaine de correspondants, dans soixante-dix pays.

## Cinq cent quinze questions

Chaque GLO, qui doit être financièrement indépendant et auquel il est interdit de faire état de convictions politiques, philosophiques ou religieuses, est composé, selon les cas, de médecins, d'infirmières, d'aumôniers, d'avocats, de magistrats, de visiteurs de prison, de journalistes, de militants associatifs, de travailleurs sociaux, de femmes et proches de prisonniers, de détenus libérés (peu nombreux, car la majorité sont surtout soucieux de tourner la page). Dans tel groupe, on note même la présence d'un capitaine de gendarmerie à la retraite.

« Des faits graves », comme la mort suspecte de détenus - le GLO Saint-Paul-Saint-Joseph à Lyon a enregistré depuis février 1992 sur le décès de Francisco Filho - à la panoplie des brimades « ordinaires » (une femme qui venait de parcourir 800 km s'est vu refuser le portier de son mari pour quelques minutes de retard), le champ d'action de l'OIP est vaste.

Pour le cerner, un questionnaire, comprenant cinq cent quinze interrogations, très « pointues », a été remis à chaque GLO, en France et à l'étranger. Ce document, appelé *L'Observateur*, passe au crible tous les aspects de la vie carcérale, de la description méthodique d'une cellule ou des repas à la sexualité et au sida, en passant par le comportement quotidien, au travail, en promenade, en isolement, etc., des

surveillants et des prisonniers. Chaque année, les GLO doivent remettre ce questionnaire à la direction de l'OIP, qui en établit une synthèse, destinée à alimenter son rapport annuel. Une mine de renseignements est attendue et le premier rapport officiel de l'ONG lyonnaise sera rendu public en juin. « C'est effectivement un premier rapport et il faudra en excuser les insuffisances », les lacunes », prévient Bernard Botze.

D'autres publications sont prévues - notamment des monographies, d'une trentaine de pages, d'établissements pénitentiaires. La trésoirie de l'OIP devrait grossir si ses projets de collecte de fonds aboutissent : les cotisations des adhérents (trois cent cinquante actuellement), les dons recueillis dans le cadre du mécénat d'entreprise et ses propres produits autour pour objet, d'ici à cinq ans, de réduire les demandes de subventions, dans un souci d'autonomie.

Déjà, l'OIP a organisé, le 23 janvier, une opération intitulée « Six beaux pour l'Observateur » (prix de parole et concert), qui a attiré sept cents personnes au Théâtre de la Renaissance à Oullins (Rhône). De plus, quelque quatre-vingt graphistes de renom, originaires de seize pays, ont accepté, à l'initiative de Roman Cieleswicz, célèbre artiste plasticien polonais, de créer une œuvre relative à l'univers carcéral. Trois expositions itinérantes sont programmées, cet été à Echirrolles (Isère) et à Lyon, et, du 12 octobre au 15 novembre, au Centre Georges-Pompidou à Paris.

Progressivement, l'ONG lyonnaise creuse donc son sillon, même si ses animateurs, ni naïfs ni dupes, savent que ce n'est pas demain que la prison deviendra une maison de verre : beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts du Rhône, du Zaïre ou du Rio Grand. Mais ce n'est pas pour les décourager, car ils se sont préparés à une tâche de longue haleine.

MICHEL CASTAING

(1) 11, rue Puits-Gaillot, BP 1196, 69203 Lyon Cedex 01. Tél : (06) 72-00-27-79. Fax : (06) 78-29-09-93. L'assemblée générale de l'OIP, le 20 mars, portait à sa présidence Christine Daur-Serfaty.

(2) L'OIP s'est appuyé pour cette demande sur l'amendement adopté par la commission des budgets du Parlement européen prévoyant des « subventions en faveur des activités d'organisations non gouvernementales développant un programme international d'observation des prisons ».

(3) « Pour un Observatoire international des prisons », publié dans *Le Monde* du 16 novembre 1991.

MÉDECINE

An « Journal officiel »

# Deux décrets sur la lutte contre l'alcoolisme

Le *Journal officiel* du 30 mars a publié deux des trois décrets d'application de la loi Evin du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre l'alcoolisme. Le premier décret concerne les conditions dans lesquelles les producteurs de boissons alcoolisées pourront signer leur participation à des opérations de mécénat. Le second texte est relatif à la publicité dans les lieux de vente à caractère spécialisé : débits de boissons (à l'exception des stations-services), débits temporaires des installateurs de vente directe des vigneronnes (*Le Monde* du 17 mars).

En dépit de la publication in extremis de ces deux décrets, le dispositif d'application de la loi Evin demeure incomplet. La loi prévoit en effet un troisième texte, le plus important, sur la réglementation de l'affichage en faveur des boissons alcoolisées. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et du développement rural dans le gouvernement Bérégovoy, avait annoncé à plusieurs reprises son intention de ne pas signer ce texte qui, selon lui, pénalise la viticulture française (*Le Monde* du 18 février). En dépit de l'engagement de M. Bérégovoy qui, le 18 février, déclarait que « la loi

Evin serait correctement appliquée », aucun accord n'avait pu être trouvé. L'enjeu porte ainsi sur 500 millions de francs, dont une partie importante pourrait revenir à la presse écrite pour adultes (si l'affichage était interdit, sauf pour les vins de qualité dans leur zone de production, comme la loi le prévoit).

Jacques Chirac ayant à plusieurs reprises, lors de la campagne électorale, manifesté son intention d'« assouplir » le dispositif de la loi Evin, il reste dorénavant à connaître les décisions que pourra prendre sur ce thème Simone Veil, ministre des Affaires sociales et de la santé du nouveau gouvernement.

J.-Y. N.

## Dénonçant la non-application des accords de 1991

### La Coordination infirmière dépose un préavis de grève

Dans un communiqué adressé le vendredi 2 avril à Simone Veil, ministre des Affaires sociales, de la santé et de la ville, la Coordination nationale infirmière a annoncé qu'elle déposait un préavis national de grève de huit jours dans l'ensemble des secteurs, du 29 avril, minuit, au 6 mai inclus. Dénonçant la non-application des accords signés en novembre 1991 avec Bruno Durieux, alors ministre délégué à la santé (*Le Monde* du 9 novembre 1991) et daté 17-18 novembre 1991), les infirmières se demandent « où sont passés les 4 000 postes promis » et « comment en arriver aux 35 heures de nuit ». Elles critiquent également les modalités du diplôme unique d'infirmier. Le dimanche 4 avril, elles devaient fêter le 300<sup>e</sup> jour de leur sit-in installé avenue de Ségur, face au ministère de la Santé.

DÉFENSE

Pour un exercice de combat urbain

# Des légionnaires à l'assaut de Brignoles

Associé à des éléments de l'aéronavale et de l'unité n° 7 de la sécurité civile, qui est une formation du ministère de l'Intérieur pour la lutte contre les incendies de forêts, le 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie (REI) devrait investir, lundi 5 avril, la périphérie de l'agglomération de Brignoles (Var) à l'occasion d'un exercice de combat de rue. Préparé depuis six mois, cet exercice, baptisé « Bri-93 », a lieu - mais c'est le fait du hasard - dans une ville située en un département où le nouveau ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, exerce des fonctions locales.

Ce sont des détachements de la 6<sup>e</sup> division légère blindée (DLB), une unité relevant de la force d'action rapide (FAR), qui constituent le gros des forces affectées à l'exercice. Au total, 1 750 militaires sont mobilisés, avec quelque deux cents véhicules (dont des véhicules de l'avant blindés), quatre avions et six hélicoptères, face à un « plastron » qui réunit un groupe d'hommes censé symboliser l'adversaire.

Le 2<sup>e</sup> REI du colonel Emmanuel de Richemont a été chargé plus spécialement de mener des actions offensives et défensives entre les villes de Nîmes (Gard), où le régiment stationne habituellement, et de Brignoles, où l'exercice doit s'achever par la prise de l'agglomération. En effet, cet investissement - qui se veut réaliste - de la périphérie de Brignoles est l'élément phare de la manœuvre, ce qui suppose d'étudier, d'une part, l'approche et l'infiltration des lignes défensives, et, d'autre part, le combat de rue associant la composante militaire de l'exercice à une population locale.

Depuis la fin de l'année dernière, des légionnaires du 2<sup>e</sup> REI portent au Cambodge le « casque

bleu » des Nations unies. En 1993, d'autres devraient être déployés - pour un volume global de deux compagnies - en ex-Yugoslavie et au Cambodge, ainsi qu'en République de Djibouti, probablement à la fin de l'année.

Les nouvelles missions de l'armée de terre française la conduisent de plus en plus souvent à envisager le combat en milieu urbain ou, à tout le moins, le contrôle d'une ville, comme souvent désormais l'exigent les opérations de maintien de la paix ou d'assistance humanitaire. Dans quelques-unes de ses garnisons, comme dans la citadelle de Givet (Ardennes) ou au camp de Canjuers (Var), l'armée a reconstitué des villages pour permettre un entraînement de ce type de combat dont la seconde guerre mondiale (avec la bataille de Stalingrad ou la prise de Berlin), puis les missions d'interposition dans des quartiers de Beyrouth, au Liban, ont fourni maints exemples.

□ Exercice aérien « Dextre 93 » du 5 au 7 avril. - L'armée de l'air organise, du 5 au 7 avril, un exercice aérien dénommé « Dextre 93 », qui mobilisera 9 000 hommes et près de 200 avions dans l'espace aérien, au sud d'une ligne Nantes-Dijon. Cet exercice a pour but de vérifier la capacité du dispositif français à détecter des intrusions aériennes et à gérer une crise. Outre des réservistes localement rappelés sous les drapeaux, 4 000 hommes des forces de défense aérienne et 5 000 appartenant à la force aérienne tactique seront mobilisés par ces manœuvres auxiliaires des forces alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Espagne et Allemagne) participant, ainsi que la marine nationale et l'armée de terre française.

Les suites de l'affaire Jean-Michel Boucheron

## Annulation d'une partie de la procédure visant Michel Gabaude

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a annulé une partie de la procédure concernant Michel Gabaude, l'un des proches de Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste d'Angoulême inculpé de corruption et réfugié en Argentine, indiquant, vendredi 2 avril, au parquet d'Angoulême.

Michel Gabaude, ingénieur-conseil à la Société d'études de pilotage et de coordination (SEPC), avait été inculpé, le 17 février 1993, de faux et usages de faux en écritures privées de commerce ou de banque par M<sup>me</sup> Piot, juge d'instruction à Bordeaux. Il avait été alors placé sous contrôle judiciaire et laissé en liberté.

Michel Gabaude, soupçonné de s'être livré à des opérations de financement politique occulte, avait déjà été inculpé à deux reprises dans deux dossiers liés à l'affaire Boucheron : la première fois en février 1991, à Paris, pour complicité de corruption, faux en écritures et complicité d'ingénierie, la deuxième fois le 13 juin 1992, à Angoulême, pour faux et usage de faux.

La cour d'appel de Bordeaux a estimé que le réquisitoire du 13 juin 1992 avait été introduit tardivement par le procureur d'Angoulême, Joël Guillon. Elle a donc annulé les deux inculpations

prononcées en 1992 et en 1993 contre Michel Gabaude, qui n'est plus sous contrôle judiciaire. M. Guillon a déclaré à l'AFP, qu'il estimait « ne pas avoir eu d'éléments suffisants pour déposer [sa] requête avant le 13 juin 1992 ». « Cela n'a pas été l'avis des magistrats de la chambre, mais je n'ai aucun commentaire à faire sur cette décision. » Selon le procureur, cette annulation ne préjuge rien de l'action publique, mais « la reporte simplement de quelques mois ».

□ La SAGES et le PS de Loire-Atlantique : ouverture d'une information judiciaire. - Le parquet de Nantes vient d'ouvrir une information judiciaire concernant les liens entre la SAGES, le bureau d'études que dirigeait Michel Rey, et le Parti socialiste de Loire-Atlantique. Ce nouveau dossier, qui touche au financement occulte du PS en Loire-Atlantique, fait suite à la perquisition du juge Renaud Van Rynbeke, en janvier 1992, au siège parisien du bureau d'études et à l'enquête poursuivie depuis cette date par le magistrat nantais. Entre 1989 et 1991, la SAGES et sa filiale Aravis auraient touché des commissions sur plusieurs marchés publics de l'agglomération nantaise.

An Mémorial pour la paix de Caen

## Un Québécois lauréat du concours international de plaidoirie

Un avocat québécois, Jean Ouellet, du barreau de Québec (Canada), a remporté, vendredi 2 avril, au Mémorial pour la paix de Caen, le quatrième concours international de plaidoirie.

CAEN

de notre correspondant

Traditionnellement, le jour du printemps, reporté cette année pour cause d'élections, douze avocats français et étrangers viennent à la barre éphémère du musée Mémorial pour la paix de Caen. Exercice imposé : ils plaident en vingt minutes la cause des droits de l'homme à travers le monde. Née en 1990 à l'initiative d'un ancien bâtonnier du barreau de Caen, maître Bernard Blanchard, l'idée s'est pérennisée. « La défense des droits de l'homme est la mission éternelle de tous les barreaux du monde, et ce présupposé constitue tout naturellement une des préoccupations du Mémorial de Caen, ville dont le maire est avocat », explique Bernard Blanchard. Avec le tissu de relations que nous sommes en train de constituer un corpus de témoignages de violation des droits de l'homme sur l'ensemble de la planète.

Vendredi 2 avril à Caen, une jeune avocate belge, Chantal Moreau, du barreau de Bruxelles, a

plaidé avec sensibilité la cause d'un réfugié politique bosniaque expulsé du royaume de Belgique. Soudanais, M<sup>me</sup> Mama Konaté, de Dakar, a défendu les « casques bleus » des droits de l'homme, ces militants de l'humanitaire souvent pris pour cible à Sarajevo et ailleurs. Avocat américain du barreau de Chicago, Michael Closen a dénoncé la rétention d'information des gouvernements sur le sida, qui « emprisonne la population mondiale dans un état d'ignorance ». Un second avocat américain, de Louisiane, cette fois de culture francophone, Warren Perrin, s'est attaché au sort des Acadiens et à leur exil au XVIII<sup>e</sup> siècle. Très émouvante, Minodora Cliveti, avocate roumaine, a plaidé « pour que la loi soit reine et l'unique source du droit, pour un corps d'avocats connaissant des lois, maîtres du droit, honnêtes, dignes et courageux, conscients de leur nouveau rôle de missionnaires de la nouvelle religion, la religion des droits de l'homme ».

Mais, finalement, le jury a couronné Jean Ouellet. L'avocat québécois a soutenu la cause des Indiens Montagnais du Québec, dont les territoires du Grand Nord sont envahis par la puissance hydroélectrique du gouvernement provincial québécois.

JEAN-JACQUES LEROSIER



## SOCIÉTÉ

## ENVIRONNEMENT

## La France à sec

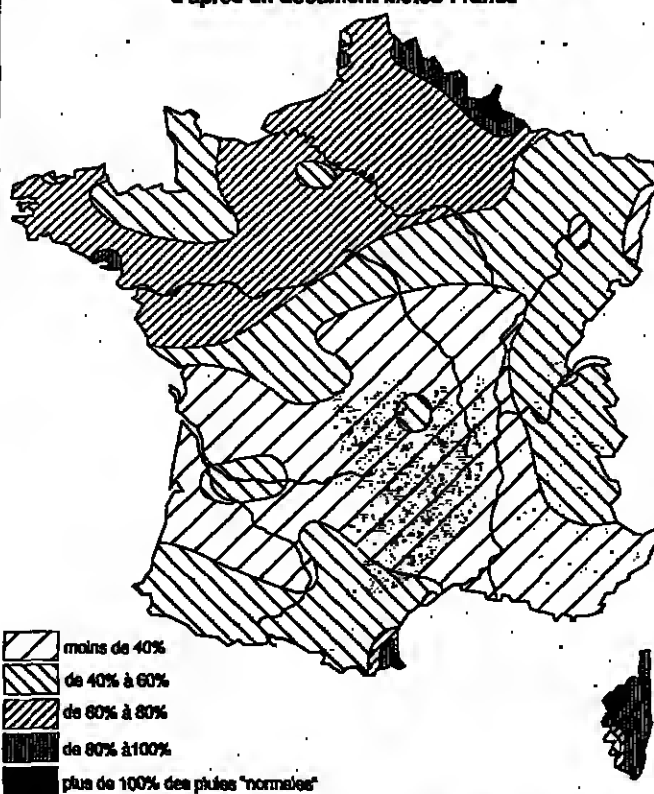
Persistance depuis l'hiver 1988-1989, la sécheresse, de plus en plus préoccupante, continue

Après la sécheresse quasi continue depuis l'hiver 1988-1989, on espérait au début de l'automne 1992 que les pluies de la « saison froide » (de novembre à mars) qui vient de s'achever seraient enfin « normales » et capables de recharger les nappes (1). Or le bilan de la « saison froide » 1992-1993 - y compris du mois de mars - que Météo-France vient d'établir se révèle, encore une fois, catastrophique pour les précipitations.

Les pluies ne sont efficaces, c'est-à-dire ne s'infiltrant dans le sous-sol et descendant dans les nappes, que de la mi-octobre à la mi-mars ou à fin mars. Pendant ces quelques cinq mois, la végétation est au repos et n'a presque pas besoin d'eau. La quasi-totalité des pluies est donc disponible pour, d'abord, imbibber le sol, puis remplir les nappes. A partir du 15 mars, en général, la végétation repart et utilise une bonne partie des pluies qu'elle rejette ensuite dans l'atmosphère par l'évapotranspiration. Pendant la saison végétative, l'eau du ciel n'est d'aucune utilité pour le sous-sol.

## Un mois de novembre excellent

Le mois de novembre 1992 a été excellent pour les précipitations : à l'exception du Sud-Est et de la Corse où les pluies ont été déficitaires des deux tiers pour le premier et de près de la moitié pour la seconde, l'ensemble du territoire français a bénéficié de précipitations excédentaires (de 16 % à 28 % selon les régions). Mais dès décembre 1992, les pluies se

Précipitations cumulées du 1<sup>er</sup> décembre 1992 au 31 mars 1993 d'après un document Météo-France

sont raréfiées. L'Ouest et la Corse ont reçu un tout petit peu plus d'eau que la « normale ». Le Nord, le Centre-Est et le Sud-Ouest ont tout petit peu moins que la « normale ». Mais le Nord-Est et le Sud-Est ont été privés chacun de près

d'un quart des précipitations auxquelles ces régions auraient pu s'attendre.

La sécheresse s'est sensiblement aggravée en janvier 1993. Les précipitations ont été normales dans l'Ouest. Elles ont même été supé-

rieures du quart dans le Nord. Mais elles ont été déficitaires partout ailleurs : du quart dans le Nord-Est, de près de la moitié dans le Sud-Est et la Corse et de 82 % dans le Sud-Ouest.

La situation a été encore pire en février 1993 : partout, la pluie s'est faite rare. Il a manqué un peu plus de la moitié des pluies dans le Sud-Est et la Corse, un peu moins des deux tiers dans le Nord, 82 %, 83 % et 84 % respectivement dans le Nord-Est, le Centre-Est et l'Ouest et même 93 % dans le Sud-Ouest.

## 94 % de déficit dans le Nord en mars

Encore plus sec a été le mois de mars qui vient de s'achever (2). Les sept régions météorologiques françaises ont été alors privées de la plus grande partie de leur eau « normale ». Le déficit des pluies n'a été « que » de 19 % en Corse, mais il a été de 67 % dans le Sud-Est, de 71 % dans le Nord-Est, de 78 % dans le Centre-Est et le Sud-Ouest, de 92 % dans l'Ouest et de 94 % dans le Nord.

YVONNE REBEYROL

(1) Les « normales » sont calculées à partir des relevés de précipitations ou de températures (faits pendant trente ans). En ce moment, la base des calculs de Météo-France est toujours la période 1951-1980. Bien sûr, la base de calcul des « normales » sera la période 1961-1990.

(2) Les chiffres de ce mois de mars que Météo-France a publiés pour nous paraissent un peu faibles. Mais on avait déjà, bien entendu, qu'il n'y a pas eu de pluie le 31 mars.

## COMMUNICATION

Confrontée à une offensive rose

## La Commission européenne sévit contre la télévision pornographique

La Commission européenne vient d'autoriser le gouvernement britannique à suspendre les émissions d'une télévision pornographique par satellite, Red Hot Television. Le débat sur ce type de chaîne est également lancé en Allemagne et en France.

Le rose fait rougir le petit écran. Plusieurs pays européens veulent bannir les films pornographiques de la télévision et la Commission européenne n'a pas l'intention, visiblement, de leur donner tort.

La chaîne de télévision néerlandaise Red Hot TV, visée par la décision prise, vendredi 2 avril, à Bruxelles, diffuse depuis le Danemark des films pornographiques en Grande-Bretagne par le biais du satellite Belsat 2. Il s'agit de films cryptés, trois fois par semaine, à partir de une heure du matin, dans 22 000 foyers britanniques équipés de son décodeur et dans quelques 60 000 autres pourvus de matériel pirate. Intitulés *Besoin urgent*, *Folie orale*, *Tabou*, etc., ils font depuis plusieurs mois l'objet d'une polémique. Plusieurs députés, tous bords confondus, se sont émus de ces programmes, après avoir poussé la conscience professionnelle jusqu'à en visionner certains, et il est question de les interdire au nom, notamment, de la protection des enfants qui parfoient les regardent.

Arguant du fait que ses programmes sont cryptés et nocturnes, Red Hot TV a crié à l'acte de censure, tout en dénonçant l'hypocrisie de la presse à son égard, et en menaçant l'Etat britannique d'une plainte si l'interdiction était confirmée.

Un porte-parole de la Commission européenne lui a donné tort en indiquant, vendredi, que les autorités britanniques étaient fondées à empêcher la diffusion de Red Hot TV, car la Commission ne pouvait déterminer le lieu d'établissement du responsable des programmes, et par conséquent sous la responsabilité de quel Etat membre il se trouvait.

En Allemagne, comme en France, les pornographes télévisuels rencon-

trent eux aussi des résistances. Outre-Rhin, les chaînes privées RTL-Plus et Sat 1 (reprises sur le satellite Astra et les réseaux câblés) diffusent chaque nuit de week-end des films érotiques en clair. Et une « star » de ce genre de production, Teresa Orlovski, trente-neuf ans - « Mère Teresa » comme l'a surnommée par dérision la presse allemande - a fait scandale en annonçant le lancement, ce mois-ci, d'une chaîne pornographique, par le biais d'un canal codé britannique, The Adult channel, diffusé par le même satellite Astra. Menacée d'interdiction, cette hétéro a adressé au chancelier Helmut Kohl et aux députés allemands une cassette permettant de visualiser ses projets afin que ces censeurs « sachent de quoi ils parlent ».

## Les réticences du CSA

En France, quatre chaînes cryptées, ou à accès contrôlé, diffusent déjà des programmes pornographiques, en général tard dans la nuit : c'est le cas de Canal Plus, de Ciné Cinéma (chaîne câblée payante), du « canal adultes » nocturne du réseau câblé de Nice (offert gratuitement aux abonnés depuis 1988), et de certains essais de paiement à la séance sur les réseaux du Nord de Région. Fort de ce précédent, Michel Marcusson, fabricant et distributeur de matériel de réception par satellite, tente depuis plusieurs mois de concrétiser son projet « Hot TV » de chaîne de cinéma pornographique par satellite.

Mais le CSA lui a iodiquement refusé le dossier déposé en février ne pouvant être validé parce que la loi protège « la dignité humaine ». M. Marcusson en a aussitôt concocté un autre, « érotique », incluant des jeux et des documentaires. Il envisage, si le blocage dure, de saisir les instances européennes au nom de la liberté de la concurrence et de diffuser par satellite à partir de l'étranger. A raison de cent francs l'abonnement mensuel, M. Marcusson estime que vingt mille abonnés suffiraient à rentabiliser son projet.

YVES-MARIE LABÉ

## La réglementation des tarifs du câble

## Les réseaux hertziens américains marquent un point contre les câblo-opérateurs

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Dans le match de boxe qui oppose depuis plusieurs années aux Etats-Unis les tenants de la télévision hertzienne - les grands réseaux locaux - à ceux de la télévision câblée - cinquante câblo-opérateurs se partagent de manière inégale près de soixante millions de foyers américains - les premiers viennent incontestablement de marquer un point.

Judi 1<sup>er</sup> avril, la Federal Communication Commission (FCC), l'organe qui réglemente l'audiovisuel américain, a décidé d'envisager vigoureusement les tarifs des services audiovisuels vendus au public par les câblo-opérateurs. Les cinquante-cinq millions de foyers câblés aux Etats-Unis vont payer 10 % moins cher leur abonnement. En outre, toutes les hausses des tarifs organisées depuis septembre 1992 ont été annulées. Cette pénalisation financière des câblo-opérateurs est estimée par la FCC elle-même à un milliard de dollars par an (5,5 milliards de francs).

## Les deux tiers des foyers abonnés

Le câblo-opérateur le plus pénalisé est incontestablement TCI (Tele Communications Inc.) qui avec douze millions de foyers câblés (23 % du marché), est sans doute le groupe de communication le plus puissant du monde. John Malone, président de TCI, qui avait vigoureusement bataillé au début des années 80 pour obtenir la dérégulation des télévisions câblées, enregistre une déroute majeure.

Quant à la FCC, même si M. Malone l'accuse d'avoir « outrepassé ses pouvoirs », elle entend maintenir les grands équilibres de la télévision et promouvoir la concurrence. Entre les studios de Hollywood, producteurs de films et de programmes audiovisuels, les chaînes et stations hertziennes et les câblo-opérateurs, la FCC est contrainte d'arbitrer, quitte à bouleverser les rapports de force. Ainsi, l'interdiction faite en 1970 aux

réseaux hertziens de produire eux-mêmes leurs propres programmes - mesure prise pour protéger Hollywood - a été abolie lorsque ce sont les réseaux (réseaux) qui ont montré des signes de faiblesse.

Les grandes chaînes de télévision nationales et régionales produisent désormais le quart de leurs programmes. En 1984, les pouvoirs publics américains ont également promulgué un cadre réglementaire très favorable pour permettre l'essor de l'industrie du câble. C'est lui qui, presque dix ans après, vient d'être sérieusement amendé. Conçu au départ pour relayer les programmes hertziens dans les zones d'« ombre » du territoire américain, le câble a progressivement pris son essor. En 1993, les deux tiers des foyers américains sont abonnés au câble ; l'audience des chaînes hertziennes a baissé de 30 % et leurs recettes publicitaires ont chuté de près d'un quart en dix ans.

C'est donc la puissance financière des câblo-opérateurs qu'il s'agit d'encadrer. Depuis 1990, les pouvoirs publics, soutenus par un lobbying intense des opérateurs hertziens - on imagine l'influence que peut avoir le patron d'une télévision de New-York sur le représentant de cet Etat au Congrès - ont entrepris de réglementer plus sévèrement l'activité des câblo-opérateurs, à commencer par leur politique tarifaire. Il est vrai que les associations de consommateurs, très puissantes aux Etats-Unis, se plaignaient régulièrement à la fois de la hausse des tarifs et de la faible qualité des services techniques.

L'un des points forts de la nouvelle législation, élaborée en 1992, vise à permettre aux grands réseaux de monoyer leur retransmission sur les chaînes câblées. Les négociations ont déjà commencé et certains grands réseaux envisagent de se faire payer en canaux mis à leur disposition gratuitement par les câblo-opérateurs. Cette pénétration du câble pourrait bien être accorée dans la mesure où la loi autorise les réseaux à prendre aussi des participations en capital dans les réseaux câblés.

YVES MAMOU

## SPORTS

Onze mois après la catastrophe (15 morts et 2 265 blessés)

## Le stade de Furiani rouvre dans des conditions controversées

Onze mois après la catastrophe de Furiani, qui, le 5 mai 1992, avait fait 15 morts et 2 265 blessés recensés par les services de la préfecture de la Haute-Corse, le stade Armand-Cesari rouvra ses portes au public dimanche 4 avril. Un match opposera le Sporting Club de Bastia (SCB) à l'AS-Nancy pour la vingt-huitième journée du championnat de France de football de deuxième division. Une décision qui ne fait pas l'unanimité dans l'île.

BASTIA

de notre correspondant

La Corse vit mal ce retour aux jeux sportifs sur le pelouse du stade déserté depuis près d'un an après l'effondrement d'une tribune provisoire de 10 000 places. « Nous n'assistons pas au match, mais nous ne nous opposons pas au retour des joueurs sur le stade de Furiani... Nous souhaitons que cela se fasse dans le respect du souvenir des victimes et la dignité qu'impose le drame. Pour ce match, nous demandons aux joueurs de Bastia de porter un maillot noir. »

Uoanime, l'équipe du SCB a entendu le message du Collectif des victimes du 5 mai. Dimanche, le maillot du Sporting Club de Bastia sera noir, la tribune berge d'un côté bleu et blanc aux couleurs du club. Dessus, une seule inscription : « Ricordi Furiani 92 » (« En souvenir de Furiani 92 »).

Privés de stade, les joueurs de Bastia ont été contraints de jouer à l'extérieur les treize matches qu'ils auraient dû disputer à domicile. Ce handicap aggravié par l'insularité de la Corse ne les empêche pas d'obtenir de bons résultats puisqu'ils sont quatrièmes de leur groupe en deuxième division. « Le souvenir du drame de Furiani est constamment présent à notre esprit », confie un joueur pour expliquer la motivation de son équipe.

Les joueurs ont marqué leur retour à Furiani en faisant apposer une plaque commémorative au-dessus de la porte de leur vestiaire : « Vincere per Voi » (« Nous vaincrons pour vous »). Ce retour n'est cependant que « provisoire ». Après la rencontre fatale du 5 mai 1992, les places ont été en partie rasées ou interdites. Aujourd'hui, la capacité d'accueil du stade est de 3 200 places, dont seulement les deux tiers assises.

Autre contrainte, l'utilisation du stade est limitée à des rencontres

diurnes. Les pylônes et les projecteurs d'éclairage de l'aire de jeu étaient trop vétustes, leur remplacement trop coûteux.

De plus, pour permettre la reconstruction de dimanche à Furiani, les aménagements extérieurs ont été réalisés sous le contrôle de la commission départementale de sécurité. Le périmètre de la pelouse a normalement été délimité par des grilles homologuées, mais la clôture du stade est composée de tôles plates du type de celles utilisées pour les toitures des hangars industriels. « Ces tôles sont dangereuses ; détachées de leur support, elles peuvent devenir meurtrières », prévient un membre de la commission de sécurité. « Il ne faut pas exposer la violence des supporters, les gens viennent au stade pour le spectacle, pas pour casser ! » réplique un représentant du club. Faut-il mieux, la commission de sécurité a arbitré et autorisé ce type de clôture.

## Inquiétudes similaires

« Pourquoi se précipiter pour jouer à Furiani, interroge par ailleurs le représentant du Collectif des victimes ? Il ne reste que trois matches à jouer à domicile d'ici à la fin du championnat 1993. »

La réponse viendra du nouveau propriétaire du stade Armand-Cesari, le district urbain de Bastia. « La réhabilitation du stade ne pourra se faire que progressivement, par étapes. Nous n'avons pas les moyens financiers d'engager les travaux d'aménagement d'un stade de 12 000 places, comme le souhaitent les supporters. »

Gérard Peretti, secrétaire général du district, explique que « les installations homologuées par la commission départementale de sécurité réalisées dans les six mois qui ont suivi la date d'acquisition du stade ont coûté 5 millions de francs, dont 1 million pour l'achat du site, le tout entièrement financé par les collectivités locales, départementale et régionale ». La prochaine étape sera la mise en œuvre des travaux d'éclairage du stade.

Cette promesse fait réagir René Exbrayat, l'entraîneur du Sporting Club de Bastia : « Le championnat de France reprend le 24 juillet. Il y a urgence. Nous ne pouvons pas figurer dans la compétition si les travaux ne sont pas terminés pour cette date. De mon côté, je ne peux pas m'engager à jouer une saison de plus à Bastia dans les conditions de 1992. » L'alerte semble avoir été entendue côté district puisque une dotation de 2,3 millions de francs vient d'être votée, « pour équiper le stade des moyens suffisants d'éclairage et lan-

cer un concours d'architecture pour la construction d'une tribune sur le côté latéral nord et l'harmonisation des installations du stade. »

Entre le provisoire des installations et l'espoir d'un stade d'équipement, le stade de Furiani reste inadapté aux exigences des rencontres prévues et autorisées.

De curieuses et inquiétantes similitudes persistent entre la situation d'avant le drame du 5 mai et celle qui précède la reprise à Furiani. Dimanche, une soixantaine de journalistes devaient être présents, sans tribune de presse ! Évidemment, la buvette des supporters située à l'un des angles du stade a été réquisitionnée et « aménagée ». A défaut d'offrir une bonne visibilité sur l'aire de jeu, au moins permettra-t-elle un abri à quelques-uns des observateurs en cas de mauvais temps.

Le 5 mai 1992, les journalistes avaient été cabillés et placés au sommet de la tribune. La visibilité y était nulle, les risques, comme pour les autres spectateurs, s'y sont révélés très grands. La leçon ne semble pas en avoir été tirée. Et une nouvelle fois, la qualité des résultats sportifs de SCB autorise la spéculation.

MICHEL CODACCIONI

## FOOTBALL : le championnat de France

## Marseille seul en tête

L'Olympique de Marseille, vainqueur à Saint-Etienne 2-0, a pris seul la tête du championnat de France, vendredi 2 avril, lors de la trentième journée, et compte désormais deux points d'avance sur Monaco, battu à Strasbourg, 3-0.

Les autres résultats :

Bordeaux b. *Sochaux	1-0
*Paris-SG b. Toulon	2-0
*Montpellier b. Nantes	1-0
*Metz b. Lyon	2-0
Toulouse b. Auxerre	2-1
Lens b. *Caen	1-0
Valenciennes et Nîmes	1-1
Lille b. Le Havre	2-1

Le classement : 1. Marseille, 42 points ; 2. Monaco, 40 ; 3. Bordeaux, 39 ; 4. Paris-SG, 38 ; 5. Nantes, 35 ; 6. Strasbourg, 34 ; 7. Saint-Etienne, 33 ; 8. Auxerre, 31 ; 9. Lyon, Metz et Montpellier, 30 ; 10. Sochaux, 29 ; 11. Caen et Lens, 28 ; 12. Toulouse, 27 ; 13. Valenciennes, 25 ; 14. Lille, 24 ; 15. Le Havre, 21 ; 16. Toulon et Nîmes, 18

## SCIENCES

« Bon niveau de sécurité et de qualité » à la centrale de Gravelines. - Selon l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), la centrale nucléaire de Gravelines (Nord), la plus importante du territoire national en puissance installée (six tranches de 900 mégawatts), a atteint « un bon niveau de sécurité et de qualité ». Rendus publics vendredi 2 avril, les conclusions d'une mission d'évalua-

tion de la sûreté d'exploitation (OSART), réalisée par l'Agence à la demande du gouvernement français, relèvent une série de facteurs positifs, parmi lesquels la pratique par EDF d'une politique de transparence et la bonne qualité de l'ensemble des opérations de maintenance. Les experts internationaux ont toutefois noté une insuffisance de la communication interne et de la présence de la hiérarchie sur le terrain.

Un cosmonaute russe passager de la navette américaine Discovery. - Les responsables du programme spatial russe ont choisi : c'est au cosmonaute Sergueï Kriliev que reviendra l'honneur, avec cinq astronautes américains, de participer à la première mission russo-américaine depuis l'atterrissage Apollo-Soyouz (1975). Prévue en novembre dans le cadre d'un accord d'échange entre la Nasa et l'agence spatiale russe (le Monde du 14 novembre 1992), cette mission aura lieu à bord de la navette américaine Discovery. Agé de trente-quatre ans, Sergueï Kriliev a déjà passé 463 jours dans l'espace, dont plus de 300 jours, de mai 1991 à mars 1992, à bord de la station orbitale Mir. - (AFP)

**RAYONNAGES**  
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

**PRIX TRÈS COMPÉTITIFS**  
25 années d'expérience  
R.M. LIBROY, fabricant - 208, av. du Maine,  
75014 Paris. Tél. 44-45-57-28.

فكرنا من الأصل



# CULTURE

## DANSE

### Washington apprécie la chorégraphie française

Le Kennedy Center a accueilli plusieurs compagnies, dont celle de l'Opéra de Paris

WASHINGTON  
correspondance

Pour des compagnies étrangères, danser aux Etats-Unis est aussi hasardeux que pour des constructeurs automobiles de vendre des voitures à Detroit. Bien qu'amputé de plus de la moitié des compagnies prévues initialement, le festival France-Danse, à Washington, a permis au public américain d'apprécier diverses formes de l'art chorégraphique de l'Hexagone. La critique a favorablement accueilli cette manifestation du Kennedy Center et a noté la qualité des danseurs, notamment ceux formés par... l'Américain Merce Cunningham.

La foule a été surtout attirée par le Ballet de l'Opéra de Paris, connu ici pour être la « plus ancienne compagnie internationale », et qui était déjà venu à deux fois aux Etats-Unis. Les repères des œuvres classiques de Serge Lifar, *Le roi et la suite en blanc*, ont été bien reçus par la critique. « *Lo claré, lo finesse et l'intensité dramatique sont les caractéristiques dominantes d'une compagnie n'ayant pas perdu de son charme et de ses qualités sous la direction de Patrick Dupond* », écrivait le *Washington Post*. Suite en blanc était, selon ce quotidien, une « abstraction séduisante, illustrant la technique classique française... » Telle ne fut pas l'opinion du critique du *Washington Times*, qualifiant le ballet de « curiosité historique trop longue ».

Un public beaucoup plus restreint s'est retrouvé dans des petites salles pour apprécier d'autres compagnies, dont le mode de sélection a provoqué des remous en France (le *Monde* du 23 mars) : Plaisir d'offrir, le Ballet du Rhin, Mathilde Monnier, Angelin Preljocaj, Dominique Bagouet. Tout en saluant leur côté innovateur, la critique américaine a été déçue. « Des danseurs et une musique excellentes, une chorégraphie médiocre », ce titre du *Washington Times* reflétait assez bien leur position.

#### Le triomphe de « La Bayadère »

Les conférences et films organisés dans le cadre du festival ont mieux fait comprendre au public la vitalité de la danse française, « empreinte de l'esprit français passé et actuel », selon l'expression de M<sup>me</sup> Kisselgoff, critique chevronnée du *New York Times*. Mais d'autres journaux s'étonnaient surtout de l'absence « inexplicable » de la compagnie Roland Petit, qualifiant son *Rendez-vous de « sublime »*.

Le festival a pris fin sur le triomphe de *La Bayadère*, présentée par le Ballet de l'Opéra en hommage à Nouriev. Au pays de la démesure, *La Bayadère* ne pouvait qu'enthousiasmer les spectateurs, dépayés par l'univers exotique des fairs, esclaves et palanquins, plus impressionnés par l'imposante participation de figurants que par la virtuosité des danseurs. En fait, Isabelle Guérin, Laurent Hilaire et Elisabeth Platel se surpassèrent au cours de cette première américaine de *La Bayadère*. M<sup>me</sup> Kisselgoff leur a rendu hommage, tout en ajoutant que, « même Nouriev, dans cette production associant Hollywood à l'éclat parisien, ne pouvait sauver la Bayadère ». La critique du *Washington Post* n'exprime pas les mêmes réserves : « Une production prodigieuse, éblouissante. Au cours de la dernière décennie, il est difficile de trouver des équivalents d'une telle beauté ».

HENRI PIERRE

Le Monde EDITIONS

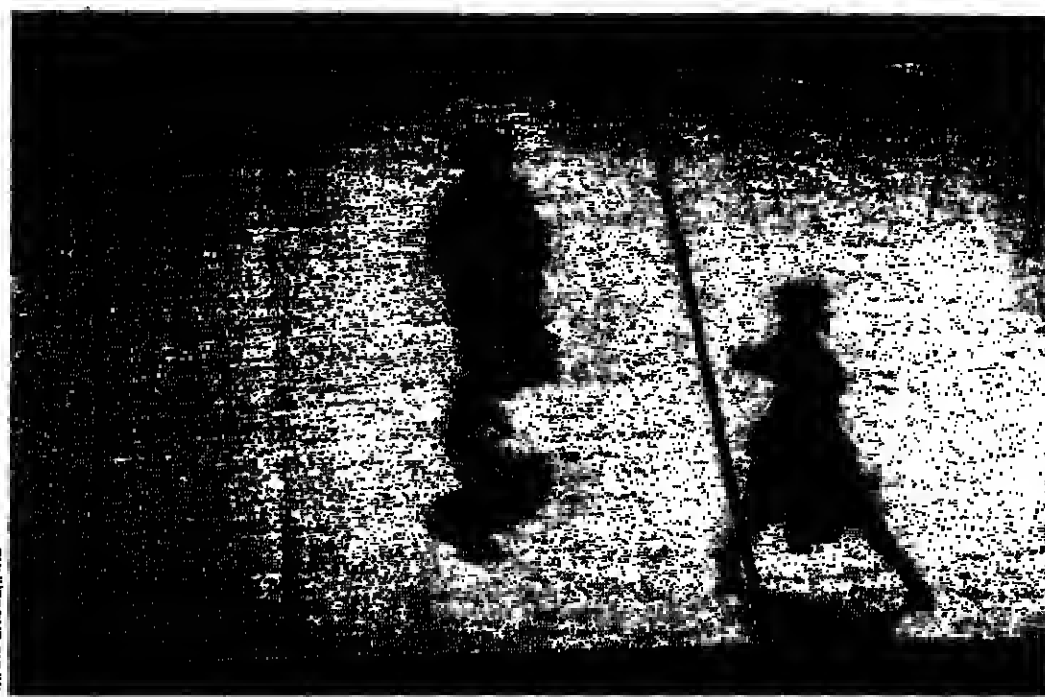
**PLANTU**

LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## L'essoufflement des têtes de série

Les troupes nationales viennent de passer un médiocre mois de mars



« La Légende de Don Juan », de Jean-Claude Gallota

Dominique Bagouet est mort, Jean-Claude Gallota a dérapé avec ses *Légendes de Rome* et Juliette et de *Don Juan*, Angelin Preljocaj a raté sa *Peau du monde*. Odile Duboc n'a pas vraiment réussi son *Projet de la matière*. Quant à la relève de ces têtes de série, elle semble épuisée avant même d'être montée en première ligne. Il y a déjà un nuage sur la danse contemporaine française, dans son ensemble, n'affiche plus cette forme olympique naguère tant vantée, et ce n'est pas le mois qui vient de s'écouler qui incite à l'optimisme.

Grâce à une bourse du ministère des affaires étrangères et à l'aide d'une fondation japonaise, Michel Kelemenis a eu le privilège de séjourner pendant quatre mois, pour préparer sa nouvelle pièce *Cités citées*, dans huit ports jumelés avec Marseille, où il réside : Abidjan, Alexandrie, Dakar, Gènes, Hambourg, Kobe, Le Pirée et Shanghai. Qu'en a-t-il rapporté ? Rien qu'il n'est guère reporteur d'un week-end à Formiche. Personne ne soutiendra qu'il faut avoir vécu en Grèce pour ébaucher timidement un sirtaki, seule citation reconnaissable dans une pièce dont la pauvreté chorégraphique laisse ahuri. *Cités citées*, qui a déjà circulé en régions avant d'être présenté à Paris, puis à inaugurer la récente saison de danse française à Washington (voir ci-contre), va maintenant partir en tournée dans ses huit « ports d'attache ».

#### L'ennui s'installe

Au Théâtre de la Ville, Christine Bastin présente *Gueule de loup*, commande de la dernière Biennale de Lyon, *Pasion de Espana*. L'Espagne qu'elle veut évoquer est celle des plus pauvres, « ceux qui ne sont pas bavards », celle aussi des mystiques, Jean de la Croix et Thérèse d'Avila. Dans un décor de hautes et sinistres palissades de bois sale, elle montre, non sans force, l'hébété engendrée par la misère et l'insolation. Les affrontements tournent court comme les gestes de l'amour, désespérés avant d'être entrepris. Mais voilà : rien ne se passe, ces longues prostrations ou ces moines tentatives, la pièce n'est pas construite, l'ennui s'installe.

José Besprovan, né au Mexique mais d'ascendance russe, s'est fixé à Bruxelles, mais rangeons-le dans ce petit tour d'horizon français puisqu'il est venu présenter son *Chariot* au Centre Walonie-Bruxelles, à Paris. Ce quatuor est formé de deux danseurs, un violoncelliste et une comédienne, qui lit ou récite d'amples extraits de la *Molodie de la mort* de Marguerite Duras. A l'exception de quelques minutes de danse, pas désagréable à défaut d'être originale, les danseurs se bornent à écouter la narratrice, assis sur un banc ou allongés sur le podium carré qui sert de scène. Malgré l'erotisme discret que diffuse le corps gracile de Daniela Luca, l'ennui là aussi, on l'aura compris, règne rapidement.

Thierry Niang est un garçon infatigablement sympathique, il a accompagné Médécine sans frontières en Thaïlande et en Ethiopie. Cela n'en fait pas, hélas, un chorégraphe. Bien que peu connu, il remplit ces jours-ci la grande salle du Centre Pompidou, peut-être parce que sa pièce, *Le Jour d'avant, après*, porte un sous-titre actuellement méconnu : *Evocation de l'œuvre de Henri Matisse*. Son scénographe, le peintre Jean-Charles Blais, a broché une toile de fond bleue, bleu Matisse si l'on veut, devant laquelle se dressent, à gauche, trois silhouettes découpées d'arbres minces, plutôt matisseuses. Costumes assez moches, même si le pantalon bouffant couleur brique d'une danseuse, dans la deuxième séquence, est celui du personnage de droite dans le tableau « Les Deux Odalisques ». Et si les combinaisons à capuche, à la fin, sont du rouge des cinq personnages nus de la *Musique*. Mais la danse ? Encore une fois, rien ou presque. Quelques ondulations des bras, quelques tournolements primaires, surtout de graves déambulations et d'interminables immobilités.

L'échec de ces pièces est en grande partie imputable à leur longueur, hors de proportion avec ce qu'elles ont à dire. On note avec plaisir que plusieurs théâtres, ce week-end ou les jours qui viennent, ont opté pour la brièveté. « Nouvelles : dix courtes pièces » affiche Pôle Sud à Strasbourg. Dix chorégraphes, dix pièces d'environ dix minutes, rétorque Marseille Objectif danse. « Soirées pièces courtes » promet le festival Danse au cœur, à Chartres. Danse à Lille, qui propose dans ses « bancs d'essai » dix jeunes chorégraphes en trois jours, est nettement battu par Pantin, qui en fait défiler vingt-quatre dans le même laps de temps (journées « Danse Dense »). Preljocaj lui-même s'en tient au court ou moyen-métrage, la semaine prochaine à Garnier, avec son *Hommage aux Ballets russes* qui comprendra trois pièces. Epidémie sans lendemain, au retour à une sage modestie ?

SYLVIE DE NUSSAC

Christine Bastin présente une autre pièce, *Grèce*, au Théâtre de la Ville, le 3 avril à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. *Gueule de loup* est repris à Toulon. Théâtre Garonne, les 8 et 9 avril, 21 heures. Tél. : 61-42-33-99. *Le Jour d'avant, après*, de Thierry Niang : Centre Pompidou, le 3 avril à 20 h 30, le 4 à 16 heures. Tél. : 44-78-13-15. *Nouvelles : Strasbourg*, Pôle Sud, jusqu'au 3 avril, 20 h 30. Tél. : 88-39-23-40. *Dix chorégraphes à Marseille* : Théâtre Les Bernardines, 8 et 9 avril, 21 heures. Tél. : 91-90-74-81. Danse au cœur : Chartres, Théâtre municipal, 3 et 4 avril. Tél. : 37-21-57-29. Danse à Lille : Opéra, la 10 avril à 17 heures, les 14 et 15 à 18 h 30. Tél. : 20-78-12-02. Journées Danse-Dense à Pantin : salle Jacques-Brel, le 3 avril à 20 h 30, le 4 à 14 h 30 et 19 heures. Tél. : 49-15-41-70. Compagnie Preljocaj à Garnier : du 5 au 9 avril, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

## Le dimanche à 20h45 sur M6

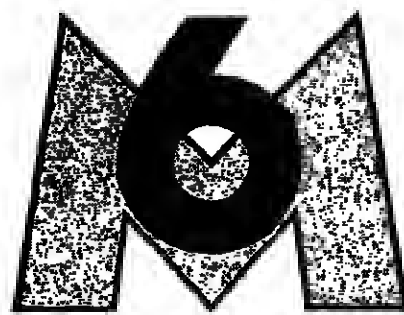
la réalité dépasse la fiction.

### ZONE INTERDITE

90 minutes d'enquêtes

et de reportages

avec Patrick de Carolis

















BILLET

Toujours la dette russe

L'évolution des relations de l'URSS, puis de la Russie, avec ses créanciers est un parfait reflet des tumultes de l'histoire récente : les gouvernements étrangers en sont la plus souvent réduits à prendre acte des bouleversements successifs. Jusqu'en 1991, les créanciers occidentaux maintenaient l'image d'un empire soviétique financièrement puissant et responsable, en dépit de la chute des exportations, des fuites de capitaux, de la désorganisation de la production. « Ce n'est qu'un problème de liquidités. L'Etat soviétique a toujours remboursé ses dettes », répétait-on. Toujours, jusqu'à sa chute. En 1992, force fut de constater que l'URSS ayant disparu, les Républiques n'avaient qu'à faire du remboursement de sa dette (80 milliards de dollars), sauf pour en faire un sujet de conflit entre elles. Le club de Paris, groupement des Etats créanciers des mauvais payeurs et spécialistes des montages financiers complexes, tentait de faire face à la situation. Il obtenait des Républiques issues de l'ex-URSS un engagement à rembourser conjointement la dette. Le communiqué du 22 juin 1992 fait référence à un « conseil inter-étatique de contrôle du service de la dette extérieure et de l'utilisation des actifs ». Tout un programme. En 1993, alors que les inquiétudes grandissent aussi vite que chute le cours du rouble, le club de Paris vient de consentir un traitement extrêmement avantageux à la Russie. Les remboursements de sa dette extérieure publique – l'ensemble de celle de l'ex-URSS – vont être considérablement allégés. Au lieu de 12 milliards de dollars environ, c'est moins de 2 milliards que Moscou versera cette année. Au total, le montant de cette aide indirecte se monte à 15 milliards de dollars, et fait savoir officiellement le club de Paris vendredi 2 avril.

La « timing » de l'accord est parfait. Il intervient à la veille du sommet Eltsine-Clinton et au moment où, dans toutes les capitales, la question de l'aide à la Russie refait surface. Pour parvenir à ce résultat, Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et président du club de Paris, s'est même rendu en Ukraine, il y a quelques jours, pour imposer un règlement du différend entre Moscou et Kiev. Nul doute que l'accord du club de Paris sera présenté comme un effort « historique » d'aide à la Russie. En réalité, les créanciers n'ont pu qu'entretenir une situation de fait. Confrontés à des tumultes politiques sans fin et à une crise économique majeure, la Russie ne rembourse plus qu'une partie infime de sa dette extérieure. Même sans accord, elle n'aurait certainement pas payé davantage dans les années à venir.

FRANÇOISE LAZARE  
(Lire en page 3  
l'article d'ALAIN FRACHON)

□ Air France : grève de bsgistes à Orléans. – La direction d'Air France a annoncé, vendredi 2 avril, que la grève des agents des services commerciaux et des services avions d'Orly-Sud la contraindrait à annuler ses vols du lendemain vers l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Bulgarie et Newark aux Etats-Unis. Et ce qui concerne les Antilles françaises, un vol devait avoir lieu samedi 3 avril en départ d'Orly à destination de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe. Les agents des services commerciaux et des services avions d'Orly-Sud protestent contre la mise en place d'une nouvelle grille horaire.

Une journée de défilés en Europe

Les syndicats français ont rassemblé plus de 20 000 manifestants à Strasbourg

A l'initiative de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe 40 organisations syndicales de 21 pays d'Europe, la journée d'action pour l'emploi s'est traduite, vendredi 2 avril, par des manifestations dans 150 villes européennes qui auraient réuni « au moins un million de travailleurs ». Outre Strasbourg, les rassemblements les plus importants ont eu lieu à Maastricht, à Milan et à Madrid. En Grande-Bretagne, la grève des mineurs et des employés des chemins de fer coïncidait avec ce mouvement. Un arrêt de travail de quatre heures a été produit en Italie et la compagnie aérienne Iberia a dû annuler une cinquantaine de vols.

STRASBOURG  
de notre correspondant

Ils devaient venir à plus de vingt mille à Strasbourg. Ils n'étaient pas loin de ce chiffre pour manifester contre le chômage et réclamer l'« Europe sociale ». Une pancarte osait même demander la semaine des trente-cinq heures afin de « travailler moins pour travailler tous ». Malgré la pluie, les organisateurs ont voulu donner un air de fête à la manifestation. La CFDT avait défilé tambours, trompettes et danseurs pour alimenter le cortège,

qui a parcouru 4 kilomètres dans le quartier où se situe le Palais de l'Europe. Les onvriers de l'usine Grundig à Creutzwald (Moselle) étaient là pour dénoncer le dumping social. Le DGB, la grande centrale allemande, avait envoyé cinq cents militants. Les cégétistes alignaient un nombre comparable de manifestants, ne serait-ce que pour prouver que même s'ils « ne sont jamais invités », ils « sont toujours là ».

Au total, une manifestation bon enfant qui n'a provoqué aucun incident et sans slogans hostiles, hormis quelques quolibets adressés à François Mitterrand, Jacques Delors et Edouard Balladur. Pour Marc Blondel, secrétaire général de FO, l'objectif n'était pas d'envoyer un signal au premier ministre : « Nous attendons un message de M. Balladur lorsqu'il fera, la semaine prochaine, sa déclaration de politique générale devant le Parlement ». Au contraire, Guy Drilleau, président de la CFTC, estimait, lui, que les rassemblements du vendredi 2 avril constituaient bel et bien un « message » à l'adresse de Mitterrand. Jouant de la synthèse, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, préférait y voir un « clin d'œil ».

Tous se retrouvaient toutefois sur le terrain de la méfiance à l'égard du patronat européen pour dénoncer « les tentations d'opposer les travailleurs les uns aux autres ». Sans jamais douter des bienfaits de la construction communautaire, les

responsables syndicaux français craignent « une Europe qui n'offre aux salariés que les seules perspectives des restructurations jamais finies, avec le chômage et l'exclusion sociale à la clé ». « Penser que l'on peut sortir de l'ornière économique et du revenu-ménage monétaire par la dérégulation sociale, a affirmé Nicole Notat, est une vision suicidaire ».

Se référant à la charte sociale de décembre 1989 et au protocole social annexé au traité d'Union européenne, les syndicats attendent des gouvernements et du patronat qu'ils s'engagent résolument sur la voie de « la garantie des droits sociaux des travailleurs européens » et fassent ainsi échec à l'« Europe sauvage ». Car « l'Europe sociale est en panne ». N'y a-t-il pas dix-sept millions de chômeurs dans la Communauté et quarante-sept directives sociales qui sont biquées actuellement par le conseil des ministres des Douze ? « Le combat », a déclaré Marc Blondel, est que celle sur la durée maximale de travail de quarante-huit heures a du mal à voir le jour ».

Il fallait donc un « surcroît » pour montrer que le social est un « ajout » pour la construction communautaire. Les syndicats s'orientent entendus à Paris, à Bruxelles et dans les autres capitales européennes ? Nombre de manifestants émettaient des pronostics plutôt pessimistes.

MARCEL SCOTTO

Les mécomptes de la retraite à 60 ans

(Suite de la première page)

Le patronat et les syndicats n'acceptent pas facilement d'augmenter les cotisations de l'UNEDIC ou celles de l'AGIRC et de l'ARRCO, déjà confrontés au net ralentissement des recettes. Aussi, les partenaires sociaux ont-ils fait part de leur intention de se retourner vers l'Etat pour la contribution à l'ASF ou représente plus qu'un milliard de francs par an. Mais rien ne dit que le gouvernement acceptera d'apurer les comptes. Ces dernières années, la plupart des pays industriels n'ont-ils pas relevé l'âge de cessation d'activité ?

Un cocktail explosif

Il faut se rendre à l'évidence. Avec trois millions de chômeurs, l'imbriication entre politique de l'emploi et financement des retraites est devenue un cocktail explosif. Outils privilégiés de gestion des effectifs (très critiqués à l'égard de la réforme de 1983), le patronat ne s'est pas privé de l'utiliser pour opérer, en douceur et à moindre coût, des suppressions d'effectifs, les régimes de retraite et les mécanismes de cessation anticipée d'activité atteignent un seuil de rupture.

Apparaît ainsi la face cachée de la retraite à soixante ans : ses effets positifs sur l'emploi ayant le plus souvent été annulés par les gains de productivité, les embauches attendues n'ont pas eu lieu et la collectivité a dû en supporter la charge avec des recettes de cotisations de moins en moins importantes. L'essor des « mesures d'âge » a encore amplifié cet effet de ciseaux qui, aujourd'hui, met à mal les amortisseurs de crise. Les dépenses budgétaires entraînées par



les préretraites FNE ont décollé (8 milliards de francs en 1992, 9,7 milliards prévus en 1993), de même que le déficit cumulé de l'UNEDIC (une trentaine de milliards fin 1993) et le besoin de financement de l'assurance-vieillesse de la « Secu ». Celui-ci représente 47 milliards de francs pour la période 1989-1992.

Contourner l'obstacle

Seigne une enquête de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, seuls 35,4 % des nouveaux pensionnés de 1990 exercent un emploi avant leur retraite. Les autres étaient inactifs, préretraités ou chômeurs.

à tour, le « comité des sages » de 1987, les rapports du Piau de 1989, l'étude de l'INSEE de 1990 ou le Livre blanc de 1991 ont plaidé, mais en vain, en faveur d'une telle modification. Formellement, celle-ci ne remettrait pas en cause le droit à partir en retraite dès soixante ans, mais elle en réduirait sensiblement la portée, car seuls les salariés ayant entamé leur vie active avant l'âge de vingt ans (essentiellement des non-cadres, pour simplifier) pourraient obtenir dès cet âge une pension à taux plein. Une contradiction difficile à gérer, à gauche comme à droite, où, dans ce domaine, on préfère souvent jouer sur les mots.

La plate-forme de l'Union pour la France propose de contourner

Administration et cabinets ministériels

Les mauvaises surprises de l'alternance

L'alternance politique réserve parfois de mauvaises surprises aux « petites mains » de la République. Dix employés de l'ancien ministère du commerce et de l'artisanat viennent d'en faire l'amère expérience en apprenant, jeudi 1<sup>er</sup> avril, que leur contrat de travail, qui prenait fin avec le départ de l'ancien gouvernement, pouvait ne pas être renouvelé. Employés pour certains depuis près d'une dizaine d'années dans ce ministère, ces secrétaires, cyclistes, huissiers, maître d'hôtel et autres cuisiniers étaient depuis

l'origine – et par une aberration administrative et budgétaire – assimilés au personnel politique du cabinet du ministre sortant. Ecartés par ailleurs de toute mesure de titularisation, ces personnes ne bénéficiaient donc, de par leur contrat, d'aucune garantie de réembauche par le nouveau gouvernement.

Le déménagement rue de Grenelle d'Alain Madelin, nouveau ministre des entreprises et du développement économique, en charge du commerce et de l'arti-

sacret, a brutalement rappelé à ces employés le caractère précaire de leur statut... En les privant de leur seule garantie qui leur avait jusqu'à présent permis de traverser sans encombre les remaniements, à savoir qu'ils « faisaient partie des meubles », l'« Aucune décision n'a encore été prise, assurément, vendredi, au cabinet de M. Madelin, puisque nous ne nous sommes pas encore préoccupés de la nouvelle répartition des agents ».

V. D.

A l'occasion du désengagement de MB Caradon

La CGIP réussit à stabiliser l'actionnariat de CarnaudMetalbox

Autorisé par ses actionnaires, le 4 mars, à céder sa participation dans CarnaudMetalbox, le groupe britannique MB Caradon en a annoncé la vente pour 3,911 milliards de francs, vendredi 2 avril, à la CGIP (7 % via sa filiale Orange-Nassau), Parifrance (6 %) et, pour recensement, à la banque d'affaires SG Warburg (12,3 %). Motivé, selon le directeur général de MB Caradon, Petar Jensen, « par des raisons stratégiques », ce rachat permet à la CGIP de consolider son emprise sur la numéro un de l'emballage en Europe.

L'hypothèque pesait sur CarnaudMetalbox depuis sa naissance en 1989. Carnaud SA et Metalbox Packaging avaient fusionné pour devenir le numéro un de l'emballage en Europe, chacun savait que les actionnaires français et britannique se parlaient pas le même langage. La Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP) jouait le long terme quand MB Caradon pensait se retirer à son jour et à son heure.

Des relations personnelles

Souci de bénéficier de l'actuelle parité entre le franc et le livre ? Envie de profiter d'une opportunité dans son métier principal, les matériaux de construction ? Le 15 février, MB Caradon avait fait savoir que le jour et l'heure étaient

venus. Il lui a fallu sept semaines et l'appui de l'un de ses plus influents banquiers, SG Warburg, pour parvenir à ses fins.

Détentrice d'un droit de préemption sur toutes les actions de MB Caradon, la CGIP – déjà propriétaire de 25,3 % du capital et de 33,45 % des droits de vote de CarnaudMetalbox – n'avait ni les moyens ni le goût de le faire jouer en totalité. Il lui aurait alors fallu lancer une OPA de 12 milliards de francs quand sa propre capitalisation boursière ne dépassait pas 6 milliards. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) l'ayant autorisée à accroître sa participation de 7 % sans OPA (le Monde du 17 février), son PDG, Ernest-Antoine Seillière, a fait alors appel, selon l'expression amoureuse d'un observateur, « à des relations personnelles un peu cultivées à cette occasion » : Paul Desmarais et Albert Frère, partenaires dans la société d'investissements Parifrance, qui ont pris 6 % des actions.

Quant au solde (12,3 % du capital de CarnaudMetalbox) dont M. Seillière faisait « l'affaire du vendeur » (le Monde du 2 avril), SG Warburg s'est chargé de les placer sur le marché boursier. « Un métier que les banquiers britanniques pratiquent plus facilement que leurs homologues français, dit-on à la CGIP, ajoutant que le banquier londonien avait dû, préalablement à la prise, essayer d'en recasser une partie » auprès d'investisseurs étrangers et d'institutionnels français dont, dit-on, la BNP et la Société générale.

La CGIP, au total, ne fait pas une si mauvaise affaire. Si la bienveillance du CBV confirme, il lui en aura coûté 1,082 milliard de francs seulement pour affermir son contrôle sur CarnaudMetalbox. D'abord, parce que la transaction s'est faite au prix de 192 francs l'action, prix inférieur au dernier cours de Bourse avant l'annonce de la transaction (voir les pages des marchés financiers). Ensuite, et surtout, parce que, spécialisé dans l'un des rares secteurs industriels à échapper encore à la crise, CarnaudMetalbox affiche toujours une belle santé. Le groupe d'emballage n'a-t-il pas annoncé, mercredi 31 mars, un résultat net de 976 millions de francs, en hausse de 15 %, pour un chiffre d'affaires de 24,83 milliards ?

PIERRE-ANGEL GAY

Numéro deux de la location de bateaux aux Antilles

Jet-Sea a déposé son bilan

Jet-Sea, deuxième entreprise de location de bateaux de plaisance aux Antilles, derrière Mooring et devant Stardust, vient de déposer son bilan, avec un passif avoisinant 300 millions de francs, et a été placée sous administration judiciaire par le tribunal de commerce de Pointe-à-Pitre. Employant deux cents personnes avec un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de francs, Jet-Sea, dont les principaux actionnaires sont MM. Castro et Assou, est spécialisée dans la gestion de bateaux (un peu plus de 200) au profit d'investisseurs bénéficiant du régime de défiscalisation instauré en 1985 par la loi Pons en faveur des DOM-TOM.

Tirant la plus grande partie de ses revenus de commissions sur la vente des bateaux « Pons » aux investisseurs pour le compte des chantiers de constructions navales, comme Kirié et Jeannot-Marine, et souffrant d'une insuffisance d'infrastructure de gestion pour ces bateaux en contrat de location, cette société a été progressivement asphyxiée, d'autant que les achats de coques ont connu un certain ralentissement. Depuis deux mois, le personnel était à peine payé, pas plus que les chantiers, qui ont dû saisir des unités pour préserver leur gage. Actuellement, l'administration judiciaire cherche des repreneurs, éventuellement Mooring, numéro un mondial de la location de plaisance, et Stardust, filiale du groupe Altus-Floance (Crédit lyonnais), mais ces deux firmes, peu enthousiasmées, examineraient seulement le rachat de navires cas par cas. Cette affaire va soulever des vagues aux Antilles, et donne du travail aux pouvoirs publics, qui voudraient éviter une altération de l'image de la location de bateaux de plaisance dans les îles du Vent.

FRANÇOIS RENARD











## La tension dans les territoires occupés

## Des soldats israéliens ont tué par erreur un de leurs compatriotes

De source militaire, on a appris, dans la soirée du vendredi 2 avril, que des soldats israéliens avaient tué un de leurs compatriotes et blessé deux autres, en ne visant pas leur véhicule parce qu'il ne ralentissait pas à l'approche d'un barrage à l'entrée de Hébron, en Cisjordanie.

Cette « bavure » témoigne de la nervosité des forces de l'ordre israéliennes - qui ont désormais des consignes de tir nettement assouplies - et de la vive tension qui règne dans les territoires occupés ; ceux-ci sont « bouillants », depuis lundi pour la bande de Gaza, depuis mercredi pour la Cisjordanie, à la suite d'une série d'attentats commis par des Palestiniens, et d'importants renforts de troupe y ont été acheminés.

D'autre part, selon des sources palestiniennes, l'un des chefs des « Faucons » du Fath, groupe de choc de la principale composante de l'Olp, est décédé au cours d'un interrogatoire mené par des enquêteurs israéliens dans la prison d'Ashkelon (sud d'Israël). A l'annonce du décès de Hayman Said Nasser, vingt-deux ans, de violentes manifestations ont éclaté en fin d'après-midi dans le camp de Deir el-Balah, dans la bande de Gaza, dont il est originaire. Un porte-parole des services pénitentiaires israéliens a indiqué que le détenu avait succombé à une « infection pulmonaire suite de complications », mais sa famille affirme qu'il était « parfaitement sain » au moment de son arrestation, le 20 mars.

## « Pas de geste »

La « troïka » européenne, constituée des ministres des affaires étrangères du Danemark, de Grande-Bretagne et de Belgique, n'a guère obtenu de succès en exhortant, à Jérusalem, israéliens et Palestiniens à des gestes de bonne volonté pour relancer les coteries de paix au Proche-Orient. « Pas de geste », lui a répondu jeudi soir le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, d'après Radio-Israël. Les Palestiniens veulent qu'Israël s'engage à cesser toute expulsion avant de revenir à la table des négociations, dont la reprise est officiellement prévue pour le 20 avril à Washington.

Le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, a été invité à participer à une réunion élargie de

la direction palestinienne, qui devait s'ouvrir, samedi à Tunis, sous la présidence du chef de l'Olp, Yasser Arafat, a déclaré vendredi, un dirigeant du Conseil national palestinien (CNP), parlement en exil.

Durant cinq jours, les représentants palestiniens devront faire le point sur les tractations arabes et internationales concernant le processus de paix avant de se prononcer sur la reprise des négociations avec Israël. Quatre dirigeants de Hamas avaient participé, du 23 au 26 décembre à Tunis, à une réunion élargie de la direction palestinienne. Il s'agissait de la première rencontre officielle entre Hamas et l'Olp depuis le déclenchement du processus de paix en octobre 1991 à Madrid. (AFP, Reuters).

## Recevant M. Hurd au quai d'Orsay

## Alain Juppé estime que la France a besoin de « temps » et de « compréhension » dans les négociations sur le Gatt

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a déclaré vendredi 2 avril, lors d'un entretien au quai d'Orsay avec le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, que la France avait besoin de la « compréhension » de ses partenaires européens dans les négociations sur le commerce international.

Le nouveau chef de la diplomatie française a dit souhaiter « se donner le temps de remettre à plat le dossier du commerce international ». « Nous arrivons, nous avons à réétudier ces questions à fond et à essayer de faire comprendre les contraintes qui se posent plus particulièrement à la France dans ce domaine », a ajouté Alain Juppé. Il a rappelé les exigences de la

France, qui étaient déjà celles du précédent gouvernement : une compatibilité des accords de GATT avec la politique agricole commune et le respect de l'équilibre dans les négociations, le volet agricole « n'ayant de sens que s'il est pris dans un ensemble global ».

Douglas Hurd a souligné que le pré-accord de Washington sur le volet agricole du GATT était, pour la Grande-Bretagne, « une pièce essentielle de l'ouvrage ». « Nous ne souhaitons pas le voir abandonné », a-t-il ajouté.

Les deux ministres ont aussi parlé des dossiers les plus chauds de politique étrangère, au premier rang desquels la Yougoslavie. Ces sujets figurent à l'ordre du jour du conseil qui réunira lundi, à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Douze.

MM. Hurd et Juppé ont d'autre part insisté sur la « nécessité de respecter l'accord de pêche » entre leurs deux pays.

## Le chalutier « la Calypso » a été arraisonné

## Nouvel épisode de la « guerre du poisson » franco-britannique

La Calypso, un chalutier de Cherbourg impliqué dimanche 28 mars dans un incident avec des inspecteurs des pêches britanniques, a été arraisonné, vendredi 2 avril, par huit contrôleurs des pêches de Guernesey dans les eaux anglo-normandes, à l'ouest des Casquets. Selon les services maritimes de Cherbourg, le chalutier était « totalement en faute ».

Après avoir été interrogé au poste de police de Guernesey dans le cadre de l'enquête sur l'incident de la semaine précédente, son patron devait comparaître le 3 avril devant le tribunal de Guernesey. Le consul de France dans les îles Anglo-Normandes et des représentants du comité régional des pêches devaient se rendre à Guernesey pour la circonstance.

Le 28 mars, la Calypso avait refusé d'obéir à des contrôleurs des pêches anglo-normandes qui avaient été emmenés de force vers Cherbourg avant d'être relâchés (le Monde du 30 mars). Un second incident avait émaillé la journée : des pêcheurs français ayant occupé pendant plusieurs heures un dragueur de mines britannique dont le pavillon avait été brûlé. Un organisme régional de pêcheurs français a adressé vendredi 2 avril un message d'excuses au chef d'état-major de la Royal Navy et lui a fait remettre un pavillon neuf.

## Tandis que le taux de chômage est resté inchangé

## Une diminution de 22 000 emplois a été enregistrée aux Etats-Unis en mars

Le taux de chômage a peu varié aux Etats-Unis depuis le début de l'année, se maintenant en mars à 7 % de la population active. En revanche, selon les statistiques publiées vendredi 2 avril par le département du travail, une diminution de 22 000 emplois a été enregistrée en mars sur le territoire américain.

Les économistes s'attendaient généralement à ce que 100 000 emplois civils soient créés en mars, un chiffre déjà inférieur aux 367 000 emplois nouveaux (chiffre révisé en hausse) comptabilisés en février. Cependant, ce chiffre, le secrétaire au travail, Robert Reich, s'est efforcé de rappeler, l'urgence de l'adoption par le Congrès du programme de relance de 16 milliards de dollars (90 milliards de francs) proposé par le président Clinton.

Le Congrès juif européen se réunit de la fermeture de camp d'Auschwitz. Jean Kahn, président du Congrès juif européen, s'est réjoui de la décision de fermeture du camp d'Auschwitz (le Monde du 3 avril), qui représente, a-t-il déclaré vendredi 2 avril, « un symbole de la volonté du Vatican d'harmoniser ses relations avec le monde juif en éliminant l'un des obstacles à la progression du dialogue ». M. Kahn précise, cependant, que « l'affaire du couvent d'Auschwitz sera classée lorsque la partie du couvent sera rénovée derrière la dernière rampe et que les symboles chrétiens auront disparu du site d'Auschwitz ».

## Les dossiers de l'immigration

## Jean-Claude Barreau nommé au cabinet de Charles Pasqua

Le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, a nommé vendredi 2 avril, Jean-Claude Barreau, président de l'Institut national d'études démographiques (INED) et inspecteur général de l'éducation nationale.

Agé de soixante ans, Jean-Claude Barreau a parcouru un itinéraire pour le moins inhabituel. Ordonné prêtre en 1960, marié en 1971, il devient directeur littéraire dans diverses maisons d'édition après son retour à l'état laïque, puis est nommé en 1991 conseiller culturel auprès de l'ambassade de France à Alger. Proche du PS, il est chargé de mission à l'Elysée en 1985 et 1986, avant d'intégrer au tour antérieur l'inspection générale de l'éducation nationale. De 1989 à 1991, il préside l'Office des migrations internationales (OMI), mais il n'est écarté par Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales, après la publication d'un ouvrage sur l'islam, *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* qui reçoit le prix Aujourd'hui.

Rejetant dès à présent le Front national et SOS-Racisme et dénonçant le « mythe » de l'arrêt

total de l'immigration, il plaide en faveur d'une gestion des flux migratoires allant réels et fermés.

Dans un autre ouvrage publié en 1992, *De l'immigration en général et de la nation française en particulier*, Jean-Claude Barreau suggère de rétablir un ministère de la population, écrivant que « le ministère de l'Intérieur est, en France, le véritable ministère de l'immigration (...), mais avec une vision par trop policière ».

San arrivée aux côtés de Charles Pasqua sera diversement interprétée. Pour sa part, il estime qu'il lui doit autant à M. Balladur qu'au ministre de l'Intérieur, en notant qu'au lendemain de la publication dans ces colonnes d'un entretien où il s'expliquait sur sa vision d'une politique de l'immigration (le Monde du 6 octobre 1992), des hommes politiques de toutes tendances l'avaient rencontré, de Philippe de Villiers à Laurent Fabius. « Aujourd'hui, nous a déclaré Jean-Claude Barreau, je suis un haut fonctionnaire de la République. Le gouvernement n'est pas un gouvernement fasciste. Nous ne sommes pas en état de guerre civile. Je n'ai aucune raison de me dérober. »

## En Grande-Bretagne

## Grève dans les chemins de fer et dans les mines

En Grande-Bretagne, pour la première fois depuis des années, la journée du 2 avril a été marquée par trois mouvements de grève de 24 heures. Pour protester contre 5 000 suppressions d'emploi annoncées par British Rail, le réseau ferroviaire public a été paralysé, aucun train n'ayant circulé dans la banlieue de Londres. Mécontents des réductions de salaires et des modifications du rythme du travail, les employés des bus londoniens ont également

cessé le travail. Le trafic était réduit à un bus sur deux et quelques lignes de métro ont été perturbées.

A l'appel du syndicat national des mineurs (NUM), les mineurs se sont également mobilisés pour s'opposer au projet de fermeture de douze puits sur l'ensemble du pays. Seules treize mines sur quarante étaient en activité au cours de la journée qui était aussi celle de l'initiative d'action lancée par la Confédération européenne des syndicats (CES).

## EN BREF

Le Jour annonce une diffusion de 20 000 exemplaires. Le directeur et fondateur du Jour, Jean-Christophe Nothias, a indiqué, vendredi 2 avril, que ce nouveau quotidien avait atteint, après huit jours de parution, une diffusion de 18 000 à 20 000 exemplaires par jour. Il a jugé « encourageante, en l'absence de toute publicité et campagne de promotion », la stabilité de ce lectorat. Actuellement, le Jour est disponible en kiosques à Paris, en banlieue et dans certaines villes proches de la capitale. Sa distribution vers la province doit débiter prochainement. Ses res-

ponsables se donnent jusqu'à la fin du mois d'avril pour dresser le bilan de l'expérience.

Un policier tué en Haute-Savoie. Un sous-brigadier de police a été tué, vendredi 2 avril, par deux malfaiteurs lors de l'attaque d'une succursale du Crédit agricole à Cran-Gevrier (Haute-Savoie). Les deux hommes ont pris la fuite à bord d'une camionnette qu'ils ont abandonnée non loin de là. Un motard de la gendarmerie, qui s'était lancé à leur poursuite, s'est blessé dans une chute. Un important dispositif a été mis en place sur les routes de la région.

## Protection de l'environnement et développement économique

## Un « sommet des forêts » très agité

## WASHINGTON

## correspondance

« La protection de l'environnement n'est pas incompatible avec le développement économique », a réaffirmé le président Clinton à la conférence réunissant, vendredi 2 avril, à Portland (Oregon), les représentants de l'industrie du bois et les dirigeants des divers groupes écologistes. Mais il ne semble pas que ses arguments aient rapproché les points de vue opposés des participants à ce « sommet des forêts ».

La présidence s'est engagée à créer un comité interministériel chargé de trouver dans les deux mois une solution « équilibrée » tenant compte des besoins de l'industrie du bois et des nécessités écologiques locales.

Les premières réactions des écologistes sont mitigées. Ils expriment leur déception devant la formule, craignant que cet équilibre ne se traduise par la poursuite de la destruction des forêts.

Il y a trois ans, la chouette

tachetée, placée après un long débat sur la liste des espèces protégées, n'avait provoqué l'arrêt de l'abattage sur des millions d'hectares du forêts fédérales. Ainsi en avaient décidé les tribunaux, saisis par les écologistes. La Cour suprême spécifiait que le maintien de cette liste était d'une « haute priorité » et devait être observé quel qu'en soit le prix.

Les industriels du bois n'ont cessé de protester, soulignant que cette protection avait coûté plus de 15 000 emplois depuis 1980 et qu'il fallait prévoir que cette perte d'emplois allait s'amplifier. Les écologistes soulignent que la chouette tachetée n'est pas à l'origine du déclin économique et du chômage. L'industrie en porte la responsabilité par des coupes excessives, la mécanisation et les exportations de grumes vers les scieries du Japon.

Le débat, accompagné de plusieurs manifestations dans les rues, a pris un ton violent. Les représentants de l'industrie notamment ont critiqué les éco-

logistes « fanatiques », ceux que le Wall Street Journal appelle les « extrémistes de la gauche religieuse ».

La chouette et ses amis ont trouvé un allié dans les pêcheurs de saumons. Ces poissons sont en effet également menacés par l'abattage de bois, qui entraîne des torrents de vase dans les cours d'eau, empêchant leur reproduction. Les pêcheurs craignent l'extinction progressive des saumons, dont la pêche, en 1988, avait créé plus de 60 000 emplois et dégagé des bénéfices dépassant le milliard de dollars.

Les pêcheurs demandent une protection fédérale, tout comme les industriels du bois. Ceux-ci multiplient que la limitation des coupes entraînerait une hausse du prix du bois de construction à un moment où la demande s'accroît. Cette augmentation se répercuterait sur le prix des maisons, empêchant des centaines de milliers d'Américains d'accéder à la propriété.

HENRI PIERRE

## SOMMAIRE

## DATES

Il y a quarante ans : la réhabilitation des « médecins nazi » du Kremlin..... 2

## ÉTRANGER

Le sommet de Vancouver..... 3  
La « République serbe » de Bosnie maintient son hostilité au plan de paix Vance-Owen..... 4  
Loi des capitales : « Fête grecque à l'honneur de la montagne en Albanie »..... 4  
L'Azerbaïdjan dénonce l'offensive des forces armées sur son territoire..... 5  
Droits de l'homme : l'Asie sur la défensive..... 5

## POLITIQUE

L'ouverture de la session parlementaire..... 8 et 7  
La réunion du comité directeur du PS et la démission de M. Joseph..... 8  
« Livres politiques », par André Laurens : « Portraits volés »..... 8

## SOCIÉTÉ

L'Observatoire international des prisons prépare son premier rapport officiel..... 9  
Les suites de l'affaire Boucheron..... 9  
La réouverture du stade du Furien..... 10  
La persistance de la sécheresse en France..... 10

## COMMUNICATION

La réglementation des tarifs de câble aux Etats-Unis..... 10  
La Commission européenne sévit contre la télévision pornographique..... 10

## CULTURE

La chorégraphie française vient de passer un médiocre mois de mars..... 11  
Le Kennedy Center, à Washington, a accueilli plusieurs compagnies, dont celle de l'Opéra de Paris..... 11

Les complexités des années 20, explorées par Radio-France..... 12  
Macao Parker, le saxophoniste de James Brown à Paris..... 12

## ÉCONOMIE

Les syndicats français ont rassemblé plus de 20 000 manifestants à Strasbourg..... 15  
La CGP réunit à Bruxelles l'association de Camerounais..... 15  
Jus-Sas, numéro deux de la location de bateaux aux Antilles, a déposé son bilan..... 15  
Revue des valeurs..... 16  
Crédits, changes et grands marchés..... 17

## HEURES LOCALES

• Bordeaux cherche ses limites • Un musée pour l'Aérodrome • La Défense perd sa première tour • Paris : le théâtre joue les arrondissements • Dossier : les universités rentrent en ville • Cités : La Havre, gens du bout du pays..... 19 à 28

## Services

Abonnements..... 2  
Cartes..... 14  
Météorologie..... 14  
Mots croisés..... 14  
Télévision..... 13  
Spectacles..... 13

La télévision du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » diffusé de 19 à 28 et un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 3 avril 1993 a été tiré à 469 322 exemplaires.

مكتبة من الأصل



Un musée pour l'Aéronautique Des passionnés veulent réhabiliter une invention des années 80... 21	La Défense perd sa première tour L'ancien immeuble de la société Esso est en cours de démontage... 23	Les universités reviennent en ville Les urbanistes veulent réinstaller les étudiants au centre des cités... 24	Le Havre, au bout du pays Une ville en fin de terre qui ne veut plus être une impasse... 26
--	--	---	--

■ 20 Statistiques ■ Agende ■ Nominations ■ Textes ■ Propos ■ 25 Portrait ■ Débat ■ Courrier ■ Livres ■

# HEURES LOCALES

## BORDEAUX CHERCHE SES LIMITES

Le débat sur l'avenir de la grande métropole d'Aquitaine provoque celui sur la succession de son maire, Jacques Chaban-Delmas

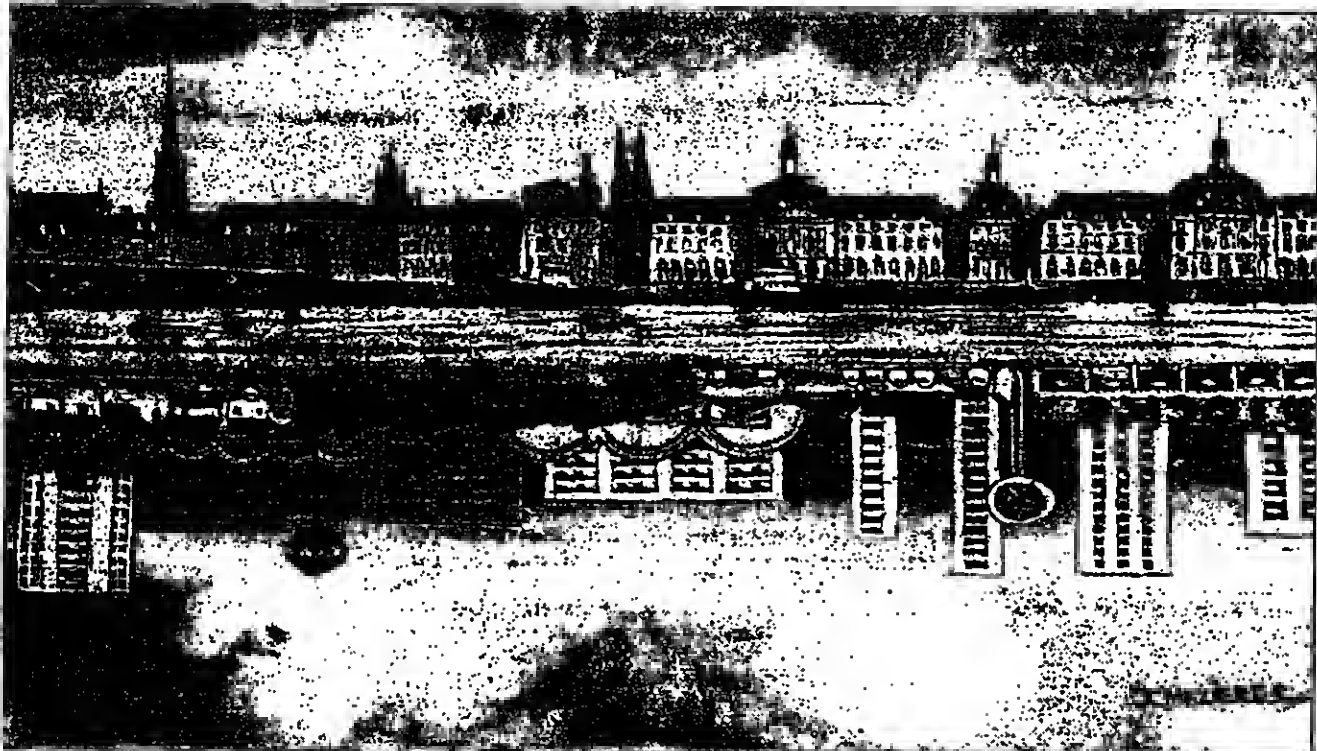
QUELLE mouche a donc piqué Paul Glotin, PDG de Marie Brizard et président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI)? Depuis plus d'un an, il s'en prend au peu de poids de Bordeaux dans son agglomération et dans le concert des grandes cités européennes. Selon lui, la communauté urbaine, fondée en 1968, bouleversée par la loi de décentralisation, est devenue de plus en plus difficile à gérer.

Dans les hit-parades des villes européennes, la capitale de l'Aquitaine apparaît rarement à son avantage, noyée qu'elle est avec ses 213 000 habitants au milieu d'une agglomération de 700 000, la cinquième de France. Aujourd'hui, Bordeaux pèse moins d'un tiers de son agglomération (44 communes), alors qu'elle était largement majoritaire lors de sa création. Rétaillé en 1977, le costume de la communauté urbaine (27 communes) de Bordeaux est vite redevenu trop petit. Les nombreuses activités industrielles s'installent à la périphérie de l'agglomération de façon à bénéficier de toutes les infrastructures, notamment en matière de transport, sans avoir à payer les charges liées à la communauté urbaine. De même, Bordeaux se sent isolée par les implantations qui se font de plus en plus nombreuses dans sa banlieue. Par exemple, dans des villes comme Mérignac ou Pessac, qui ont plus de 50 000 habitants et de l'espace à revendre, ou des communes de la rive droite de la Garonne.

Argument de Paul Glotin - et de bon nombre de Bordelais - il faut arrêter l'hémorragie de la taxe professionnelle. Les grandes surfaces, par exemple, ont progressé de 40 % en trois ans dans les banlieues, alors que la ville-centre fléchit, sans contrepartie, le gros des infrastructures d'accueil, de culture et de loisirs.

### Un solde migratoire équilibré

Il est vrai que les Bordelais sont encore plus susceptibles, depuis le classement de leur ville dans le peloton de celles qui ont été jugées assez riches pour verser une obole au titre de la solidarité. La mairie y trouve même l'explication essentielle de la hausse brutale des impôts locaux en 1992 et 1993. « Bordeaux supporte des charges considérables qui devraient être prises en compte par la périphérie », tonne Jacques Chaban-Delmas. Les pertes de recettes se montent à 60 millions de francs cette année. C'est insupportable. Augmentés de 16 % en 1992, les impôts locaux des Bordelais ne devraient pas l'être



de plus de 10 % en 1993, selon le maire, et de 5 % en 1994. Il n'empêche que, pour lui, la situation ne peut pas continuer : « Nous avons déjà dû étaler la construction d'un auditorium et la mise en place du nouveau Musée des Beaux-Arts. En 1992, nous avons été contraints d'un abaissement de 20 % sur tous les frais de fonctionnement. Tout cela au détriment de Bordeaux. »

Une étude du Comité d'expansion Aquitaine montre, à partir des recensements de 1992 et de 1990, que les relations de la capitale de l'Aquitaine avec son environnement ont beaucoup changé. Après un déclin ininterrompu depuis 1954, Bordeaux a gagné 3 000 habitants, et son solde migratoire redevenait presque équilibré. Mais son poids par rapport à l'agglomération reste l'un des plus faibles observés dans les unités urbaines françaises. Bordeaux ne représente que 5,7 % de l'espace de son agglomération, contre 45 % à Strasbourg, 22 % à Marseille et près de 17 % à Toulouse. Quant à sa densité démographique (4 264 habitants par kilomètre carré), elle est quatre fois inférieure à celle de Lille et deux fois à celle de Grenoble et de Lyon, dont la superficie est comparable.

Avec plus de 156 000 emplois, Bordeaux concentre toujours plus de la moitié des effectifs recensés dans la communauté urbaine : 51,8 %, contre 55,7 % en 1982, soit 49,3 % de l'emploi de l'agglomération et 33 % de celui du département. Les actifs résidant à Bordeaux occupent 37,3 % de ces emplois. Mais 20,1 % des emplois sont occupés par des actifs résidant dans la communauté et 42,6 % par des actifs venant de l'extérieur.

Ces chiffres montrent que les disparités entre la ville-centre et sa communauté urbaine peuvent être beaucoup moins importantes qu'avec le troisième cercle de l'agglomération : taxe professionnelle, prix des terrains, tout y est moins cher, alors que l'on y bénéficie des infrastructures et de l'environnement socio-culturel financé par la communauté urbaine. Le problème est donc posé à Bordeaux, comme il peut l'être ailleurs, à Lille, par exemple, à l'initiative d'un autre socioprofessionnel, l'industriel Bruno Bordelle. Mais, dans la capitale de l'Aquitaine, le contexte politique est fort différent. Tout le monde s'est inscrit dans la logique de l'« après Chaban ». Le costume communautaire n'est plus à la taille de l'agglomération.

La solution passait peut-être par la loi de février 1992, qui permettait une coopération intercommunale à la carte.

C'était, semble-t-il, l'opinion de Jacques Chaban-Delmas, qui n'avait pas jugé bon de tirer la sonnette d'alarme comme il avait si bien su le faire à plusieurs reprises par exemple pour le plan d'assainissement de la ville ou, en 1977, pour réorganiser la suprématie de Bordeaux à la suite du recul de la droite aux municipales.

L'initiative de Paul Glotin allait sans doute dans son sens. Mais, en mobilisant tout le lobby économique, ce dernier a semé une belle panique dans le Bordeaux politique. Tous les maires de banlieue, quel que soit leur parti, ont des haut-le-cœur quand on leur parle du grand Bordeaux.

En somme, tout le monde reconnaît aujourd'hui que le costume de Bordeaux est devenu trop petit. Mais, dans cette ville, entrée dans la campagne des municipales avec trois ans d'avance, les apprentis tailleurs sont nombreux.

de notre correspondant à Bordeaux  
Pierre Chenuau

### Ensemble

ENFIN ! L'idée qui consistait à associer sous une même autorité ministérielle l'aménagement du territoire et les collectivités locales est, disons le tout net, à la fois logique et judicieuse. Depuis dix ans qu'a été lancée la décentralisation, il n'est plus de politique d'orientation géographique des investissements ou des emplois qui puisse ignorer ou contredire ce que décident et entraînent les villes, les départements et les régions. Le seul budget d'investissement des conseils régionaux de métropole est quinze fois supérieur à celui dont dispose le ministre de l'Équipement du territoire. Chaque jour un peu plus, les collectivités sont à la fois des relais obligatoires pour la plupart des politiques nationales et des foyers d'initiatives innovantes qui ne laissent pas indifférent le pouvoir gouvernemental. Ce qui ne veut pas dire que l'État puisse s'affranchir de ses missions nécessaires : arbitrer les priorités, corriger les inégalités, compenser les handicaps, assurer une péréquation plus juste des dotations publiques.

Un ministre d'État - Charles Pasqua - et un ministre délégué - Daniel Hoefel - tous deux étaient sénateurs et restent présidents de leur conseil général, les Hauts-de-Seine et le Bas-Rhin. Ils dirigent des départements réputés riches. L'aménagement du territoire et les collectivités locales ont à leur tête, a priori, des connaisseurs.

On ne manquera pas, cependant, de noter que la composition du gouvernement fait une place considérable - excessive ? - à des ministres parisiens et franciliens. Quand on sait combien Paris et l'Île-de-France se sont crispés ces derniers temps sur les dossiers du transfert d'administrations en province et sur le schéma d'aménagement de la région parisienne, on doit s'interroger sur les futures politiques de solidarité et d'équité géographique. Dossier-test : l'Association Daniel Hoefel veille-t-elle à ce que le transfert de l'ENSA à Strasbourg ne soit pas remis en cause ?

François Grosrichard

### PARIS

## LE THÉÂTRE JOUE LES ARRONDISSEMENTS

Des salles décentralisées ont monté 24 spectacles en 1991-1992 et accueilli plus de 100 000 spectateurs

L'ÉVÉNEMENT a fait quel- que bruit dans le petit monde de la comédie. Parmi les spectacles sélectionnés pour les Molières - l'équivalent pour l'art dramatique des fameux Césars - figuraient cette année trois pièces qui ont été montées dans de modestes théâtres d'arrondissement : Ce coup de projecteur attire l'attention - une fois n'est pas coutume - sur un aspect original, et à ce jour unique en France, de la politique culturelle de la Ville de Paris.

L'idée en revient, dit-on, au musicien Marcel Landowski, que Jacques Chirac, nouveau maire de la capitale, avait appelé auprès

de lui en 1977 pour créer une direction des affaires culturelles. Après un siècle d'administration préfectorale fort peu soucieuse de culture, tout était à inventer. Landowski et sa petite équipe firent une constatation.

### Ex-night-clubs et centres sportifs

Les 150 scènes, qui font de Paris la ville la mieux équipée du monde, étaient pour la plupart situées dans les quartiers de l'hypercentre, où ne résident que le tiers de la population. Au-delà commençait, dans les arrondisse-

ments périphériques les plus peuplés, une sorte de désert culturel. D'où l'idée d'entamer leur défrichage à coups de bibliothèques, de conservatoires et de salles de spectacle.

Pour la lecture et l'apprentissage de la musique, la Ville a construit systématiquement de nouveaux locaux et ce vaste programme s'achève à peine. Pour les théâtres, on a été moins ambitieux et on a fait feu de tout bois.

Deux salles, celles des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, ont été dénichées dans des centres sportifs. Pour le 5<sup>e</sup>, on a récupéré un night-club, et pour le 19<sup>e</sup> l'ancienne bourse aux cuirs des abattoirs.

Seul le théâtre du 15<sup>e</sup> arrondissement, le dernier en date, a été construit de toutes pièces à l'emplacement du chapiteau animé naguère par Silvia Monfort.

Tous sont de taille modeste : le plus petit n'offre que 195 places, le plus grand 450. Les situations juridiques ne sont pas moins diverses. Tantôt la Ville est propriétaire des murs, tantôt locataire de l'État. Les lieux sont gérés ici par une association, ailleurs par une SARL.

Le contrat est toujours le même. La Ville nomme un comédien - ou une comédienne - à la tête de l'établissement, le flaque d'un conseil d'administration et lui alloue une subvention annuelle (la fourchette 1993 va de 2,2 à 4 millions de francs). En contrepartie, l'animateur s'engage à monter quatre ou cinq spectacles par an, à donner 150 à 200 représentations et à pratiquer des prix fort modérés (tarif plein : 100 à 135 francs).

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 22

Le Monde  
1944-1991

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991**

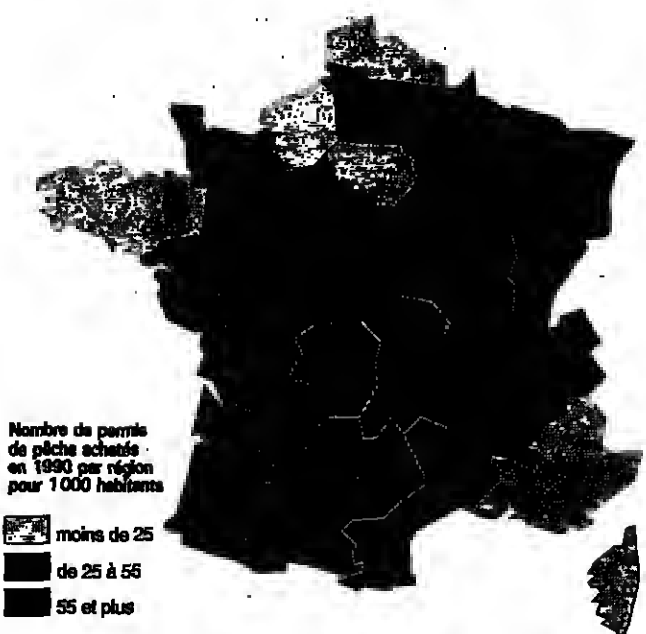
EN VENTE EN LIBRAIRIE



## REPÈRES

## STATISTIQUES

## Les hommes des rivières



A la fin du mois d'avril, il sera possible de lancer un hameçon dans l'espoir d'attraper une belle truite. Le nombre de permis de pêche achetés en 1990 souligne la différence entre les régions. Par exemple, entre la Limousin, paradis des hommes en cuissardes vertes, et l'Île-de-France, pauvre en ruisseaux ombragés. Dans la première région, le pourcentage atteint 76 pour 1 000 habitants, alors qu'il tombe à 8 pour 1 000 autour de Paris.

(Source INSEE)

## IMAGES

## L'ÉTAT, LE MAIRE ET LE CINÉMA

Le ministère de la culture mène une politique diversifiée pour aider les collectivités à sauver des salles menacées

Le rideau sombre de la désaffection tombe progressivement sur les cinémas. Or, dans certaines communes, les Rex, Scala, Lux et autres Palace constituent l'unique équipement culturel. Il n'est donc pas surprenant que les élus locaux se portent de plus en plus souvent à la rescousse des exploitants, voire reprennent directement sous leur tutelle les salles en déclin.

Ils le font d'autant plus volontiers que, depuis 1982, année de création de l'Agence pour le développement régional du cinéma (ADRC), l'Etat les y encourage. Depuis le 7 février 1989, il les y incite même de façon substantielle. «Aucune dernière salle ne doit fermer», déclarait ce jour-là Jack Lang, alors ministre de la culture, en annonçant le lancement d'un plan d'action en faveur du cinéma. Entre avril 1989 et décembre 1992, l'ADRC, une association financée par le Centre national du cinéma (CNC) et présidée par Jean-Paul Rap-

peau, a versé plus de 19 millions de francs pour soutenir l'action des départements, des régions et surtout des villes. Ce montant correspond à un cinquième des transactions d'acquisition des salles obscures effectuées en France durant cette période.

Il faut y ajouter l'effort des collectivités locales. Ces dernières complètent largement ces financements du CNC, puisqu'ils ne peuvent dépasser 40 % de l'opération. La politique de l'Agence a permis, selon ses estimations, de sauver 235 salles dans 159 villes et de «reconquérir» un marché de 3,7 millions d'entrées.

6,3 millions de spectateurs

En 1990, les cinémas ainsi repris par des municipalités ont, selon l'ADRC, programmé 13 % de séances supplémentaires et enregistré une progression de 15 % de leur nombre de spectateurs. Parfois, c'est le départ à la

retraite du dernier exploitant qui incite les communes à se lancer dans l'aventure. Elles ont majoritairement tendance à confier le fonctionnement de l'équipement à une association. Il arrive aussi que le propriétaire en difficulté vende son équipement à la ville, mais en conserve la gestion.

L'ADRC étudie toutes les formules mais cooécoute son action en direction des petites communes : 87 % des villes qui ont reçu une de ses primes, plafonnées à 200 000 francs, abritent moins de 30 000 habitants. Pour maintenir la présence du septième art dans les zones sous-dotées, l'ADRC offre, en outre, des subventions pour la modernisation des équipements et propose son assistance technique. Elle peut, par exemple, conseiller les collectivités locales sur des projets de nouvel aménagement de la salle et de ses abords, sur les négociations lors de la vente et, surtout, sur l'animation capable de relancer le succès du grand écran.

En amont, c'est-à-dire par le biais de la distribution, l'ADRC offre à un plus large public de voir des œuvres récentes, en particulier dans les zones rurales. En 1992, elle a fait circuler gratuitement dans des villes petites et moyennes près de 3 000 copies, vues par 6,3 millions de spectateurs : 32 % de ces 100 films étaient d'origine française, 42 % américaine. Une proportion qui suscite les critiques des professionnels parisiens.

Au fil des années, l'aide directe au rachat de salles a diminué. Mais si le nombre de cinémas à sauver semble décroître, l'attachement des collectivités locales, lui, est de plus en plus manifeste. Désormais, ces dernières participent avec l'Etat au développement de l'action cinématographique dans son ensemble. Elles collaborent par exemple à la sensibilisation du public scolaire ou de celui des quartiers défavorisés, contribuent à former à l'animation des exploitants, des enseignants, travaillent à la promotion du septième art grâce à des festivals, des projections spécifiques, etc. Le conseil général du Gers a été le premier à signer une convention en ce sens avec le CNC, en juin 1989. Depuis, 19 villes, 4 régions et 11 départements se sont engagés dans une démarche similaire. Au final, le budget global de cette politique s'élève à 14,6 millions de francs.

Martine Valo

## Le CNFPT vote un budget en équilibre

Le conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), réuni mardi 30 mars, a finalement voté le budget de l'année 1993 en équilibre. Celui-ci s'élève à plus de 1 milliard de francs et prend en compte les missions obligatoires de gestion telles que la financement des incidents de carrière ou des congés bonifiés pour les agents d'outre-

mer. Raymond Vaillant (PS), président du CNFPT, avait précédemment fait voter un budget en déficit de 41 millions de francs (le Monde daté 21-22 mars). La cotisation de 1 %, qui alimente l'établissement, était entièrement consa-

crée à la formation. Rappelant qu'un tel vote était illégal, le représentant de l'Etat a réclamé une décision modificative. Sinon, il transmettrait le budget à la chambre régionale des comptes.

Cette délibération modificative a été adoptée par vingt voix (CFDT, FO, Autonômes, CGC, PS, RPR, UDF, divers droite) et une abstention (CFTC). Il n'y a eu qu'une voix contre (CGT notamment). Des économies ont été prévues sur les dépenses générales du siège du CNFPT et de ses établissements de formation déconcentrés. Un excédent de trente millions de francs a pu être dégagé sur l'exercice 1992.

## BLOC-NOTES

## AGENDA

■ Restauration des bâtiments. - L'Association française interprofessionnelle de la pierre organise un colloque sur les « techniques de restauration du bâti ancien » à Paris, lundi 5 et mardi 6 avril. Cette rencontre est destinée aux entreprises de restauration, mais aussi aux élus et aux fonctionnaires territoriaux qui se chargent de la maîtrise d'œuvre. Des spécialistes décriront les phénomènes de dégradation biologique des murs et façades, et présenteront les procédés permettant leur restauration.

■ Renseignements au (16) 88-40-36-28.

■ Tourisme et SEM. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte, qui préside Alain Raymond (PS), maire de Colmar (Haut-Rhin) et membre du Comité économique et social, organise, avec l'Association nationale des élus locaux, qui préside Antoine Rufenacht (RPR), président de la région Haute-Normandie, un colloque sur le développement du littoral, intitulé « Tourisme et SEM », mercredi 7 avril, au Sénat. Des élus, des directeurs de SEM, des représentants des pouvoirs publics et des banquiers feront le point sur le

rôle de l'économie mixte dans l'aménagement des stations touristiques du littoral.

■ Renseignements au (16) 44-94-20-00.

■ Action sociale communale. - L'Union nationale des centres communautaires d'action sociale de France (UNCASF) de la région du Grand Est (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine) organise, avec la participation de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ONAS) une rencontre entre représentants de diverses institutions sur « L'action sociale communale en mutation », jeudi 15 avril, au Petit Kursaal, à Besençon.

■ Renseignements au (16) 81-41-21-79.

■ Voirie et intercommunalité. - L'Association des maires de France et l'Ordre des géomètres-experts organisent leurs prochaines rencontres à Vannes (Morbihan), vendredi 16 avril. Elles porteront sur « L'avenir d'une gestion intercommunale de la voirie ». Des experts présenteront le statut juridique des voies communales et des chemins ruraux, ainsi que les incidences de leur mesure sur les dotations financières de l'Etat.

## COMMUNICATION

## LE JOURNAL DES TROIS PAYS

Un hebdomadaire local pour lecteurs suisses, allemands et français

« D'equal avons-nous l'air maintenant ? » Urs Weber, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Drel, ne se remet pas du « non » suisse au référendum sur l'Espace économique européen (EEE). Le Basler Zeitung avait misé sur l'appartenance, dans un proche avenir, de la Confédération helvétique à la vraie Europe, celle du Marché unique et de Maastricht, pour lancer sa nouvelle publication. L'adhésion à l'EEE devait être le signe de la voie nouvelle empruntée par la Suisse.

Partant de la constatation que « les deux tiers de la banlieue de Bâle se trouvent en France et en Allemagne », les responsables du quotidien bâlois ont eu l'idée de publier un journal destiné à couvrir le Dreiländer (le coin des trois régions), c'est-à-dire la zone qui regroupe le canton suisse et le sud du Bade-Wurtemberg et de l'Alsace. Créer en quelque sorte « le premier journal local international », selon la formule de Weber.

Le Basler Zeitung de Fribourg et l'Alsace de Mulhouse avaient été approchées, mais leurs dirigeants n'ont pas cru bon de s'associer au projet. Le journal

bâlois décidait alors, en mars 1991, de tenter l'expérience tout seul.

L'hebdomadaire - de format tabloïd et comptant 16 pages, dont les principaux articles, le plus souvent publiés en allemand, sont accompagnés d'encarts présentant des résumés en français ou en allemand selon les cas - est distribué à 122 000 exemplaires, dont 117 000 copies sont fournies en complément de l'édition du jeudi du Basler, le reste étant vendu en kiosques ou par abonnements dans les communes allemandes et françaises avoisinantes. L'objectif est de traiter tous les sujets communs à la région.

Aujourd'hui, le bilan n'est pas des plus prometteurs bien que les lecteurs payants, même s'ils ne sont pas nombreux, renouvellent presque toujours leur abonnement, assurent les responsables de Drel. « De toute façon », affirme Urs Weber, nous avons au minimum encore deux ans pour décider si nous continuons ou pas l'expérience.

de notre envoyé spécial  
Marcel Scotto

■ Renseignements au (16) 47-63-67-91 ou au 44-18-13-76.

■ Métiers artistiques. - Le Centre national de la fonction publique territoriale et la Direction des musées de France organisent une journée d'étude sur « Les métiers des musées et la fibre culturelle territoriale », mardi 20 et mercredi 21 avril, à Paris. Métiers, qualifications, gestion, prévisionnelle des emplois culturels, évolution de la fonction de conservateur seront évoqués au cours de ces journées qui sont destinées notamment aux élus et aux responsables locaux des affaires culturelles.

■ Renseignements au (16) 40-60-47-64 ou 40-15-35-83.

## NOMINATIONS

■ Jean-Pierre Dufay à la tête de l'IAURIF. - Jean-Pierre Dufay, directeur général adjoint de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF) depuis octobre 1992, vient d'être nommé directeur général de l'IAURIF, véritable agence d'urbanisme et d'études de la région-capitale en remplacement de Pierre Pommelet, actuellement directeur de cabinet de Michel Giraud, président du conseil régional d'Île-de-France.

Jean-Pierre Dufay est né le 10 octobre 1955 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Diplômé de X-Paris en 1974, il a commencé sa carrière à la direction départementale de l'Yonne en 1979, en tant que responsable du service d'aménagement et de l'urbanisme. En 1985, il a été détaché au Port autonome de Paris pour prendre successivement les fonctions de directeur d'exploitation, puis, de 1990 à octobre 1992, de directeur de l'urbanisme et de l'exploitation. Il a ensuite rejoint l'IAURIF en octobre 1992.

■ Jean-Philippe Pierre, directeur de cabinet du président de l'AMF. - Jean-Philippe Pierre vient d'être nommé directeur de cabinet de Jean-Paul Delavoie (RPR), nouveau président de l'Association des maires de France.

(Né le 20 août 1961 à Angers (Maine-et-

Loire), Jean-Philippe Pierre possède une formation commerciale. Après ses études, il effectue plusieurs vacations dans des établissements hôteliers lyonnais. En 1986, il rentre en France et devient attaché parlementaire. Il travaille pour Jean-Paul Delavoie, député (RPR) de Paris-15, puis pour Philippe Legras, député (RPR) de Haute-Saône. En 1989, Jean-Philippe Pierre rejoint le secteur de la communication d'entreprises. Il travaille dans une société de services, puis dans une compagnie d'assurance, jusqu'en 1992.

## TEXTES

■ Conseil national de la formation. - Le Journal officiel a publié, le 10 mars, la liste des membres du Conseil national de la formation des élus locaux. Ce Conseil, prévu par la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux, devra définir les orientations générales de la formation des élus (le Monde daté 10-11 janvier). Il comprend un collège d'élus locaux et un collège de personnalités qualifiées, nommés pour une durée de trois ans.

Font partie du collège des élus locaux : Jean Volron (RPR), maire d'Essert-Roman (Haute-Savoie, 400 habitants), Claude Miquel (divers gauche), maire de Vie-en-Bigorre (Hautes-Pyrénées, 5 000 habitants), Pierre Bourguignon (PS), maire de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime, 30 000 habitants), Gilles de Robien (UDF), maire d'Amiens (Somme, 136 000 habitants), Joël Bourdin (UDF), maire de Bernay, Thierry Chardemagor (PS), président du conseil général de la Creuse, et Marc Censi (UDF-PR), président du conseil régional de Midi-Pyrénées.

Font partie du collège des personnalités qualifiées : Marcel Pochard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Pierre Paugam, conseiller-maire à la Cour des comptes, Georges Dupuis et Yves Mary, professeurs à l'université de Paris-L, Serge Ragourd, professeur à l'université de Toulouse, Pierre Sadran, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, et Jacques Vignaud, journaliste.

## PROPOS

■ LOGEMENT « Il y a encore, en Île-de-France, plus de 20 000 hectares urbanisables dans le cadre de l'ancien schéma. Il y a également des projets. Ce qui manque, c'est la volonté politique et les moyens adéquats pour la réaliser. »

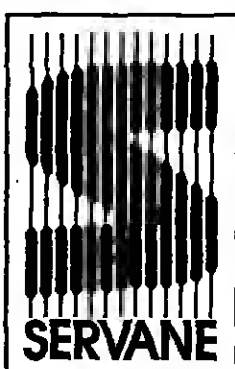
Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Île-de-France, D'Architectures du mois de mars.

■ TOURISME « Le sous-marin le Redoutable constituera un fantastique produit d'appel pour raconter l'histoire de Cherbourg, le port des traversées les plus courtes vers l'Amérique, où se sont embarquées plus de cinq millions d'émigrés d'Europe de l'Est. »

Alain Montferrand, architecte et conseiller technique au ministère du tourisme, le Point du 27 mars.

■ HOPITAL « Je suis très attaché au maintien de la diversité de l'hôpital local, qui doit avant tout satisfaire la demande locale et ne pas se transformer en un lieu pilote d'expérimentation médicale ; il perdrait alors sa spécificité d'établissement sanitaire à vocation sociale. »

Philippe Dugue (RPR), maire de Chevreuse (Yvelines), le Quotidien du maire du 24 mars.



3617  
SERVANE  
l'information  
au quotidien  
des collectivités  
locales

SEMIG 22 - Tél. 96 33 60 04

Le Monde  
EDITIONS

Voyage à l'intérieur  
de l'Eurocratie

Jean de La Guévière

Pour enfin comprendre comment l'Etat, l'Europe, cette formidable machine qui se veut ne vous intéresser pas à elle, n'a pas mené Maastricht pour occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة من الأصل



## RÉGIONS

### CENTRE

## UN MUSÉE POUR LES FANS DE L'AÉROTRAIN

Près d'Orléans, certains souhaitent réhabiliter une invention qui date des années 60

LES nostalgiques de l'aérotrain ne désarment pas. Un musée de l'honneur de cet engin devrait prochainement voir le jour à Saran dans le Loiret, au départ de la ligne expérimentale qui avait été construite à la fin des années 60 au nord de l'agglomération orléanaise.

Ce fut à la fois une belle aventure et un beau gâchis. Le temps n'est pas si loin où l'aérotrain figurait parmi les distractions que la République offrait à ses bêtes étrangères. On allait aussi voir la France de demain au centre d'essais de l'ingénieur Bertin. Chefs d'Etat, ministres ou altesses étaient installés dans le prototype rugissant qui était propulsé comme un obus dans la campagne beauceronne. Le 5 mars 1974, l'engin sur son rail de béton avait même atteint la vitesse de 425 kilomètres à l'heure.

Heures de gloire sans lendemain. Les adversaires de l'aérotrain poursuivaient leur travail de sape. La même année, le gouvernement abandonnait le projet de liaison Cergy-La Défense. La

### Récupérer les prototypes

Que faire aujourd'hui du viaduc de béton qui court de Saran à Ruan sur une longueur de 17 kilomètres ? A coup sûr il intriguera les archéologues du futur. A l'exception de Saran, les communes riveraines avaient souhaité, il y a quelques années, sa démolition, sous la pression des cultivateurs qui cherchaient à récupérer un peu de domaine agricole. Mais, en 1989, le préfet de l'époque, Paul Bernard, avait répondu que le ministère des transports s'y opposait pour la bonne raison que des études étaient toujours « en cours » et que l'on pouvait être amené à réutiliser une partie des infrastructures. L'ouvrage risque à présent d'être sectionné par le tracé de la future autoroute Orléans-Courtenay.

A Artenay, qui « possède » 4 kilomètres de rail, le maire, José Cardona, reconnaît que sa destruction coûterait trop cher. « En matière de techniques de transport, nous n'avons pas encore dit notre dernier mot. Sait-on jamais ?... La Beauce est une terre fertile. Mais, parmi tout ce qu'on y a planté, ce morceau de béton a été jusqu'ici ce qu'il y a de plus improductif », ajoute-t-il. Ancien agriculteur, esprit encyclopédique, José Cardona rappelle volontiers que la construction de la ligne en 1969 avait permis des découvertes paléontologiques majeures dans le sous-sol beauceron, et notamment celle d'un mammifère de l'époque tertiaire, le *hyaenaelurus sulzeri nollenti*, ancêtre de notre hyène, seul survivant d'une redoutable famille de carnivores.

Des passionnés de l'aérotrain s'acharnent aujourd'hui à sauver les restes de l'aventure et viennent de créer l'Association pour la réhabilitation du système aérotrain et des transports innovants (ARSATI). Celle-ci s'est donné pour première tâche de récupérer et de restaurer les anciens prototypes, construits dans les années

60 par l'ingénieur Bertin. La carcasse de l'un d'entre eux, détruit en 1991 par un incendie dans les locaux de la société Bertin, dans la région parisienne, est venue rejoindre à Orléans l'exemplaire, propulsé par un moteur de Caravelle, conservé dans le hangar de Chevilly et endommagé lui aussi, bizarrement, par un uisistre en mars 1992.

Des plaintes ont été déposées. « A mon avis, nous sommes en présence d'actes délictueux. Il existe des groupes industriels ou autres qui veulent en finir pour toujours avec l'aérotrain et empêcher son éventuelle résurrection. C'est pourtant un transport d'avenir. Dans moins d'un siècle, il y aura des aérotrains partout », lance Michel Guérin (PC), maire de Saran, président de l'ARSATI.

Autre projet de l'association : ouvrir un musée sur la plateforme même de l'aérotrain à Saran qui célébrera, outre l'aérotrain, les inventions malheureuses, oubliées ou délaissées, avec les études, les maquettes et les prototypes. Prochainement un char à voile, conçu par un inventeur local, devrait être hissé sur le rail de béton et servir de support publicitaire. Et attendant - c'est du moins le souhait de l'association - la mise en circulation d'un aérotrain touristique, destiné non plus aux puissants de ce monde mais au commun des mortels, désireux de s'offrir une croisière en Beauce.

de notre correspondant à Orléans Régis Guyotat

### MIDI-PYRÉNÉES

## LA DEUXIÈME ROCADE DE TOULOUSE

En améliorant ses voies de circulation la ville rose veut favoriser de nouvelles implantations

Le conseil général de la Haute-Garonne a décidé de lancer la deuxième rocade, à l'ouest de Toulouse. Les travaux devraient commencer dès le mois de juillet et concerneront les communes de Toulouse, Colomiers et Tournefeuille, soit un tracé de 4,8 kilomètres. Ce chantier devrait durer trois ans et coûter 300 millions de francs, une somme entièrement prise en charge par l'institution départementale.

C'est sur la promesse d'un tel engagement que des entreprises ont décidé des implantations nouvelles dans cette zone de l'agglomération toulousaine. Air Inter, bien sûr, mais surtout la société américaine Storage-Tek qui annonce plus de 300 emplois dans les gros systèmes informatiques, ce qui devrait renforcer dans ce domaine le pôle toulousain. Nul doute que l'arrivée du géant américain a précipité les échéances ; on n'envisageait pas le démarrage de ce chantier avant 1996.

### La mise à péage

Le conseil général vient donc d'inscrire une première enveloppe de plus de 100 millions de francs qui permettra de lancer les appels d'offres auprès des entreprises et de débloquer les travaux. Il s'agit, en effet, pour la toute nouvelle zone industrielle de Basso Combo, de trouver un accès direct à l'aéroport de Muret, condition essentielle de son développement futur. Ce bout de rocade qui reliera donc « le fil d'Ariane », nom donné à l'actuelle liaison autoroutière avec l'aéroport - à la voie de déchargement sud-ouest vers Foix et Tarbes, capitales de l'Arrière des Hautes-Pyrénées, sera ultérieurement prolongé au nord-ouest. Cet axe devrait absorber plus de 3 000 véhicules par jour qui ont, pour l'instant, bien du mal à se frayer aux heures de pointe un passage sur les voiries des cités de l'ouest toulousain.

La création de ce deuxième cercle à l'ouest de Toulouse intervient au moment où l'Etat termine à peine la mise à niveau de

la première rocade. Le passage de la Garonne à hauteur des Ponts-Jumeaux est en voie d'achèvement. L'ouvrage a été doublé, permettant un franchissement du fleuve sur deux fois quatre voies. Les liaisons avec Colomiers et le centre hospitalier régional de Purpan se font désormais sans problème.

Reste, au sud de la capitale régionale, l'échangeur de Langlade, là où la rocade ouest, passé un giratoire à feux tricolores, devient la branche sud et croise la RN 20 qui conduit vers l'Espagne. Un omd routier et ferroviaire qui empoisonne depuis des années la vie des automobilistes toulousains. Ce verrou devrait sauter d'ici deux à trois ans.

C'est la Société des Autoroutes du Sud de la France qui, en contrepartie de la concession du tronçon Toulouse-Muret (une trentaine de kilomètres à péage immédiatement en sortie de ville) s'est engagée à prendre à sa charge la réalisation de cet échangeur. A vrai dire, cette solution ne fait pas que des heureux et nombreux sont les pétitionnaires qui dénoncent la mise à péage d'une autoroute urbaine, ce qui n'est pas sans conséquence sur le calendrier des travaux.

Contournée à l'est dans la vallée de l'Hers par le « Trait d'union » qui permet une liaison autoroutière non-stop entre Bordeaux et Montpellier, ceinturée à l'ouest par une rocade déjà phagocytée par la croissance de la ville, Toulouse avait besoin de se doter d'un nouveau cercle car son développement est inséparable de celui d'une agglomération de plus de 700 000 personnes.

Dans une étude réalisée en 1991, la direction régionale de l'équipement affirmait nécessaire la création d'une deuxième rocade dans un rayon de six à dix kilomètres du Capitole, l'hôtel de ville de Toulouse. Coût estimé : trois à quatre milliards de francs, soit approximativement le prix d'une ligne de métro. Mais la DRE n'envisageait pas de mise en service avant vingt à trente ans.

de notre correspondant à Toulouse Gérard Vallès

### LIMOUSIN

## LIMOGES FAIT BRILLER SON ÉMAIL

Après sa rénovation artistique, cette activité met en place une politique commerciale

L'ÉMAILLERIE limousine cherche à conquérir les marchés extérieurs. Après sa renaissance artistique des dernières décennies, il lui reste maintenant à se doter d'une politique économique et commerciale. Telle est du moins la conviction de la nouvelle équipe dirigeante de la Biennale internationale de Limoges qui a été, depuis vingt ans, l'acteur principal de ce renouveau.

Après une brillante époque d'inspiration cubiste et arts déco dans les années 20, l'émail limousin s'était passionnément enlisé dans la copie d'ancien, l'imaginaire kitsch et les objets touristiques. Avec une autosatisfaction qui l'avait rendu aveugle et sourd aux effervescences et aux trouvailles contemporaines, particulièrement riches en Catalogne, au Japon et aux Etats-Unis.

### Participer à des salons

Jusqu'à ce qu'une poignée d'artistes émailleurs, regroupés sous le vocable un peu approximatif de « Nouvelle École de Limoges », décident de faire craquer cette tradition. Ce fut, en 1974, la première Biennale internationale de l'émail, qui instaura, non sans résistances locales, une confrontation salubre ; ensuite, périodiquement renouvelées jusqu'à l'organisation en 1992, pour la onzième édition, d'une exposition qui consacra la rencontre des émailleurs limousins et des designers actuels : Sylvain Dubuisson, Garouste et Bogetti, André Dubreuil, Jean-Charles de Castelbajac, Nestor Perkal, etc.

Il reste maintenant, selon la nouvelle présidente et critique

d'art Anne Bastard-Jaullin (Beaux-Arts magazine, l'ŒIL...), à transformer l'essai pour promouvoir cette activité qui fait travailler une centaine de personnes dans quarante ateliers. « Chaque bataille, dit-elle, amène effectivement à Limoges des artistes et des visiteurs d'une trentaine de pays. Mais, dans l'inter- valle, il ne se passe pas grand-chose. Et les retombées ne sont pas évidentes. C'est là qu'il faut agir pour entretenir une activité permanente. Pas seulement exposer mais susciter la création ; parler innovations mais aussi parts de marché ».

Première initiative : la participation à l'autisme au Salon professionnel international Bijouterie (bijouterie, joaillerie, horlogerie, cadeaux) de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Aujourd'hui est en chantier une participation au Salon italien Habitat : el tempo de Verone. Regards aussi vers l'Allemagne et, surtout, vers les Etats-Unis. Une exposition d'émaux est en préparation au Metropolitan Museum de New-York, et le jumelage bien avancé de Limoges avec Charlotte, la ville de Caroline du Nord où la multinationale limougeaise Legrand SA s'est implantée l'an dernier, pourrait être bientôt l'occasion d'une rétrospective ambitieuse et peut-être titrante. Car, souligne Véronique Notin, la conservatrice du Musée des beaux-arts de Limoges, « s'il est vrai que les foyers de création dans les arts du feu ont été nombreux à travers l'histoire, Limoges est la seule ville à avoir une histoire et une création ininterrompues depuis plus d'un millénaire ».

de notre correspondant à Limoges Georges Chatain

### BRETAGNE

## L'INFORMATIQUE DÉSENCLAVÉE

Quest-Recherche, un grand réseau pour les laboratoires des petites villes

TRENTE-NEUF centres de recherche ou laboratoires de grandes écoles et universités de Bretagne devraient être raccordés à un réseau de communication scientifique à très haut débit. Lancé par des informaticiens bretons, ce dispositif, baptisé « Quest-recherche », a reçu l'appui total de la région, qui a entraîné dans son sillage plusieurs villes, des grandes comme des petites : Brest, Rennes, Lorient, Saint-Brieuc, Lannion, Roscoff, entre autres.

« La mobilisation a été forte », souligne Gérard Riou, chef du service informatique de l'IFREMER à Brest. Il est vrai que, en favorisant le maintien de laboratoires ou d'établissements supérieurs délocalisés, ce projet va dans le sens d'un aménagement du territoire plus équilibré. Là est la grande originalité d'Quest-recherche, dans la mesure où jusqu'à présent, en France, seuls les grands centres urbains sont raccordés à des réseaux informatiques à haut débit.

### Favoriser la déconcentration

Dans l'Ouest, si l'on ajoute à la Bretagne les Pays de la Loire, eux aussi engagés dans cette action, soixante-dix sites vont bénéficier de ce désenclavement informatique. Il s'agit de les relier au réseau national de France Télécom, baptisé Réseau national transmissions enseignement recherche (RENATER). Grâce à la fibre optique, ce système, qualifié d'« autoroute informatique », a la caractéristique de procurer à ses utilisateurs d'importants moyens de transmission. Cela se chiffre en millions de signes à la seconde. En même temps, la voie peut être établie vers des centres de calcul européens et américains.

Trois types de services fonctionneront tout de suite sur Quest-recherche : messagerie et transfert de fichiers, accès à des ressources de calcul ou de documentation, partage des outils informatiques, entre établissements. Les informaticiens du groupe entendent aller plus loin en travaillant sur la télédocu- mentation et sur la télé-ingé- nie-

rie. Cela consiste à faire transiter des ressources documentaires visualisables par l'informatique et à donner la possibilité d'intervenir sur des calculateurs à distance à partir de centres qui, en temps normal, n'ont pas ces possibilités techniques.

Ainsi, les petits centres bénéficieront des mêmes moyens que les grands pôles de matière grise. L'histoire récente du développement en Bretagne a voulu que la recherche ne soit pas seulement localisée dans les grandes villes. A côté des dominantes de Brest (océanographie, biologie), Lannion (télécommunications), Rennes (agronomie, informatique), dans des villes comme Saint-Brieuc, Vannes, Lorient, Quimper, se sont installés des établissements de recherche ou d'enseignement.

Cet éclatement de la recherche peut devoir une chance pour un aménagement du territoire mieux réparti. « Un enseignant qui est nommé sur un poste à Vannes va se trouver dans les mêmes conditions de travail que celui d'une grande ville », indique Hervé Le Goff, professeur à l'IRISA de Rennes (Institut de recherche en informatique et systèmes automatisés), qui anime l'équipe d'informaticiens d'Quest-recherche. Pour des grands établissements éclatés comme IFREMER, un des premiers centres de recherche bretons reliés à RENATER, ce réseau à haut débit va permettre d'établir de meilleurs ponts entre les implantations délocalisées.

Cette informatique à très haut flux devrait favoriser la déconcentration. Pour René Dabard, directeur de l'INISA (Institut national des sciences appliquées) de Rennes, président d'Quest-recherche, « le réseau qui se met en place va conforter l'implantation régionale des centres de recherche régionaux et nationaux ». Le programme coûtera 68,5 millions de francs sur cinq ans et sera financé par le conseil régional, les collectivités locales et les centres de recherche eux-mêmes, chaque partenaire participant pour un tiers.

de notre correspondant à Brest Gabriel Simon

## LA CONCENTRATION LA PLUS INTENSE DES ENERGIES ET DES METIERS POUR LE RAYONNEMENT DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

LYON 12, 13, 14 MAI 1993.  
5<sup>e</sup> FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

6 GRANDS DEBATS  
6 TABLES RONDES  
26 ATELIERS

Communication économique.....Communication sociale.....Démocratie.....Education Civique.....Typographie.....Communication financière.....Marketing politique.....Plan Média.....Journaux municipaux.....Environnement.....Territoire, identité et appartenances.....Etc.

CAP'COM

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION  
AU 78 62 33 62

Le Monde ÉDITIONS

## LA REPUBLIQUE MENACÉE

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## PARIS

## PROPRETÉ

## L'axe vert Paris-Berlin

Le ramassage, l'incinération, la recyclage des déchets domestiques est aujourd'hui un casse-tête pour les édiles de toutes les grandes agglomérations. Et les bonnes idées ne courent pas les rues. Aussi Paris (2 millions d'habitants) et Berlin (3 millions), les villes rivales d'autrefois, ont décidé de mettre leurs expériences en commun dans ce domaine. Un accord de coopération « environnementale » a été signé le 19 mars à l'Hôtel de Ville de Paris. Les Allemands sont, paraît-il, impressionnés par trois particularités parisiennes : la proximité des usines d'incinération, qui réduisent les coûts de transport, les moto-crochettes et les techniques de nettoyage des murs à l'eau chaude. Berlin, de son côté, est en avance pour sa législation en matière de propreté. On a promis d'échanger des données et surtout des délégations de techniciens. Conclusion des deux parties : voilà une façon de faire l'Europe qui en vaut bien d'autres.

## DIX-NEUVIÈME

## La Butte sans bus

Au cours des trente week-ends de la saison touristique, soit de Pâques au mois d'octobre, les cars de touristes ne pourront plus monter au Sacré-Cœur, à Montmartre. Ils y étaient déjà interdits, mais l'ennemi, pendant la nuit. Durant la journée, ils ne pouvaient que déposer leurs passagers. Cette nouvelle mesure de restriction est une brèche supplémentaire dans le sacro-saint principe qui veut que la chaussée appartienne exclusivement et à long terme aux véhicules. Une partie des huit millions de visiteurs de la Butte feront l'ascension par d'autres moyens : par les Montmartrobus de la RATP, par les petits trains montés sur pneumatiques, par le funiculaire remis à neuf ou... à pied. Et la mairie du dix-neuvième arrondissement songe déjà à fermer totalement les éboulements de la place du Tertre aux cars de tourisme, ces mastodontes souvent bruyants et mélodieux.

## DÉCHETS

## Le Parc des expositions de Villepinte récupère ses verres

Afin de participer à la protection de l'environnement, le Parc international des expositions de Paris-Nord-Villepinte (Seine-Saint-Denis) a décidé, en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, de valoriser ses déchets. En coopération avec les responsables des stands et des restaurants, la société d'exploitation du Parc vient de lancer une campagne de récupération des verres recyclables, dont le volume annuel est estimé à près de 800 tonnes. Un « Trophée verres » a été créé afin de récompenser les exposants qui auront le mieux effectué le tri sur leur stand. Déjà trois prix ont été décernés à l'occasion du Salon de la machine agricole. Cette opération de tri et de valorisation des déchets devrait être étendue aux cartons, papiers, bois et moquettes.

## MÉDECINE

## LES MENACES DU SATURNISME

Les médecins et les infirmières de la capitale luttent contre la réapparition de cette maladie

EN 1985, des médecins de l'hôpital Trousseau constatent, sur les radios d'un enfant qui se plaint de douleurs au ventre, des petites tâches énigmatiques. Les analyses de sang révèlent la présence d'un toxique inattendu : le plomb. Le saturnisme, maladie professionnelle d'un autre âge, ferait-il sa réapparition chez les enfants des quartiers populaires ? Quelques mois plus tard, six autres cas sont dépistés, chez des bambins domiciliés dans le neuzième arrondissement.

A la recherche de l'origine de cette intoxication, le docteur Marcelle Delnour, médecin des centres de Protection maternelle et infantile (PMI) du neuzième arrondissement, pense aux vieilles canalisations d'eau potable encore en plomb. Mais les

analyses d'eau restent négatives et le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris évoque une autre piste : la céreuse, peinture au plomb employée au siècle dernier. En juillet 1986, à la demande du médecin, le laboratoire entreprend d'analyser systématiquement l'air, l'eau, les peintures des immeubles suspects ainsi que le sang de leurs occupants.

Les résultats de laboratoire sont clairs : l'eau respecte les normes, mais dans les peintures des appartements on relève 54 mg de plomb par gramme de matière, soit une proportion importante. La céreuse a été reconnue dangereuse en 1909, mais elle a été utilisée jusqu'en 1948. Belle peinture, toxique pour les maînissures, elle protégeait efficacement de l'humidité

et ne l'employait sur les murs extérieurs et dans les logements, en sous-couche et en finition. Elle demeure sous les badigeons refaits sans décapage, et aujourd'hui elle s'effrite avec eux.

## 3 400 enfants ont été examinés

Mois pourquoi seuls les enfants en bas âge sont-ils malades, apparemment de façon chronique ? Au point qu'à l'hôpital Necker deux enfants sont morts d'une encéphalite due au plomb. Aux Etats-Unis, où l'on croyait le saturnisme disparu, la maladie touche trois millions d'enfants. En réalité, plusieurs facteurs les rendent particulièrement sensibles.

Dans l'estomac, la céreuse se

transforme en chlorure de plomb, soluble dans le sang. Mais pour la même dose, le système digestif d'un bébé de trois ans retient 50 % du métal, alors que celui de l'adulte l'élimine à 90 %. Une carence en fer aide le poison à se fixer dans les os, d'où il menace le système nerveux, y compris le cerveau. Aux Etats-Unis on estimait, en 1986, que les troubles scolaires débutaient avec la présence dans le sang de 250 mg de plomb par litre. Ce seuil est aujourd'hui descendu à 100 mg.

Le docteur Delnour a privilégié un dépistage sélectif à partir des centres de PMI, où viennent consulter les familles modestes qui vivent dans des appartements anciens. Trois centres ont été émis dans le neuzième arrondissement pour tester le méthode, qui a révélé que 8,5 % des jeunes enfants vivant dans des locaux délabrés sont atteints de saturnisme. Le dépistage a alors été étendu aux centres de neuvième, dixième, onzième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements, ainsi qu'à certains foyers dégradés des douzième, treizième et dix-septième. Le laboratoire de la ville a ainsi pratiqué 6 000 analyses de sang et procédé à des

études des peintures. La méthode s'est révélée efficace, puisque sur 3 400 enfants vus dans un centre de PMI et vus dans des appartements vétustes les deux tiers étaient atteints de saturnisme. Le nombre de malades n'a dû être soigné, l'hôpital, les autres ont subi un traitement plus léger. Le docteur Alain Epelboin, qui a étudié l'épidémie en ethnologue enstete que la plupart des parents de ces malades qui son d'origine africaine se méfient de corps médical.

En 1990, deux associations, Migrations Santé et Médecin sans frontières, ont traité un soixantaine d'appartements. Les mêmes raisons de sécurité ne conduisent à échanger portes et fenêtres, plutôt que les décapage. La ville, le conseil régional, la caisse primaire d'assurance maladie et divers ministères ont participé au financement de l'opération. La méthode de prévention et de traitement de saturnisme urbain est au point. Le dépistage se poursuit dans l'ensemble des arrondissements de la capitale, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la ville de Lyon.

Marie Szpęgrewski

## LE THÉÂTRE JOUE LES ARRONDISSEMENTS

Suite de la page 19

Cinq arrondissements - 9, 13, 14, 15 et 19 - bénéficient actuellement d'un théâtre municipal fonctionnant selon ce schéma. Et ils tournent rond. Durant la saison 1991-1992, on y a monté 24 spectacles. Le taux de remplissage approche les 50 %, et 105 000 spectateurs ont été accueillis.

Voilà pour les chiffres. Ils soulignent la disparition des grands théâtres nationaux et avec les salles privées. Mais là n'est pas l'essentiel. Après tout, ces tréteaux de quartier pourraient servir leurs feutiles d'écologistes et de retraités.

Les applaudissements des spectateurs de patronage. Il n'en est rien. Les théâtres d'arrondissement font mieux que tenir leur part dans le concert culturel de la capitale. La sélection de trois d'entre eux pour les Molières 1993 en témoigne.

Bien sûr, chacun a son style. Anny Murvil, qui dirige la salle du 5<sup>e</sup>, dans le quartier Maubert, ne s'aventure guère hors du répertoire classique pour ne pas effaroucher une clientèle locale fort conservatrice. Emmanuel Dechstre, dans le 14<sup>e</sup>, et Régis Santon, dans le 15<sup>e</sup>, souhaitent des spectacles plus excitants, mais surtout pas « intellectuels ». Ils revien-

nent à de brillantes pièces de boulevard, comme *Lundi 8 heures* de Jacques Deval ou *Monsieur Klebs* et *Rozalie* de René de Obaldia.

La Villotte, Patrick Guffet, au contraire, joue les risques-tout en offrant ses planches à des créations. Elles attirent d'audacieux explorateurs qui, pour découvrir de nouveaux talents, sont prêts à courir aux confins de Paris et même à s'assombrir durant la représentation.

## Qualité de vie

En accueillant gratuitement des compagnies venues des quatre coins de France, les théâtres d'arrondissement remplissent leur mission : offrir à la fois de la qualité aux Parisiens et un tremplin aux comédiens encore peu connus. Mais il n'est pas question de faire durer le plaisir.

Après un maximum de 50 représentations, il faut passer à un autre spectacle. Contrat oblige. Aussi les meilleures pièces continuent-elles leur carrière dans les théâtres privés. Cette année *Monsieur Klebs* et *Rozalie* est passé du fin fond du 14<sup>e</sup> aux néons de la Madeleine, de même que l'an dernier *Caligula* s'est transporté aux Mathurins.

Ainsi coquas et dirigés, les théâtres municipaux de quartier participent à la qualité de vie des arrondissements. Chaque soir, des rues, autrefois désertes, s'animent. Plus besoin de courir « en ville » pour sortir avec des amis. Chaque salle a aujourd'hui sa cohorte de supporters-abonnés résidant dans le voisinage.

La clientèle locale est d'importance variable : de 40 % dans le 5<sup>e</sup> à 15 % dans le 10<sup>e</sup>. Mais tous les directeurs se félicitent d'être aussi - et parfois surtout - des spectateurs venus du reste de la capitale, et même de banlieue. L'image du quartier s'en trouve relevée, et les maires d'arrondissement s'en sentent plus fiers. Jacques Toubon (RPR), le maire, ne rate pas une générale dans « son » théâtre du 13<sup>e</sup> et il en fait lui-même la promotion auprès des « intellectuels » de l'arrondissement.

Lionel Assuad, dans le 14<sup>e</sup>, et René Galy-Dejean, dans le 15<sup>e</sup>, s'efforcent leur théâtre en toute circonstance. Jean Tiberi (RPR), maire du 5<sup>e</sup> est aux petits soins pour la salle de la rue Maubert, qui constitue, dit-on, l'un de ses arguments électoraux. Seul Jacques Féron - qui d'ailleurs n'habite pas son arrondissement - semble se désintéresser des créations de Paris-Ville.

L'art dramatique subventionné et décentralisé donne des boutons aux patrons des théâtres privés. Ils parlent de « concurrence déloyale », alors que leur propre situation serait « dramatique ». Les moins acerbés critiquent ces « nanis qui dépendent des subides en

mentant des spectacles pour se faire plaisir », alors qu'eux-mêmes seraient condamnés à « faire du commercial » pour survivre. Réponse de la direction des affaires culturelles : « Toutes actions confondues - et elles sont multiples - le budget municipal consacré à l'aide au théâtre se monte à 106 millions de francs en 1993. Là-dessus, 43 % profitent directement ou indirectement aux salles privées. »

Il n'empêche que la majorité municipale est sensible à la critique. Elle ne peut sans se contredire prôner la privatisation des services publics et continuer à municipaliser des théâtres de quartier. Ceux-ci le sentent bien. Ils sont situés à l'écart des grandes artères et parfois nichés dans des recoins difficiles à trouver. Aucun n'a obtenu une signalisation lumineuse convenable et, collective-

ment, ils ne bénéficient d'aucune promotion particulière dans les médias municipaux.

La Ville serait-elle soudain effrayée par son audace innovatrice ? « Il n'est pas question d'ouvrir d'autres théâtres d'arrondissement, dit-on à la direction des affaires culturelles. Nous nous contenterons d'exister, mais d'améliorer les salles existantes. » En effet, Paris-Ville va s'adjoindre un foyer où l'on pourra se restaurer, et la salle du 15<sup>e</sup> vaudrait bien en faire autant.

On songe aussi à augmenter les trop faibles capacités d'accueil du théâtre du 14<sup>e</sup>. Tous les animateurs redoutent surtout une stagnation des aides financières. Pour les courageux et talentueux petits théâtres de quartier, voici venir le temps des vaches maigres.

Marc Ambroise-Rendi

## DÉCALAGE HORAIRE

## Livraisons à la japonaise

Un simple coup de téléphone ou une télécopie (très répandue au Japon chez les particuliers) suffisent pour obtenir dans la demi-heure qui suit un repas chaud, de style japonais ou occidental, une pizza, des nouilles chinoises, des boulettes de riz surmontées d'une tranche de poisson cru (*sushi*), voire des plats plus élaborés.

Au Japon, la livraison à domicile (*denisei*) est une longue histoire. Elle s'inscrit dans cette conception de la qualité du service qu'attendent, « naturellement », de leurs fournisseurs les clients nippons. Le trafic et l'inefficacité de main-d'œuvre pouvaient faire penser que cette pratique si répandue allait régresser. Il n'en est rien. De nouveaux modes (celle des pizzas, par exemple), et les exigences de la vie moderne ont donné un coup de fouet à ce qui était un dépit d'une tradition très japonaise.

## Pizzas et bières

Les livreur-équibristes sur son vélo, portant sur l'épaule une pile de plats au ds boîtes contenant des repas, celui plus moderne avec un motocyclette dans le rous arrière est surmontée d'un énorme ressort au bout duquel se balance un plateau chargé de bols de soupe naillants sans renverser leur contenu sont des images récurrentes de la vie des quartiers japonais à l'heure des repas. Aujourd'hui encore, restaurants de *sushi*, de *soba* (nouilles au sarrasin) ou d'anguilles livrent traditionnellement leurs mets dans la voisine. La plupart du temps, la livraison est gratuite. Le restaurant demande quelquefois une rémunération, qui reste modeste (10 % du

prix du plat). Les plats sont accompagnés de baguettes en bois jetables dans un étui en papier, ou d'un couvert en plastique également enveloppé d'une serviette s'il s'agit d'un plat occidental. Jusqu'à 9 ou 10 heures du soir, on peut obtenir ce qu'on veut chez soi pour un effort improvisé à la portée de toutes les bourses. Les systèmes fonctionnent aussi pendant l'heure du déjeuner avec les dizaines de milliers de repas (*bento*) ainsi servis dans les entreprises.

Avec l'accélération du rythme de la vie, la livraison à domicile connaît un nouvel essor et se modernise. La rapidité est une nouvelle exigence de la livraison à domicile : les bicyclettes et les trottoirs cadent progressivement les places à des petits tricycles motorisés conçus par les constructeurs japonais.

Le fabricant américain de pizzas, Domino, déduit 700 yens (23 francs) d'une commande qui n'est pas arrivée dans les trente minutes. Aujourd'hui, Domino, qui s'est installé au Japon en 1984, doit faire face à une vingtaine de concurrents, tous plus inventifs les uns que les autres pour grappiller des parts de marché.

La livraison à domicile est pratiquée par les entreprises les plus diverses : des camions de légumes sans engrais chimiques ou des marchands de rideaux qui viennent avec une petite camionnette pour présenter in situ leurs produits. La livraison d'épicerie, de bière ou de saké est également courante. Une pratique qui facilite la vie dans une grande agglomération.

de notre correspondant à Tokyo  
Philippe Pons

## CIRCULATION

## LES GAMINS EN DANGER

Un film va être distribué dans les écoles pour apprendre à être prudent

« PROTECTOR », un minidrame extra-terrestre volant au secours des gamins menacés par la circulation automobile, deviendrait-il le héros préféré des écoliers parisiens ? C'est ce qu'espère la prévention routière, qui a fait réaliser un film pédagogique dont ce personnage imaginaire est la vedette.

Le film, fort bebblement tourné par Jean-Louis Baujard dans les rues mêmes de la capitale, présente cinq situations de la vie quotidienne dans lesquelles des enfants, pourtant raisonnables, sont à deux doigts d'être victimes d'un véhicule. Un arrêt sur image permet au maître de commenter sur-le-champ chacun des faits divers, et aux enfants d'exprimer leurs réactions. Une manière estuieuse d'apprendre les règles élémentaires de la sécurité du piéton en ville.

La cassette vidéo et son livret pédagogique vont être distribués aux 440 écoles élémén-

taires de la capitale. Cette opération, financée par EDF-GDF et par la Ville, est l'une des réponses à l'augmentation précoce des accidents impliquant des enfants : 706 en 1992 (soit 11 % de plus que l'année précédente), qui ont causé 1 mort et 62 blessés graves, le plus souvent des garçons de six à douze ans.

Parallèlement, le vairie continue d'éménager les sorties des écoles (barrières, panneaux lumineux, ralentisseurs, flots, passages surélevés), qui sont également surveillées par des « pervenches » et des policiers auxiliaires. Enfin, la mairie, dans les établissements scolaires, de multiples actions de prévention routière, qui ont touché 85 000 petits Parisiens en 1992. Pour avoir été trop longtemps livré sans partage aux automobiles, Paris est devenu une jungle redoutable pour les enfants.

M. A.-R.

**1992**  
LES ÉLECTIONS RÉGIONALES  
Une collection  
LE MONDE / GALLIMARD  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

LE MONDE  
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

مكتبة من الأصل



HAUTS-DE-SEINE

# LA DÉFENSE PERD SA PREMIÈRE TOUR

Dans le quartier d'affaires, l'ancien immeuble de la société Esso est en cours de démontage

L'IMMEUBLE, qui abritait jusqu'en juin dernier le siège social d'Esso à Courbevoie (Hauts-de-Seine), ne connaîtra pas le même sort que les tours du Val-Fourré de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Ici, pas question d'utiliser des explosifs pour démolir ce bâtiment constitué d'une ossature et de panneaux de façade métalliques, situé dans un environnement très dense. Dans trois mois pourtant, il ne restera plus rien de cet édifice qui fut le premier de la Défense.

Au début des années 50, la compagnie pétrolière est en quête d'un emplacement, afin de regrouper les services de son siège social disséminés dans plusieurs quartiers de Paris. L'entreprise avait procédé à diverses études d'implantation, lorsque l'administration lui proposa de s'installer à la Défense, où elle

préparait le plan d'aménagement du futur quartier d'affaires. En 1960, les travaux démarrent sur un terrain de 19 200 mètres carrés situé sur la commune de Courbevoie (Hauts-de-Seine), en bordure du rond-point de la Défense, à quelques dizaines de mètres du Centre national des industries et techniques (CNIT), dont la vocation futuriste avait surgi deux ans plus tôt, au milieu des pavillons et jardins de banlieue.

Les 36 700 mètres carrés de planchers, où doivent s'installer les 1 500 employés du siège de la firme, sont répartis sur seize niveaux, dont trois en sous-sol. L'immeuble, de 93 mètres de long sur 22 mètres de large, dont la hauteur a été volontairement limitée à 51 mètres pour ne pas écraser le CNIT, s'organise autour de quatre blocs centraux où sont logés les escaliers, les

ascenseurs, les monte-charges et monte-dossiers, les gaines de câbles et canalisations diverses. Le bâtiment, pensé par l'architecte Greber, est construit selon la technique des murs-rideaux mise au point par l'Américain William Le Baron Jeune.

## Un espace vert

Sur l'ossature métallique de l'ensemble s'acarne le «rideau» composé de montants verticaux — les raidisseurs — sur lesquels sont montés les châssis de fenêtres et les panneaux d'alvéoles, constitués d'une glace émaillée, d'une lame d'air et d'un caisson étanche renfermant l'isolant thermique.

Dans le courant de l'année 1964, les premiers employés quittent les Champs-Élysées

pour la Défense. «Une véritable aventure, se souvient Jean-Bernard Bruant, actuel directeur artistique chez Esso. Nous étions les pionniers, il n'y avait pas d'autres immeubles de bureaux dans le quartier, et les communications étaient difficiles. On prenait le métro jusqu'au Pont-de-Neuilly, les plus courageux traversaient le pont à pied, les autres empruntaient le service de cars mis en place par l'entreprise.» Le bâtiment est inauguré le 5 mai 1965 et chaque nuit, des années durant, les quelque 1 200 fenêtres des deux façades ont servi d'éclairage lumineuses aux quatre lettres d'ESSO. En 1990, la société pétrolière décide de vendre son immeuble de la Défense et d'installer son siège social à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Sur l'emplacement libéré, le nouveau propriétaire, la SNC Cour-Defence, envisage de construire 190 000 mètres carrés de bureaux, pouvant accueillir 10 000 personnes, dans un ensemble comprenant deux tours de 150 mètres de hauteur sur trente-neuf niveaux, trois immeubles de huit à dix étages, ainsi que 3 000 places de parking. Au pied, des commerces de proximité et un musée, dépendant de la Fondation nationale d'art contemporain, ouvriront

sur le parvis. Cette réalisation est estimée à 10 milliards de francs.

Selon Emmanuel Guegnier, responsable du projet Cour-Defence, les travaux de démolition se divisent en deux étapes. «La première consiste à retirer les 800 tonnes d'amiante qui servent à l'isolation du bâtiment. Une opération délicate réalisée par une entreprise spécialisée. Une fois récupérée par des ouvriers qui ont suivi une formation spécifique, l'amiante est mise dans des sacs étanches puis dans des bennes, avant d'être stockée dans des sites en béton.» Il s'agit de l'assurance de ceux de la décharge de France-Déchets de Villeparisis (Seine-et-Marne).

La structure métallique de la façade sera ensuite démontée de haut en bas et l'ossature découpée. Fin juin, l'immeuble Esso ne sera plus qu'un souvenir. Sur son emplacement, un espace vert sera créé, dans l'attente du démarrage du chantier de Cour-Defence, pour lequel aucune date n'est avancée. L'opérateur Kaufman et Broad et ses partenaires (GAN, Crédit agricole, Crédit national, Banque Indosuez, BNP, CCF, Société générale et Worms) espèrent, en effet, une conjonction plus favorable.

Jean-Claude Pierrette

## VAL-DE-MARNE

Charenton célèbre Winston Churchill

La ville de Charenton-le-Pont (Val-de-Marne) a rendu hommage à Sir Winston Churchill en donnant son nom à une avenue et en inaugurant un buste à son effigie. La sculpture en bronze (1,40 mètre de haut), qui repose sur un socle de 1,80 mètre en granite noir, symbole de résistance à l'adversité, est due au talent de Roland D'Andlau qui n'a fait là, comme il le dit avec modestie, qu'une statue d'un monument de l'Histoire.

La municipalité, dirigée par Alain Griotteray, a voulu honorer celui qui fut «en ces temps de drame le grand champion d'une grande entreprise et le grand artiste d'une grande histoire», selon la phrase du général de Gaulle. D'ailleurs, ce dernier possède déjà son buste dans l'avenue portant son nom. L'avenue Winston-Churchill sera la centre financier de la ville, la Caisse centrale des banques populaires devant y regrouper la plupart de ses bureaux parisiens dans le courant du printemps.

## ESSONNE

Des œuvres d'art pour la cathédrale d'Evry

Pour aider la construction de la cathédrale d'Evry, la première en France depuis plus d'un siècle, des peintres et des sculpteurs ont participé à une vente d'œuvres d'art qui eut lieu entre le 31 mars et le 5 avril, à Paris. Grâce aux nombreux dons collectés par une souscription à l'échelon national, l'évêché d'Evry-Corbeil a déjà rassemblé un peu plus de deux tiers des 50 millions de francs nécessaires à la réalisation du projet. Les travaux du bâtiment de forme cylindrique, dessinés par l'architecte suisse Mario Botta, ont débuté au mois de juillet. En avril, il doit recevoir la charpente triangulaire sur laquelle reposera la verrière servant de toit. La bénédiction des cloches, le 2 octobre, marquera une étape symbolique.

La chantier du gros-œuvre devrait être achevé à la fin de l'année. Parallèlement se construit sur le flanc de la cathédrale le centre d'art sacré dont le financement est assuré par des participations publiques de l'Etat et des collectivités territoriales.

## Formule 1 à Montlhéry

Le conseil général de l'Essonne vient de faire réaliser une étude sur l'opportunité de reconstruire sur la site de l'Autodrome de Linas-Montlhéry un circuit moderne où pourraient se dérouler des épreuves de formule 1. Inauguré en 1984 avec son célèbre anneau de vitesse, une innovation à l'époque, l'autodrome accueille encore quelques courses. Mais il est surtout utilisé par son propriétaire, l'Union technique de l'automobile, du motocyclisme et du cycle (UTAC). Dans le rapport qu'il a remis au conseil général, le préfet conclut à la faisabilité du projet. Outre un circuit indépendant de l'ancien, le nouvel ensemble sportif comprendrait un musée de l'automobile et des zones pour les activités équestres (stand de présentation pour les constructeurs ou les équipementiers). Permettant d'équilibrer la budget de l'opération, estimée à 1,8 milliard de francs, cette étude répond à un souhait de la Fédération française de l'automobile d'organiser un grand prix de formule 1 en région parisienne. Cependant, elle pourrait ne pas connaître de suite à moyen terme, le projet étant contesté par des élus des communes riveraines.

## SEINE-SAINT-DENIS

# ABRIS POUR CHATS SAUVAGES

Des enclos spécialement aménagés permettent d'éviter leur prolifération

SUR le parking de la cité Lénine à L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), l'enclos chat-LM, installé par l'association L'École du chat fait l'effet d'un oasis de verdure dans un paysage de béton. Deux puits transformés en bacs à fleurs et un petit sapin entourent les quelques mètres carrés aménagés autour de la «chat-LM», étonnante maison de poupée en bois spécialement construite pour accueillir les chats errants du quartier. L'enclos est entouré d'un grillage dans lequel deux ou trois ébénistes ont été découverts. Seule la «dame nourricière» qui chaque matin vient servir la soupe aux matous possède la clé de cet espace généreusement concédé par la mairie à la race féline.

Au total, ils sont une dizaine de chats sauvages ou abandonnés — tous stérilisés — qu'à L'Île-Saint-Denis on appelle communément «les chats du marché». «Ils ont tous leurs vœux», se souvient Ariette Suire, présidente du comité de l'École du chat de L'Île-Saint-Denis, où elle habite depuis quarante ans. C'est elle

qui a eu l'idée de «enclos chat-LM», dont le nom a été déposé à l'Institut de la propriété industrielle en 1990. Fabriqués en série par le centre d'aide par le travail (CAT) de Villeneuve-le-Roi et vendus 2 400 francs pièce, les «chat-LM» se répandent actuellement en région parisienne : à L'Île-Saint-Denis, une seconde «chat-LM» a été installée à la cité Mautice-Thorez ; à Saint-Denis, l'office HLM a fourni le grillage de l'enclos de la cité Paul-Langevin ; à Aubervilliers, deux cités ont inauguré il y a un an leur enclos respectif...

## «Animaux citoyens»

Belle victoire pour Mibel Cambazard, le remuant président-fondateur de l'association L'École du chat (7 000 adhérents en Île-de-France), qui, depuis quinze ans, bataille pour obtenir des municipalités la reconnaissance du droit des chats sauvages à vivre en «animaux citoyens» dans les jardins publics et les cimetières. Une

«citoyenneté» en cinq volets qui suppose que les bêtes soient stérilisées, vaccinées, tatouées, nourries et domiciliées.

Depuis quinze ans, les bénévoles de L'École du chat appliquent dans une politique de «contrôle des naissances» draconienne : une solution moins barbare, plus efficace et «moins coûteuse», assure Michel Cambazard, que celle qui consiste, pour les municipalités, à recourir périodiquement aux services de France Capture, société spécialisée dans la capture des chats errants, qui finissent euthanasiés en fourrière. La mise en place d'un dispositif de capture pour une trentaine de chats s'élève à 6 000 francs, avec un taux d'efficacité garanti à 80 %, les 20 % de rescapés continuant à se reproduire...

Apparemment, l'idée du «chat libre» fait son chemin : outre les collectivités locales et les établissements publics (un hôpital de la Seine-Saint-Denis a récemment opté pour le système stérilisation-«chat-LM»), les entreprises commencent à saisir l'intérêt de la formule. Pionnière en la matière, Fiat, à Levallois, dont le site de l'atelier de carrosserie est très prisé des chats «désocialisés», a financé, il y a deux ans, la stérilisation de ces matous, la location d'un Algeco pour leur convalescence et l'achat d'un «chat-LM» avec mangeoire. Comme l'atelier est situé en front de Seine, les félins n'ont aussi tout loisir de chasser la vermine.

Philippe Baverel

## ÉGALITÉ GÉOGRAPHIQUE

# LES INJUSTICES DU TÉLÉPHONE

Une réforme de France Télécom devrait mettre fin aux anomalies de tarification

Un Versaillais (Yvelines) qui téléphone à Paris est taxé toutes les cent vingt secondes tandis qu'un habitant de Bois-d'Arcy, commune voisine, l'est toutes les soixante-douze secondes. En France, la complexité de la tarification des communications téléphoniques constitue une véritable source d'anomalies. Malgré un barème identique, le coût moyen de la minute de conversation pour des abonnés d'une même région peut varier du simple au triple.

Conséquente que le découpage en circonscriptions tarifaires mis en place en 1956 ne répond plus aujourd'hui aux réalités géographiques, économiques et humaines, France Télécom envisage de créer des zones locales élargies (ZLE) qui devraient «corriger la plupart des incohérences d'un système qui a beaucoup vieilli». Le dispositif actuellement à l'étude devrait «gagner les effets de frontière» entre les zones de taxation limitrophes et «déculper les possibilités d'appel au tarif local». Il devrait également permettre de «restructurer la tarification de l'Île-de-France (30 % des recettes téléphoniques françaises) qui constitue à elle seule une exception dans le système général».

## Une nouvelle carte

Selon le découpage actuel issu de la réforme de 1956, revue et corrigée en 1964 dans le cadre de la réorganisation de la région parisienne, l'Île-de-France comporte trois circonscriptions différentes : la circonscription de Paris (zone P), qui inclut la capitale et les communes de banlieue autrefois rattachées au département de la Seine ; la zone A, qui est située dans un rayon de 20 kilomètres ; et la zone B, dans un rayon de 30 kilomètres.

Dans la majorité des localités des trois départements de la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine et Val-de-Marne) les usagers bénéficient d'un tarif identique à celui de Paris — soit une unité toutes les six minutes — lorsqu'ils appellent un correspondant parisien. En revanche, pour leurs homologues situés dans les zones A et B, on est taxé respectivement à raison d'une unité toutes les vingt secondes pour la première et une unité toutes les soixante-douze secondes pour la deuxième concernant le même appel. Ce

mode de tarification, reconnaît France Télécom, provoque de nombreuses inégalités.

Pour les liaisons entre les banlieues, les anomalies sont aussi fréquentes. Une communication de Lagny (Seine-et-Marne) au Raincy (Seine-Saint-Denis) est facturée toutes les quarante-cinq secondes alors qu'un appel entre Lagny (Seine-et-Marne) et Boulogne (Hauts-de-Seine), dont la distance est trois fois supérieure, est facturée au tarif d'une unité toutes les soixante-douze secondes.

Pis : dans un même département, toutes les villes ne sont pas soumises au même tarif. En Seine-Saint-Denis, par exemple, dans les seize communes rattachées à l'arrondissement de la sous-préfecture du Raincy, autrefois dépendantes de l'ancienne Seine-et-Oise, on paie trois fois plus cher les appels pour Paris que dans leurs vingt-quatre homologues qui dépendent de la préfecture de Bobigny (autrefois rattachées à la Seine).

A maintes reprises, Alfred Marcel Vincent (PS), conseiller général et maire de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), est intervenu auprès des différents ministères qui se sont succédé à la direction des postes et télécommunications, pour dénoncer «l'anomalie choquante» qui pénalise non seulement les communes de l'est de son département mais également toutes les localités de l'ancienne Seine-et-Oise retranchées aujourd'hui dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne.

Ces «disparités injustes» qui frappent de nombreux abonnés d'Île-de-France devraient bientôt être corrigées. Dans le cadre de sa réforme en cours, France Télécom envisage en effet de redécouper la géographie tarifaire de l'Île-de-France en trente circonscriptions. La ville de Paris formerait une circonscription unique tandis que de nouvelles zones seraient créées en respectant les limites administratives des arrondissements et des départements. L'application des ZLE à cette nouvelle carte devrait permettre d'améliorer le traitement tarifaire des abonnés, estime France Télécom.

Satisfait de la réforme proposée, le maire de Livry-Gargan espère que l'équité en matière de tarification téléphonique qu'il réclame depuis des années sera, comme promis, appliquée dès l'an prochain.

Martine Boulay-Méric

# MONTREUIL VEUT ROULER BRANCHÉE

La commune s'est lancée dans l'aventure des véhicules électriques

D'ICI à 1995, une vingtaine de véhicules utilitaires, soit 10 % de la flotte municipale de la ville de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), devraient rouler à l'énergie électrique. La commune s'apprête à passer une première commande d'une dizaine de modèles, qui devraient être mis en circulation au cours du premier semestre 1993. Choisis par le gouvernement comme l'un des vingt-deux sites pilotes (le Monde daté 29-30 novembre 1992) pour tester l'utilisation de la voiture électrique en milieu urbain, Montreuil, le plus gros agglomération de l'Est parisien (93 000 habitants) a décidé de s'investir pour que son expérience soit couronnée de succès.

Convenus que ce type de véhicule, silencieux et propre, apporte une réponse concrète à l'amélioration du cadre de vie et à la lutte contre les nuisances

produites par le bruit et la pollution, la municipalité de Montreuil veut faire de la ville un «laboratoire d'essai». En collaboration avec le centre de Saint-Mandé d'Electricité et Gaz de France services, elle a organisé en mars de janvier un forum de la voiture électrique. Regroupant une dizaine de constructeurs, il a permis aux entreprises, aux institutions et au grand public de découvrir et d'essayer ces nouveaux engins.

Sans pour autant vouloir «idéologiser la voiture électrique», le maire, Jean-Pierre Brard (communiste critique), estime que «le jeu en vaut la chandelle». Partisan d'une démarche volontariste, il souhaite arriver à convaincre les grands services publics (postes et télécommunications, police, ...), les professions libérales, les entreprises privées comme la société de collecte des ordures municipales, les commerçants, c'est-à-dire tous ceux qui doi-

vent effectuer des déplacements en ville, d'opter pour ces engins. La commune souhaite également négocier avec son partenaire EDF-GDF, en charge notamment de l'installation et de la gestion des bornes de recharge des batteries, un tarif préférentiel pour tous ceux qui se brancheront la nuit. Pour sa part, la ville prévoit d'acquiescer plusieurs petites automobiles pour ses assistantes sociales, infirmières et employées du service nettoiement des voies au du service des espaces verts...

Tout en étant conscient que la commune «risque d'essuyer les plâtres», le maire se veut résolument optimiste. Il se dit prêt à relever le défi.

Il espère «arriver à faire passer à d'autres non enthoussiastes» pour que cette quatrième tentative de lancement de la voiture électrique en série, après trois faux départs — en 1903, avec la «Jamais-contente» du père Jenatry, en 1940, et en 1973, — ne soit pas un nouveau échec.

Dans le département, l'expérience de Montreuil devrait faire des émules. La commune d'Aulnay-sous-Bois s'intéresse déjà à ces engins innovants. Elle a obtenu d'un des concessionnaires le prêt de deux modèles.

M. B.-M.



## DOSSIER

## ENVIRONNEMENT

## La ville en vert

Dijon, Amiens, Angers, Reims, Mulhouse s'inscrivent en tête du classement effectué par le magazine *Grand air* sur la qualité de l'environnement dans trente-six villes de plus de 100 000 habitants. Caen, Nîmes, Strasbourg et Montpellier sont les plus mal notées. L'enquête a été menée par le biais d'un questionnaire, préalablement soumis et approuvé par le ministère de l'environnement, les responsables de la Génération Ecologie et des Verts.

Les quatorze questions, dont les réponses étaient notées entre 3 et 10, portaient sur la qualité de l'eau, de l'air, les espaces verts, les modes de traitement des ordures ménagères, la réhabilitation de l'habitat, les transports en commun, etc. Un bonus, noté sur 20, était accordé aux municipalités qui pouvaient se targuer d'initiatives diverses en faveur de l'environnement. Les responsables de *Grand air* en tirent trois conclusions : aucune de ces villes n'est invivable ou dangereuse ; rares sont les cités qui n'ont pas travaillé à des projets ; il n'y a pas de fatalité, et l'homme peut corriger les injustices de la géographie et de l'histoire. En n'ayant pas répondu au questionnaire de *Grand air*, les villes de Nice, Rouen et Perpignan font figure de mauvaises élèves.

PICARDIE  
Festival de cinéma à Beauvais

Depuis sa création en 1991, le Festival international du film et du cinéma, baptisé Cinéma, prend chaque année un peu plus d'importance grâce au concours des collectivités locales. Organisé à Beauvais, dans l'Oise, du samedi 3 au dimanche 9 avril, l'édition 1993 bénéficie du concours de la région Picardie, du conseil général de l'Oise et de la ville de Beauvais, qui participent à hauteur de 60 % au financement de cette manifestation, dont le budget est cette année de 2,2 millions de francs. Les collectivités entendent par cet investissement assurer la pérennité du cinéma dans le tissu local. Cette année, à la faveur du thème choisi, « Les mondes marins et leurs créatures », Richard Fleischer vient de fêter le quarantième anniversaire de son film « Vingt mille lieues sous les mers » en présence de celui qui fut : la petite sirène de Hollywood : Esther Williams.

BOURGOGNE  
Bus à la carte dans le Tonnerrois

Les 6 000 habitants des communes rurales qui adhèrent au Syndicat intercommunal de vocation multiple (SIVOM) du Tonnerrois peuvent désormais se rendre chaque mercredi à la ville. Pour peu qu'ils aient déposé leur demande avant le mardi midi auprès du SIVOM et moyennant un tarif forfaitaire de 20 francs aller et retour, un bus les prend en charge à proximité de leur domicile et les dépose, en début d'après-midi, dans le centre de Tonnerre. De là une navette urbaine les conduit à la porte des magasins. L'Association de sauvegarde des intérêts ruraux du Tonnerrois, à l'origine de ce relais-bus, tente de rompre l'isolement des personnes âgées qui habitent en zone rurale. Avec l'aide de partenaires et après de longues études, elle a confié la maîtrise de cette expérience au SIVOM du Tonnerrois. Seules deux créations de circuits ont été nécessaires ; il eût suffi, pour le reste, d'adapter les lignes existantes aux besoins. « La complexité est la principale qualité de ce service », explique Nicole Rousseau, la présidente du SIVOM. Il pourra, bien sûr, s'adapter aux nouvelles situations et besoins des usagers.

LES UNIVERSITÉS  
RENTRENT EN VILLE

Après avoir exilé les étudiants dans les campus, les urbanistes veulent les réinstaller au centre des cités



LES travaux vont bon train, au cœur des villes : les étudiants rentrent au bercail, et l'on se met en frais pour les accueillir. Cette volonté de réconcilier la cité et l'université s'est affirmée au milieu des années 80. Une mission, confiée à l'architecte Michel Cantal-Dupart, en a souligné les enjeux, tandis que certaines villes commencent à transformer des bâtiments désaffectés en lieux d'études.

Au fil de colloques, l'université 2000, le programme de développement de l'enseignement supérieur, a clarifié les données. Il faudra, d'ici 1995, 1,5 million de mètres carrés supplémentaires, sans compter les résidences et les équipements tels que bibliothèques ou restaurants... En échange du financement d'une partie des projets, les collectivités locales ont été associées à ce grand chantier : plusieurs d'entre elles

ont joué le jeu, bien décidées à utiliser l'université pour « fabriquer » la ville.

Au premier abord, la démarche semble aller de soi. Les étudiants sont, par définition, jeunes. Ils sortent, s'attablent aux terrasses des cafés, dînent volontiers au restaurant... Bref, ils sont les acteurs rêvés d'un centre animé. En outre, ils constituent un potentiel économique non négligeable. Il convient donc de leur faire apprécier au mieux les charmes de la ville qui les accueille le temps de leurs études. Peut-être, ainsi, auront-ils envie de s'y fixer définitivement.

Ce retour vers le centre prouve la faillite des campus. Ces vastes espaces qui devaient structurer la banlieue et développer un art de vivre studieux, sportif et anglo-saxon aux portes de la ville ont montré leurs limites. Fruits de l'ar-

chitecture des années 70, ils sont souvent en mauvais état et mal reliés au reste de la cité. Il n'y a pas d'apprentissage de la citoyenneté dans ces universités-là. Les étudiants y passent leur semaine comme d'autres vont travailler à l'usine, et ils rentrent chez eux dès le week-end.

La grande peur de l'après 1968 s'étant dissipée, c'est donc en pleine ville que se développe l'expansion universitaire. Constatant, les municipalités en profitent pour restructurer leurs centres. Ainsi, Marseille compte sur les étudiants (s'appuyés, il est vrai, par d'autres moteurs, comme le siège du conseil régional) pour mener à bien la reconversion du quartier Belzunce en pôle d'affaires. Lyon achève la transformation de l'ancienne manufacture des tabacs « sinée », précise l'étude d'impact, en « cœur de deux axes urbains. L'un étant justement à mettre en œuvre (le boulevard de l'Europe) dans le cadre de l'aménagement de la ville et de ses voies de transit ».

Même effervescence dans les villes moyennes : en implantant l'université sur le site de la Tréfilerie, Saint-Etienne tendra son centre le long d'un axe « majeur ». Brest et Dunkerque veulent ainsi sceller leurs retrouvailles avec la mer ; Amiens avec son fleuve ; Toulon avec son centre ancien, terni par une mauvaise image...

Pour autant qu'on ait aujourd'hui le recul nécessaire pour apprécier le résultat de ces projets ambitieux, le problème paraît, en réalité, plus complexe. Il ne suffit pas de rapprocher, géographiquement, la ville et l'université pour que les liens se renouent immédiatement. A Marseille, par exemple, les étudiants s'attardent peu sur le parvis, et s'engouffrent en masse, dès la fin des cours, dans la bouche de métro.

On peut donc espérer que l'ensemble prendra corps lorsque l'université Saint-Charles, toute proche et également en travaux, aura été rénovée et désenclavée. Mais ce qui est possible dans une grande ville ne l'est pas forcément dans une plus petite. On imagine mal, quand bien même le prix du foncier le permettrait, les dix mille ou vingt mille étudiants implantés sur un campus rapatriés en centre-ville. Une telle entreprise obligerait, soit à fragmenter l'université pour permettre son insertion dans le tissu urbain (or l'université a besoin d'être un espace cohérent et repérable), soit à concentrer les bâtiments qui détruiraient, par leur empiètement, tout l'équilibre d'un centre-ville. Le projet que vient d'achever Henri Gaudin dans le quartier

Saint-Leu à Amiens illustre bien la difficulté d'intégrer un équipement de taille, pourtant moyenne, dans un quartier traditionnel.

Il s'agit aussi de concilier deux temps qui ne s'écoulent pas au même rythme. Celui de l'université est discontinu, dans l'année comme dans la journée. Plus prosaïquement, cela signifie qu'il est difficile de faire tourner un bar ou un service de photocopie avec des clients qui s'évanouissent quatre mois dans l'année.

Au quotidien, le stationnement des voitures comme la fréquentation des terrasses jusqu'à tard dans la nuit peuvent créer des tensions avec les riverains. « Ces projets d'université dans la ville ne peuvent donc concerner qu'une minorité d'étudiants », explique Michel Cantal-Dupart. Ils ne doivent pas remplacer une réflexion plus globale sur les rapports des campus et de la ville.

Il faut les séduire, les accueillir le temps de leurs études et leur donner l'envie de se fixer.

Le cas de Montpellier, qui prévoit de transférer une partie de son université de droit à l'extérieur de l'Ecusson est à cet égard révélateur. Les locaux actuels, en pleine ville, ne suffisent plus à recevoir les étudiants. Il a donc été décidé de transférer une partie des formations sur le site encore vierge de Port-Marianne.

Ce projet, qui va à rebours de la tendance actuelle, et traduit sans aucun doute la volonté d'une municipalité soucieuse de promouvoir un quartier en pleine gestation, tentera d'établir de nouveaux rapports entre les étudiants et la cité. De loin, la silhouette des bâtiments formera, à tout le moins, une coupure nette.

Les constructions s'or-

donneront, à l'échelle du piéton, le long de rues piétonnes. La bibliothèque, équipement public, se détachera comme la figure de proue du complexe ; si le parti initial est respecté, il y aura même des commerces au pied des nouveaux immeubles. Par ailleurs, une passerelle au-dessus du Lez mettra le site à une dizaine de minutes, à pied, de la place de la Comédie. On entrevoit ainsi les directions que peut prendre le travail des urbanistes : à la fois civiliser le campus en laissant entrer l'activité économique, et créer de nouvelles liaisons avec le cœur de la cité. Tel est, par exemple, le pari d'Orléans. Situé à La Source, le campus est au cœur d'une ville nouvelle de 30 000 habitants dépourvue de toute espèce de centralité. Les bois qui séparaient l'université des quartiers de logements ont été abattus, pour gommer toute coupure. A leur place commencent à être construites les maisons de rue qui s'aligneront, sans solution de continuité, le long d'une avenue dont la chaussée sera considérablement rétrécie. A quelques mètres, l'amphithéâtre de la pépinière d'entreprises fait face à un bâtiment universitaire plus ancien, et dessine ainsi une nouvelle place du « savoir ».

Ailleurs, à Grenoble ou à Nantes, c'est au tramway qu'incombe la mission de rapprocher les campus. Dans le même temps, les villes tentent de se faire plus attractives, pour donner aux étudiants des raisons d'emprunter ces moyens de transport modernisés. On se prend ainsi à rêver d'un équilibre, où les campus de banlieue et les facultés de centre-ville auraient chacun leurs fonctions et où des lieux de vie (restaurants universitaires, bibliothèques, maisons de l'étudiant, accueil et secrétariat...) fédèreraient, au cœur historique de la cité, l'ensemble de la population étudiante.

Jean-Louis André

Dunkerque :  
les pieds dans l'eau

Sous les haies vitrées, un cargo amarré. En bas, dans les rues de la Citadelle, négriers peuplés de marins et de dockers, quelques bars et restaurants qui revivent... Ouverte il y a trois ans, la faculté des sciences se trouve à quelques mètres, à vol d'oiseau, du beffroi de l'hôtel de ville. A l'intérieur, passerelles, toiles et cour-sives, signées Architecture Studio, célèbrent le mémoire de la ville portuaire. « Cette université », explique Pierre Yens, directeur du Centre de la Citadelle, nous en avons tellement rêvé qu'à aucun moment nous n'avons songé à l'implanter à l'extérieur de la ville. Au contraire, et nous en sommes fiers, nous l'aurions installée place Jean-Bart, au cœur symbolique de la cité ».

A défaut, elle a pris ses aises dans un bâtiment neuf, accolé à l'ancienne manufacture des tabacs, elle-même intégrée au projet. A quelques mètres, curieuse coque renversée, le restaurant universitaire vient d'être inauguré ; de l'autre côté du canal, la bibliothèque doit prendre place. Ensuite, sur le quel encore occupé par des activités portuaires, se dresseront les extensions prévues. On se trouve, en fait, au cœur du projet « Neptune », piloté par Richard Rogers, qui prévoit l'extension du centre-ville autour des anciens bassins de commerce et dans les terrains libérés par les chantiers navals. Il manque encore les ponts, qui relieront le tout, mais, là encore, le début des travaux est imminent. En même temps, on a jeté un qui permettra aux apprentis scientifiques de venir en ville sans avoir à faire le tour des bassins.

ils ne seront pas les seuls à l'emprunter, puisque leurs collègues de la faculté des lettres feront le chemin en sens inverse pour déjeuner. Eux, ils sont depuis 1986 au centre même de Dunkerque, dans un ancien collège. Un privilège que

d'occuper ainsi un lieu d'histoire dans une ville où les bâtiments antérieurs aux bombardements de 1940 se comptent sur les doigts d'une main. Là aussi, pourtant, les maçons sont à l'œuvre, pour construire une annexe, bientôt achevée, autour d'une place qui sera décidément celle de la culture : on y trouve déjà le théâtre, la bibliothèque municipale, et le Musée des beaux-arts.

Toute cette effervescence a pour but de gérer la croissance des effectifs : sur les 4 600 étudiants de la toute récente université du littoral, 2 200 sont à Dunkerque, et la chiffre devrait doubler d'ici quatre ou cinq ans. Tout simplement parce que la population est jeune, que les filières s'y multiplient, et que s'implantent, ici et là, des seconds et troisièmes cycles.

Cette explosion tombait bien, puisque Dunkerque avait besoin d'un moteur pour son centre plutôt morose. Pourtant, on trois rentrées, l'ambiance n'a pas été bouleversée. Nombre d'étudiants venus des villes voisines repartent dès la fin des cours, d'autant plus volontiers que, inscrits en premier cycle, donc relativement jeunes, ils n'ont pas leur autonomie financière. Pour les fixer, la ville construit à leur intention une centaine de logements par an, dispersés dans la ville. Elle espère, du même coup, attirer des investisseurs privés vers ce type de produit. Autre initiative : une opération montée avec la mutuelle étudiante, la MNEF, qui offrirait aux étudiants des tickets-restaurant. A cette occasion, de nombreux patrons de snacks et de cafés ont fait connaissance avec les étudiants. Ils cherchent des solutions, aujourd'hui, pour garder ce contact. Malgré le démarrage du resto U.

de notre envoyé spécial à Dunkerque J.-L. A.

مركز من الأصل



REGARDS

PORTRAIT

Patrick Coutin : le rock en banlieue

Patrick Coutin est avant tout l'homme d'un tube. En 1981, *J'aimerais regarder les filles* révèle au grand public un touche-à-tout, tour à tour étudiant en philo, sonorisateur et journaliste à *Rock and Folk*. Sa chanson « fait un tabac » en discothèque et sur les ondes des radios libres naissantes. Basu sucché pour ce natif de Tunisie, qui avait quitté Sarcelles et l'université au début des années 70 pour s'immerger dans la musique au cours d'un long séjour aux États-Unis. « Après les espoirs déçus de mai 68, se souvient le chanteur, le musique représentait pour moi le seul espace de liberté ».

Douze ans après *J'aimerais* et trois albums plus tard, Patrick Coutin, quarante ans, fait toujours partie du circuit du show-business (son prochain disque sortira fin août), mais il participe parallèlement aux activités de la Mission rock du conseil général de Seine-Saint-Denis. « En France, les niveaux de pratique et de culture musicale sont parmi les plus bas du monde », affirme Patrick Coutin, qui a décidé de faire bénéficier les jeunes musiciens banlieusards de son expérience. Il participe actuellement au « Grand Zebrock », un forum rassemblant tout ce que le département compte de musiciens amateurs et professionnels, d'organiseurs de concerts et d'acteurs de la vie culturelle, dont l'édition 1993 a débuté, vendredi 2 avril, à Drancy.

Pas de sélection

« Je suis Monsieur Loyal, raconte Patrick Coutin, j'assure le lien entre les professionnels, auprès desquels je suis crédible, et les jeunes qui ne me considèrent pas comme un pur produit du showbiz ». Un don du contact qui lui a permis d'impliquer des artistes de renom dès le démarrage des ateliers, à l'automne. Des « poétures » du milieu sont ainsi venues enseigner à La Courneuve : Armande Althai, professeur de chant qui travaille entre autres avec

Etienne Daho et Liane Foly, les guitaristes Patrick Rondat et Norbert Krief (membre du groupe Trust et musicien de Johnny Hallyday), ou encore le batteur Albert Marceaux.

Pour participer à l'un de ces ateliers, les jeunes déboursent 50 francs, dont qu'une heure de cours particulier avec Armande Althai, par exemple, coûte dix fois plus. « Il n'y a pas de réelle sélection à l'entrée des ateliers, souligne Patrick Coutin, mais les jeunes qui viennent ont tous une pratique musicale. » A terme, le chanteur rêve d'un véritable réseau, qui verrait ceux qui ont complété leur bagage musical enseigner à leur tour aux quatre coins du département.

Coutin l'artiste cohabite sans problème avec Coutin l'organisateur. Il n'est pas nécessaire selon lui d'adopter le mode de vie « sex, drugs and rock'n'roll » pour réussir dans la musique, bien au contraire. « Quand je jouais avec un groupe, je me battais pour que tout le monde arrive à l'heure aux répétitions. Ça n'est pas le meilleur instrumentiste qui réussit nécessairement, c'est celui qui parvient à maintenir son groupe en vie ».

Fort de ce credo, Patrick Coutin s'accommode des pesanteurs administratives, d'un conseil général. Il regrette simplement que le président ne vienne pas voir plus souvent le travail effectué dans les ateliers. Il serait plutôt « ancré » que communiste, mais partage avec ses employeurs les mêmes conceptions en matière de diffusion de la culture.

Après quelques années de soutien des pouvoirs publics et des collectivités locales à la « culture rock », certains jugent de bon ton de dénoncer le rock subventionné, version enrobée d'un univers rebelle par définition. Légèrement agacé, Coutin répond : « C'est la discorde de ceux qui possèdent, de ceux qui s'en vont répéter dans la villa familiale. »

Laurent Doulsan

LIVRES

UNE BALADE DANS LE SUD-OUEST

EN AGENNAIS de Stéphane Beaumont. Photographies de Philippe Pastre. Editions Privat, Collection Pays et villes de France, 14, rue des Arts, 31080 Toulouse, 224 p., 290 F.

« Il ne faut pas confondre les livres qu'on lit en voyage et ceux qui font voyager. » Indéniablement, Stéphane Beaumont a adopté le vœu d'André Breton. « Petit-fils de cathare et de troubadour », maître de conférences à l'université des sciences sociales de Toulouse-I, conseiller discret et impénitent de nombreux politiciens, lui qui fait sien le maître de la parole a choisi de raconter « ce pays » par l'écrit. Il le raconte un peu à la manière de Michel Serres, académicien du cru, comme se décline un alphabet du terroir. Il plonge sa plume dans les moindres coins et recoins, dans les méandres de la spécificité de cette région sans identité et aux frontières qui lui-même évoque « insaisissables ». Il le fait avec une passion et une gourmandise inassouvis.

Ballotté entre le Guyenne atlantique et le Midi toulousain, tiraillé entre le Périgord et la Gascogne, l'Agenais, terre fluviale, ultime dortoir de la Garonne paresseuse et terre de rencontres, est une sorte d'« espace tampon », une « configuration sans normes ni lois », qui s'est dessinée au fil des turbulences de son histoire et de sa géographie bien particulières. « Une forme floue, sans relief, où tous les horizons se donnent rendez-vous. »

On ne peut entrer « innocemment » en Agenais : Stéphane Beaumont se plaît à rappeler dans son ouvrage les cicatrices que laisse dans le cœur une telle invitation au voyage. Elle ne peut se concevoir que comme « une aventure de l'âme ». Ici, en Agenais, tout semble être domestiqué et sauvage à la fois. Stéphane Beaumont est toujours su, entre ses multiples combats démocratiques,

puiser ses respirations dans ce pays. L'occupant de l'ancien relais de poste de Beaujoly à Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne) nous invite à suivre son message dans un carnet de route qui nous conduit sans contorsions des sillons des champs aux basses des villes.

De Marmande à Nérac, de Villeneuve-sur-Lot à Agen, nous marchons à pas comptés sur les vicinales de la ruralité. En Agenais est plus qu'un livre, c'est un espace d'émotions, de couleurs et d'odeurs. Rien n'échappe à Stéphane Beaumont : ni le moutonnement des collines mollassiques, ni le « pletge », ce vent qui décoiffe les bois des causses, ni cette multitude de signes qui font le patrimoine naturel de ce pays

Jean-Jacques Rollet

LA MÉDITERRANÉE INQUIÈTE. Dirigé par Xavier Gizard, Datar. Editions de l'Aube, 1993. 190 p., 95 F.

Ménée à plusieurs voix – les auteurs ne sont pas moins d'une douzaine –, voici une réflexion approfondie et souvent pertinente sur les actions et les régions riveraines de la Méditerranée. Elle est d'autant plus nécessaire qu'une fois encore la « mare nostrum » est malade. Ex-Yugoslavie, Liban, Israël, Lybie, Algérie, les points douloureux jalonnent ses rivages tandis que se réveille la vieille cicatrice entre l'Islam et l'Occident.

Il était grand temps de regarder de ce côté-ci des confins européens, d'en rappeler l'histoire récente, d'en étudier les insuffisances et les potentialités économiques, d'en identifier les dissonances culturelles et finalement d'évaluer dans cet ensemble le poids de notre « arc latin » : Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Côte d'Azur. Près de la moitié de l'ouvrage est consacrée à cet état des lieux régional. Constatation : en dépit d'un mythe parfumé de nostalgie coloniale, le Sud français, aspiré par un puis-

si indéfinissable pour un étranger. L'auteur s'attarde sur deux autres de ses passions : le rugby et l'histoire politique. Il ne peut passer sous silence les bleus à l'âme que laisse la légende du Sporting Union agennais, plusieurs fois champion de France, ni parler d'histoire sans évoquer celle d'Armand Fallières. Nommé président de la République le 17 janvier 1906, ce sénateur avait atteint le pouvoir suprême. Il reste l'une des figures locales dans cette région gastronomique qui semble avoir inventé un radicalisme-cassoulet à nul autre pareil. La plume de l'auteur chante avec enthousiasme l'hétérogénéité des rapports humains, des paysages et leur étrange symbiose, pour mieux laisser dans la mémoire l'empreinte d'une attachante pérennité. La portée harmonieuse et conviviale de l'écriture est agrémentée du plaisir complice des photographies de Philippe Pastre, un autre enfant du pays des pruneaux à l'âme balladine.

COURRIER

Écologie urbaine

S'il est un domaine où il serait nécessaire que les militants d'association de quartier fassent entendre leur voix, c'est bien celui de l'écologie urbaine (le Monde daté 7-8 février). Mais que signifie ce mot ? Il est apparu dans les années 20, à Chicago, où des sociologues ont élaboré une théorie sur la répartition des habitants dans les différents quartiers d'une ville en fonction de leur pouvoir économique. Il est évident que cette approche ne convient plus du tout.

La rencontre des deux termes « écologie » et « urbaine » peut sembler contradictoire. Les écologistes purs et durs ont mis la nature au centre de leurs préoccupations, l'ennemi désigné étant le plus souvent l'homme, prédateur et pollueur par excellence. Au contraire, les urbanistes sont par définition « anthropocentristes » : ils travaillent pour l'homme – ou du moins, ils sont censés le faire. Peut-on résoudre cette contradiction en introduisant davantage de nature dans la ville ? C'est ce que croient nombre d'élus et d'aménageurs. Certains doctrines en arrivent même à proposer des solutions aberrantes : « Evitez de faire des jardins avec des massifs fleuris. Faites plutôt des taillis et des maquis, avec des animaux sauvages... »

Sans tomber dans ce travers, la communauté urbaine de Lyon s'est dotée récemment d'une charte de l'écologie urbaine. Ce document, qui prévoit des investissements sur trois ans (de 1992 à 1995, date des prochaines élections municipales), est loin d'être dépourvu d'intérêt pour l'environnement futur de l'agglomération lyonnaise. Mais il ne constitue qu'un catalogue des problèmes d'environnement : pollution de l'air et de l'eau ; traitement des déchets ; lutte contre le bruit ; espaces verts urbains et périurbains, etc.

Est-ce cela l'écologie urbaine ? Il semble bien que non. Si l'on veut un type d'habitat citadin dans lequel l'homme puisse s'épanouir, il faut aller beaucoup plus loin. Inclure dans la démarche la sauvegarde du paysage urbain, les espaces publics, l'architecture, le patrimoine bâti et non bâti, les déplacements, etc. Tout un programme !

Si elle est avant tout pluridisciplinaire, l'écologie urbaine ne constitue ni une doctrine rigide, ni une série de recettes, mais davantage un état d'esprit. Il devrait habiter les élus, les aménageurs, comme les habitants eux-mêmes. Les habitants surtout, car l'écologie urbaine, c'est aussi la possibilité pour leurs associations de mieux appréhender la politique urbaine qui leur est proposée... et le plus souvent imposée.

PAUL SCHERRER  
Président de l'Union des comités d'intérêts locaux et d'urbanisme de Lyon.

LE GUIDE ÉCONOMIQUE DE NORMANDIE. Editions du P'tit Normand, 18, rampe Saint-Hilaire, 76000 Rouen, 600 p., 140 F.

Nouvelle couleur pour la version 1993 du plus grand répertoire économique des régions de Haute et Basse-Normandie, qui vient de paraître avec 11 000 noms. Pour sa cinquième édition, ce best-seller imprimé à 25 000 exemplaires, coproduit par le Crédit industriel de Normandie et les éditions régionales du P'tit Normand, reste fidèle à lui-même avec ses chapitres par secteurs d'activité et son inventaire des 3 235 communes de Normandie. Il innove par la présentation d'un cahier central regroupant les collectivités territoriales et les services de l'Etat dans les deux régions et les cinq départements. La totalité des entreprises employant plus de cent salariés y figurent pour la première fois.

Les six cents pages, illustrées de cartes, de ce volume sont le fruit de plusieurs mois de travail d'une équipe de journalistes. Sous la direction de Bertrand Tierce, rédacteur en chef, ils ont collecté et vérifié des monceaux de chiffres pour en faire une somme rendue plus digeste par leurs analyses.

E. B.

DÉBAT

LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE

par Vincent Liger-Belair

Le maire d'une ville moyenne devra-t-il bientôt justifier sa gestion devant la presse pour répondre aux arguments d'une association de « contribuables actionnaires » ? Un président de conseil général sera-t-il conduit dans un tout proche avenir à présenter le bilan économique et financier annuel du département devant le parterre des chefs d'entreprise ? Un président de région devra-t-il mener une politique de communication financière comparable à celle des grandes entreprises privées ?

Ces questions n'appartiennent en rien à la politique-fiction. La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale pose en matière de finances locales un principe irréversible, celui de la transparence. Quelles obligations concrètes vont étre faites aux collectivités pour leur communication financière ? Quelle méthodologie va étre retenue pour la présentation des comptes ? Quels ratios financiers vont étre sélectionnés pour servir de base à l'information de l'opinion ?

Quels que soient les choix, les critères utilisés devront permettre de comparer des choses comparables et d'établir des jugements nuancés pour apprécier aussi bien la prudence d'une gestion rigoureuse que le dynamisme d'une politique ambitieuse. Les options techniques seront d'une grande importance puisque le principe de la transparence est, lui, irrévocablement posé.

Ce principe risque de bousculer chez les élus des cultures, des réflexes et des habitudes très ancrés. La libre circulation des données financières est une pratique encore très éloignée des habitudes en cours. Les responsables politiques considèrent, parfois à juste titre dans les mœurs actuelles, que la maîtrise de ce type d'information se confond avec la liberté de gestion, voire avec la liberté politique tout court.

L'obligation faite par la loi aux collectivités n'est pas mince : publier la liste des concours attribués aux associations, les tableaux de synthèse des comptes admini-

stratifs des organismes de coopération intercommunale, le bilan certifié conforme des organismes dans lesquels la collectivité détient une part de capital... Des contraintes qui vont à l'encontre des réflexes d'un personnel politique prudent et discret, qui redoute l'exploitation politique. Le débat ouvert ne doit pas se confondre avec le tam-tam médiatique ou le harcèlement démagogique. La transparence appelle la responsabilité et le respect.

Expliquer pour mobiliser l'électeur

On peut donc comprendre les réticences. La loi place toutefois les responsables politiques devant un choix clair : agir ou subir. L'enjeu, pour eux, est maintenant de savoir comment transformer une obligation légale en avantage politique. Penser qu'il est urgent d'attendre serait une lourde erreur, tant il est vrai qu'en communication, si l'on ne parle pas, les autres s'en chargent.

Pour les élus, la tentation sera grande de lire la loi de manière minimaliste et de se contenter de mettre à la disposition du public la mairie, à l'hôtel du département ou de la région, des documents difficilement compréhensibles.

Cette interprétation comporte des risques peu perceptibles immédiatement mais bien réels. Une telle lecture va, en effet, se heurter au moins à trois logiques qui feront rapidement craquer les digues illusoirement posées ici et là.

La première est simplement celle de l'information. Dans ce domaine, lorsque le filet d'eau de l'information commence à couler, l'expérience montre qu'il se transforme rapidement en courant alerte. Ceux qui l'ont ignoré ont été noyés par le mouvement de spirale que l'information génère. Les flux d'information ne peuvent étre maîtrisés que par les techniques modernes de la communication.

Certaines diront qu'entre les obligations

faites par la loi et une communication financière élaborée la distance est immense. Se souviennent-ils toutefois que, dans le seul domaine de la gestion, les collectivités sont passées en quelques années seulement de l'âge de pierre aux techniques sophistiquées utilisées aujourd'hui par les entreprises ? Ne valent-ils pas que les collectivités sont conduites naturellement à devenir des émetteurs financiers et à s'approprier tout ce qui s'y rattacha ?

La deuxième logique est celle de la décentralisation. Le processus engagé par la loi de 1982 conduit les collectivités vers une autonomie, une maturité et une concurrence de plus en plus grande. Il est caractérisé par le désengagement de l'Etat, l'augmentation corrélative de la pression fiscale et le recours à l'emprunt afin, pour les collectivités, de faire face aux charges nouvelles.

Il va falloir de plus en plus expliquer pour mobiliser l'électeur. L'image financière de la collectivité devient une composante à part entière de l'image politique globale et un atout dans la compétition pour attirer les investisseurs extérieurs.

Troisième logique, celle de la démocratie locale. Un sondage de juin 1992 montre combien le citoyen se comporte de plus en plus comme un client actionnaire. Il a un droit de regard et exige une information détaillée. Mobiliser le citoyen demandera à l'avenir de faire adhérer le contribuable, qu'il soit le payeur de la taxe professionnelle ou de la taxe d'habitation. Une bonne connaissance de la gestion économique et financière par l'opinion contribuera, de façon non négligeable, à assurer aux politiques la durée, la stabilité et la continuité du long terme. Elle devrait éviter les gestions chaotiques nées des renversements de tendance.

Trois logiques, trois raisons au moins pour les responsables de collectivités de se déterminer face au principe de la transparence financière afin d'éviter que l'opinion ne leur rappelle dans un proche avenir le justesse de cette affirmation.

Vincent Liger-Belair est président-directeur général de PHI Communication.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

LA FAMINE  
EN AFRIQUE

Le Monde  
ÉDITIONS

NIPPON  
LE JAPON DEPUIS  
1945

William Horsley,  
Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE



IMPOSSIBLE d'aller plus loin, le train s'est immobilisé face au hall de la gare. Le butoir, qui bloque la motrice, matérialise ce terminus. « Le Havre, tout le monde descend » : la voix du chef de gare confirme l'impression : ici s'achève le voyage, au-delà il y a le cours de la République, puis d'autres rues qui mènent à la mer.

Le Havre est une pointe de terre face à la Manche, ici on s'arrête ou alors on s'embarque. Comme Brest ou Cherbourg, la ville n'est pas un carrefour, elle est une fin, une belle fin. Jean-Paul Sartre, au milieu des années 30, alors qu'il enseignait la philosophie au lycée François-Ier, a imaginé pour la Normandie une cité qu'il nomme Bouville. Le fonctionnaire exilé a compris que l'administration ne pouvait l'envoyer plus loin que cette ville du bout du pays.

Joli nom, que celui de Bouville. Avec sa consonance normande, il aurait pu plaire aux habitants, et puis il aurait surtout signifié que la cité se positionnait par rapport au reste du pays et pas seulement comme un refuge pour les marins. Mais les Havrais des années 30, comme ceux d'aujourd'hui, n'ont-ils vraiment envie de rompre leurs liens avec la mer ?

Ce sont des raisons de stratégie maritime qui ont poussé le jeune roi François Ier à créer un nouveau port à l'entrée de la Seine. Le commerce vers l'Atlantique et la mer du Nord se développe, il faut donc débayer les galets pour construire un bassin. Mais il est aussi nécessaire de fortifier ce havre adossé à un environnement hostile. Part royal, ville militaire, le Havre-de-Grâce est né, tourné résolument vers la mer, prêt à en subir les colères, prêt à creuser et toujours creuser pour chasser les aléas de la mer, la belle capricieuse lui envoie.

Les tempêtes qui emportent les premières constructions ne découragent pas les habitants. Au contraire même, elles forcent leur détermination et incitent de nouveaux volontaires à les rejoindre. Les guerres, étrangères ou de Religion, provoquent des reflux, mais la ville renaît et toujours attire commerçants et marins séduits par l'aventure. L'essor du Havre réside dans cette capacité à attirer de nouvelles populations qui choisissent de s'installer dans une ville dont le nom semble synonyme de quiétude.

Ce mélange d'expatriés, de

Bretons ou d'Alsaciens, de Suisses ou d'émigrants en rupture de transit vers l'Amérique, crée une communauté ouverte sur l'extérieur, mais toujours distante envers ses voisins rouennais. Le Havre grandit, devient un port de commerce actif en perdant ses fonctions militaires. Porte des colonies, lieu de négoce du café, place financière, la ville s'élève ses fortifications anciennes, envahit les marais qui l'entourent et part à l'assaut des collines.

Une belle histoire, toutefois émaillée d'incidents entre la population ouvrière du « bas » et les bourgeois ou les armateurs qui ont choisi de résider sur « la côte ». Le port est devenu cité industrielle, l'importance stratégique du Havre explique que la ville soit incluse dans le mur de l'Atlantique et peut-être pour-quoi les bombardiers alliés la prennent pour cible.

Il y a « ceux d'en haut », locataires des HLM, ceux de « la côte », descendants d'armateurs, et ceux « d'en bas », enfants du baby-boom

Les 5 et 6 septembre 1944, la destruction vient du ciel. Il faut à nouveau débayer le port et reconstruire la ville. Le Havre, quatre cents et quelques années après sa création, se remet à l'ouvrage. Ce sont 150 hectares du centre-ville qui sont à bâtir et qui sont confiés à un homme de soixante et onze ans, Auguste Perret. L'architecte du rationalisme constructif et ses élèves mettent en application des principes sur lesquels ils réfléchissent depuis longtemps. « Celui qui dissimule une partie quelconque de la charpente se prive du seul élément de plus bel ornement de l'architecture. Celui qui dissimule un poteau commet une faute », affirme le maître, qui privilégie les structures apparentes et les poteaux de béton armé. Il définit une trame modulaire faite d'îlots urbains de différentes hauteurs, il façonne ainsi la première ville nouvelle.

Le Havre devient un chantier avant de renaître. Plus de dix ans de travaux qui modifient le centre pour en faire un ensem-

## LE HAVRE

### Gens du bout du pays



ble d'habitants et de commerces aux rues rectilignes, au béton triomphant, qui affiche sa texture. Quelques édifices, comme l'église Saint-Joseph ou l'hôtel de ville, permettent des envolées et reçoivent des signaux, comme si la cité souhaitait toujours s'adresser à ceux qui arrivent par la mer.

Les habitants ont assisté à la reconstruction de leur ville, mais tous n'ont pas adhéré au pari architectural. La largeur des avenues, la couleur du béton, voire l'organisation intérieure des logements, bref le modernisme déroute les nostalgiques des vieux quartiers. Alors que, dans les années 60, l'expansion du port se poursuit et que le pétrole favorise la création de nouvelles entreprises, les municipalités successives construisent des immeubles locatifs sur les plateaux pour accueillir une population toujours plus nombreuse.

Vinci Le Havre en cette fin de vingtième siècle divisé en trois : y a ceux « d'en haut », les armateurs arrivés, locataires des HLM des plateaux ; les gens de « la côte », descendants des familles d'armateurs ou nouveaux fortunés qui ont pu s'acheter des propriétés avec vue sur la mer et enfin ceux « d'en bas », enfants du baby-boom, qui appartiennent à la classe moyenne. Un découpage qui semble par trop schématiser mais qui, cependant, correspond à ce que beaucoup d'habitants expriment lorsqu'ils évoquent leurs difficultés ou leurs plaisirs.

Cette division serait atténuée si la ville possédait un vrai centre, un endroit unique où l'on sache aller le samedi après-midi pour faire des achats ou tout simplement se promener. Mais où le situer, cet espace rêvé : un peu au Rond-Point, carrefour des voies descendant des hauteurs dans le bâti ancien, autour de l'hôtel de ville et de ses larges esplanades, ou encore le long des immeubles Perret ? Les Havrais bésitent et vont de l'un à l'autre de ces lieux en protestant contre la circulation automobile, à laquelle, bien sûr, ils participent.

Heureusement, le dimanche, les antagonismes disparaissent. Un seul lieu de promenade fait l'unanimité : le bord de mer. La météorologie a finalement peu d'importance pour ces citoyens du bout de la terre : le septième jour, ils se pressent sur la plage. Qu'importe les galets à marée haute, qu'importe le vent, les Havrais ont l'habitude de déambuler devant cet espace liquide qui les attire toujours. Evidemment, ceux qui fréquentent l'anse des régates ou ceux qui vont pousser leur planche à voile près des falaises ne sont pas les mêmes que ceux qui font halte dans les baraquements en planches où règne l'odeur de frites ; mais qu'importe, tous se retrouvent au bord des vagues.

C'est pour eux que la mairie s'est enfin décidée à élargir le boulevard Albert-Ier. C'est en pensant à eux que les élus ont choisi un ambitieux projet de rénovation du littoral. Digue, promenade, jardins à l'anglaise, rivière d'eau douce et lieux d'animation, conçus par le paysagiste Alexandre Chemetoff, doivent « approfondir encore les relations, les liens passionnés que nous, les Havrais, avons avec le grand large », selon les paroles d'André Duroméa (PC), maire de la ville.

L'œil malicieux du vieux militant s'éclaircit lorsqu'il évoque ses souvenirs « du temps des

paquebots ». Il parle de la finale qui envahissait les quais pour voir partir le Normandie, se souvient du France, puis « de la rue de Paris qu'on empruntait pour aller voir les remorqueurs ».

La nouvelle aventure : le pont à haubans le plus grand du monde avec des pylônes de la hauteur de la tour Montparnasse

André Duroméa est, à l'image de nombre de ses concitoyens, nostalgique « de cette vie qui a changé ». Il aimerait que le quartier Saint-François, proche du port, soit toujours « connu dans le monde entier ». Hélas ! le temps des grands transatlantiques n'est plus, Salvador Dali ne vient plus saluer de l'échelle de coupée et les porte-conteneurs n'actionnent pas leur sirène lorsqu'ils franchissent la digue. Aujourd'hui, ces rapides navires s'accrochent que pour de brèves escales de six ou dix heures. Le Havre n'est plus une ville à matelots en pagaille.

Le long des entrepôts du quartier de l'Eure, des bars ont fermé. Thuis les estaminets proches de la Maison des dockers semblent eux aussi sinistrés, comme si la nouvelle loi avait des conséquences sur le commerce local. « Lorsque la réforme sera en application, elle nous permettra des baisses de tarif qui nous mettront à égalité avec nos concurrents, Anvers et Rotterdam », assure Hubert Raoul-Duval, président du Port autonome. Il espère une reprise du trafic et évoque le rôle du port comme « gare de triage des

conteneurs, puisque nous sommes les plus près de l'Atlantique ».

Moins de dockers, moins de navires dans le port, moins d'ouvriers dans les grosses entreprises de la zone industrielle qui prolonge les bassins : à l'image d'autres villes, Le Havre compte ses chômeurs. L'absence de secteur tertiaire handicape une agglomération qui sait que le salut ne viendra pas de la création de nouvelles unités chez Total ou chez Renault. La ville haute connaît les difficultés des banlieues où l'absence d'emplois et de perspectives pour les jeunes favorisent la marginalisation, voire la délinquance. Les commerçants de la ville basse se plaignent d'une baisse d'activité.

On pourrait croire les Havrais marqués face à une situation économique peu encourageante. Mais ce serait oublier leur passé, leur volontarisme à toute épreuve. Alors, pour se donner de l'espoir, ces aventuriers se sont lancés un nouveau défi : construire un pont sur l'estuaire. Bien sûr, il existait déjà depuis 1959, le pont de Tancarville, pour rallier la rive sud de la Seine, mais « il fallait faire 20 kilomètres le long du chenal pour le rejoindre », explique Jean-Pierre Bonon, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Alors, pour éviter ce détour, la CCI est devenue maître d'ouvrage du pont à haubans « le plus grand du monde ».

Deux pylônes, de la hauteur de la tour Montparnasse, sont actuellement en cours d'achèvement aux portes de la ville. Pour un coût de 1 450 millions de francs (valeur 1987), financé en partie par la manne des péages de Tancarville, l'ouvrage devrait permettre, en 1994, d'aller plus rapidement à Deauville, en payant. « Bien reliés au nord et à l'ouest, la zone d'activités du Havre pourra se développer », assure Jean-Pierre Bonon. Un de ses vice-présidents ajoute avec optimisme que le pont permettra aussi à la clientèle « de l'autre côté de l'eau », ainsi que l'appelle ici les habitants du département du Calvados, de venir faire des achats au Havre.

Le pont de Normandie est un symbole, sa construction doit atténuer bien des maux passagers, son ouverture résoudra bien des problèmes. Chambre de commerce, Port autonome, municipalité, tous se retrouvent, pour une fois, d'accord pour entonner le même air du « pari sur l'avenir ». Antoine Rufenacht (RPR), leader local de la nouvelle majorité et président de la région Haute-Normandie, les rejoint en estimant qu'il s'agit d'un « bon investissement ». Les habitants semblent aussi séduits par cette aventure, ils rêvent d'aller le dimanche sur une autre plage, d'abandonner les galets du Havre pour les planches de Deauville.

Les Havrais ont-ils changé au point de ne plus accepter que leur bout de terre soit une impasse ? Gens des villes hautes et basses, pour eux l'affaire est d'importance. Elle signifie la fin de l'isolement, la fin d'une époque où l'isolement, senti face à la mer, était vécu comme une qualité.

de notre envoyé spécial  
Serge Bolloch

Prochain article :  
SAINT-QUENTIN

### La lumière et l'eau

Les tableaux de la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blais (31 janvier-1er février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1er mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) et Colmar (28-29 mars).

Le Havre est une ville de lumière et d'eau. La lumière, c'est la mer, c'est le soleil, c'est le vent, c'est la vie. L'eau, c'est la Seine, c'est le port, c'est le commerce, c'est la culture. Le Havre est une ville de contrastes, une ville de contradictions. Elle est à la fois une ville de tradition et une ville de modernité, une ville de commerce et une ville de culture. Elle est une ville qui a su évoluer, une ville qui a su s'adapter, une ville qui a su résister. Elle est une ville qui a su garder son identité, une ville qui a su préserver son patrimoine. Elle est une ville qui a su créer, une ville qui a su innover, une ville qui a su progresser. Elle est une ville qui a su s'ouvrir, une ville qui a su se connecter, une ville qui a su se projeter. Elle est une ville qui a su vivre, une ville qui a su aimer, une ville qui a su espérer. Elle est une ville qui a su être, une ville qui a su exister, une ville qui a su braver.

هكذا من الأصل